

LE MONDE

diplomatie

N° 311 - 27^e année

FEVRIER 1980

28 pages - 7 F

Algérie : 6,00 DA
Canada : 2,75 \$
Espagne : 125 p.
France : 1 500 F
Maroc : 6,00 dir.
Angleterre : 70 p.
Suisse : 3 F.S.
Séoul : 400 CFA

Abonnements : voir tarif page 12.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY

L'industrialisation
du
tiers-monde

(Pages 17 à 21.)

DE KABOUL A PHNOM-PENH

L'ENGRENAGE

Par CLAUDE JULIEN

Si la situation internationale s'est « sensiblement compliquée », il doit bien y avoir des « responsables », et il convient de les dénoncer « sans réticences », d'autant qu'ils persévèrent dans leurs noirs desseins. Sont coupables de cette détérioration « les forces impérialistes » et tous ceux qui « considèrent la défense comme un obstacle à la concrétisation de leurs projets égoïstes, à l'effacement de la psychologie militariste, à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres peuples ». Sont coupables « ceux qui sont profondément habitués à se comporter sans façon avec d'autres Etats, à agir dans l'arène internationale comme si tout leur était permis ».

Voilà bien une ferme dénonciation de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. Erreur ! Car ainsi s'exprime M. Leonid Brejnev dans l'interview qu'il a accordée le 13 janvier à la « Pravda », interview en trois volets : à la fois plaidoyer en faveur de l'intervention des forces de l'U.R.S.S., critique de la riposte américaine, et maladroite tentative de séparer l'Europe des Etats-Unis (1).

Toujours est-il qu'une nouvelle charge explosive a été ajoutée aux dangers qui s'accumulent depuis des mois, et que le regain de tension sera durable. Comme l'écrit, d'ailleurs, le 14 janvier, M. Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, les pays occidentaux « ont persévéré dans leur réplique » après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en 1968, mais, cette fois-ci, « la riposte doit être résolue et prolongée dans le temps ». Elle vise en effet deux objectifs : pousser les Soviétiques « à faire marche arrière en Afghanistan », et les convaincre que « toute entreprise de même genre (contre un autre pays) entraînerait pour eux de

lourdes conséquences ». C'est pourquoi, ajoute-t-il, « je me refuse à croire que, cette fois-ci, notre réaction sera de courte durée » (2).

Et comment pourrait-il en être autrement ? M. Brejnev a beau expliquer que « ces contingents (soviétiques) seront retirés d'Afghanistan dès qu'auront été éliminées les causes qui ont poussé les dirigeants afghans à nous adresser des demandes d'envoi de troupes », les faits répondent nettement que :

— entre l'exécution d'Amin et l'arrivée de M. Babrak Karmal dans les troupes soviétiques, le scénario de la « demande d'envoi de troupes » est, pour Kaboul, encore moins au point, et

ce n'est pas peu dire, que pour Prague en 1968 ;

— la résistance de certaines unités de l'armée afghane et de tribus « rebelles » annonce une longue présence des troupes soviétiques dans le pays envahi. Moscou ne pourra pas de sitôt, selon la formule de M. Warren Christopher, « faire marche arrière ». La riposte des Etats-Unis et de leurs alliés en sera d'autant « prolongée dans le temps », faute de quoi l'U.R.S.S. se sentirait autorisée à pousser son avantage plus loin : rien ne garantirait d'ailleurs que l'attitude de Washington suffise à dissuader les Soviétiques de se lancer dans une autre « entreprise du même genre » en direction de pays aussi fragiles que stratégiquement importants.

D'incontrôlables enchaînements

d'influences entre bons et méchants au sein du gouvernement soviétique : tous les membres de celui-ci sont responsables, en tant que gouvernement ». Que les Soviétiques aient envoyé l'Afghanistan « pour un motif spécifique » ou qu'ils envisagent des « prolongements (qu'il insiste bien à dire) », la riposte américaine devrait être ferme. L'est-elle suffisamment ? Peut-elle être efficace ?

(Lire la suite page 12.)

(1) Traduction du Bureau soviétique d'information, 14 janvier 1980. M. Brejnev : a) invocations du traité soviéto-afghan ; b) dénonciation de la décision américaine de « geler » le traité SALT 2 et les échanges commerciaux avec l'U.R.S.S. ; c) affirmation que la situation en Europe est « bien meilleure qu'au début des années 70 ».

(2) Interview du 6 janvier à C.B.S. dans l'ambassade « Face the Nation », traduction des services américains d'information, Paris, 9 janvier 1980.

Lire pages 14 à 16 :

L'enchevêtrement des conflits et le jeu des Trois Grands

- Israël-Palestine ;
- Iran, Afghanistan ;
- Golfe, détroit d'Ormuz ;
- Mer Rouge, corne de l'Afrique ;
- Inde, Pakistan ;
- Océan Indien ;
- Indochine, Thaïlande, Birmanie.

LOIS D'EXCEPTION EN ITALIE

MAFIA ET TERRORISME

Par FERDINANDO SCIANNÀ *

M. Pappalardo, cardinal-archevêque de Palermo, se rendant au Palais d'Orléans pour rendre hommage à la dépouille mortelle du président de la région sicilienne, Piersanti Mattarella, assassiné de huit coups de pistolet, devant sa porte, le dimanche 6 janvier, a déclaré aux journalistes : « L'assassinat de Mattarella est certainement l'épisode de violence le plus grave qui ait jamais frappé l'Italie, même si on limite à l'après-guerre le sens de ce « jamais » ».

Dans les institutions italiennes, le président de la région sicilienne, de statut spécial, a rang de ministre. Son assassinat est donc d'une extrême gravité politique. Est-ce également l'épisode de violence le plus grave qui ait jamais frappé l'Italie, même si on limite à l'après-guerre le sens de ce « jamais » ?

Considérons un autre « épisode de violence », un peu plus éloigné dans le temps, il est vrai : le 1er mai 1947, à Portella-delle-Gincestre, des centaines de milliers de paysans, avec leurs familles s'étaient réunis sur le vaste espace qui s'étend entre la vallée de Piana et celle de San-Cipirello. Le commandant Giuseppe Schirò, secrétaire de la section socialiste de San-Giuseppe-Jato, avait commencé à parler lorsque, du sommet du mont Pizzuto, acquirent plusieurs rafales de mitrailleuse. Furieux, désordonnés, avec quelques hommes tombés ; les rafales continuèrent pendant trois minutes, en laissant sur le terrain onze morts et cinquante-six blessés.

Le 14 mai 1961, au cours du procès de Viterbe contre ce qui restait de la bande du fameux hors-la-loi Salvatore Giuliano, Gaspare Pisciotta, lieutenant de Giuliano, qui avait assassiné pour le compte de la Mafia et des carabinieri, déclara devant le tribunal que le massacre avait bien été l'œuvre de leur bande et, textuellement, que : « Ce furent Maresca, le prince Alfano et Bernardo Mattarella qui ordonnèrent le massacre de Portella-delle-Gincestre » (3). Gaspare Pisciotta fut lui-même assassiné dans la prison de l'Asinara à Palermo le 9 février 1964, avec un café à la strychnine. Mattarella et les autres, dénommés comme instigateurs du crime, furent acquittés par la cour d'appel de Palermo au cours de l'instruction.

Le massacre de Portella-delle-Gincestre fut le plus grave « épisode de violence » politique (le plus grave qui ait jamais frappé la Sicile ?) parmi ceux, très nombreux, qui, dans l'immédiat après-guerre et par la suite, ont vu la Mafia, bandits, ministres démocrates-chrétiens et forces de l'ordre, tous unis pour faire obstacle, par tous les moyens, à l'opposition politique et sociale représentée par la gauche.

De Portella-delle-Gincestre, en 1947, au massacre de la piazza Fontana, à Milan, en 1968, qui fit seize morts, l'histoire récente de l'Italie nous montre comment l'Etat et le parti qui l'a

incarné n'ont pas même reculé devant l'horreur terroriste pour se défendre et pour attaquer. Après une enquête et un procès indignes qui ont duré dix ans, on n'est pas non plus arrivé à identifier et à frapper les instigateurs du massacre de la piazza Fontana.

C'est aussi dans ce contexte que, au-delà de délires idéologiques qui rappellent davantage Dostoevski que Lénine, la férocité du terrorisme rouge qui est en train d'ensanglanter l'Italie trouve son origine et son explication. Bernardo Mattarella, éminent homme politique démocrate-chrétien de l'après-guerre et ministre de la République, était le père de Piersanti Mattarella. Sur le président de la région sicilienne, qui était âgé de quarante-cinq ans, il n'y avait aucun de ces rancœurs, de ces sombres soupçons qui accompagnent, en revanche, la carrière de son père. On louait sa culture, son honnêteté, son ouverture sur le plan politique et social. En somme, c'était un oiseau rare dans la démocratie chrétienne.

Qui a donc tué Mattarella ? Les terroristes ? Trois organisations en effet ont revendiqué l'attentat, deux de gauche et une fasciste. La Mafia ? Mais la Mafia, on le sait, ne revendique jamais rien.

Moins de quarante-huit heures après l'assassinat de Palermo, trois policiers ont été massacrés à coups de revolver à Milan. Cette fois, le crime a été revendiqué par les Brigades rouges, et son origine terroriste ne fait aucun doute. En revanche, à propos du crime de Palermo, l'incertitude et la confusion sont grandes, très instructives sur la réalité qui sert de fond à la politique italienne et au terrorisme lui-même, autant que sur les perspectives de la démocratie dans le pays, et même de sa survie.

L'écrivain Leonardo Sciascia, qui est assurément un grand connaisseur de la Mafia, de la Sicile et des mystères italiens, pense que l'on ne peut pas, a priori, exclure le terrorisme. Il avait fait la même remarque le 8 mars 1979 lorsque fut tué le secrétaire provincial de la démocratie chrétienne de Palermo, Michele Reina (3). Mais Reina n'était pas entouré d'une réputation de transparence morale et politique, et tous ceux qui le connaissaient le mieux, démocrates-chrétiens en tête, dirent : c'est la Mafia. C'est maintenant un personnage plus important et plus estimé qui a été frappé. Il est bien possible qu'il s'agisse de Mafia mais, demande Sciascia, pourquoi exécuter-on automatiquement le terrorisme, en Sicile ? En tout cas, il s'agit soit de la Mafia soit du terrorisme ; et il ajoute que l'hypothèse de la Mafia est la plus confortable.

(Lire la suite page 3.)

(1) La Stampa, 6 janvier 1980.
(2) Michele Pansaloni, Mafia e politica, Einaudi, Turin, 1962, p. 143.
(3) Cf. la nouvelle de Leonardo Sciascia : « L'Image-souvenir », dans Le Monde diplomatique d'août 1979.

Après seize ans de régime militaire

LE BRÉSIL A L'ÉPREUVE DE LA LIBÉRALISATION

Par JULIA JURUNA

APRÈS l'amnistie partielle qui a permis le retour des principaux leaders politiques exilés en 1964, l'extinction du bipartisme marque une nouvelle étape dans l'itinéraire erratique emprunté depuis 1974 par le régime militaire brésilien (1). Pour comprendre la « libéralisation » sous contrôle » mise en place au cours de ces cinq dernières années, il est nécessaire de revenir brièvement sur l'origine du durcissement intervenu en 1968.

La récession économique amorcée en 1961 s'était poursuivie jusqu'en 1967, en dépit de la sévère gestion déflationniste inaugurée par le régime après le coup d'Etat de 1964. Cette politique rigoriste jeta le trouble parmi les classes moyennes qui avaient appuyé le putsch militaire, créant des dissensions à l'intérieur même de l'armée et réactivant les manœuvres politiques de la droite traditionnelle. L'Acte institutionnel numéro 5, promulgué en décembre 1968, donnait alors les pleins pouvoirs à la bureaucratie militaire et éliminait toute velléité d'opposition. À partir de ce moment, deux mouvements convergents accentuèrent la glaciation de la vie politique :

— des secteurs de l'opposition qui avaient été obligés d'entrer dans la clandestinité organisèrent des opérations de guérilla urbaine et rurale. Un moment surpris, les militaires mirent progressivement sur pied un formidable appareil répressif qui, par le chantage, les tortures et les assassinats, élimina toute opposition armée ;

— le second mouvement — moins perceptible à l'époque — opposa, à l'intérieur même des classes dominantes, les différents groupes économiques qui cherchaient à s'assurer des positions monopolistiques sur le marché brésilien. Fournissant une évolution déjà ancienne, l'Etat était devenu un important instrument d'accumulation capitaliste. Une lutte acharnée opposa des groupes d'intérêts rivaux dans la banque, dans les assurances, dans les entreprises de travaux publics et dans d'autres branches d'activité. Au moment où d'importantes décisions de politique économique devaient être prises par le gouvernement fédéral,

L'arbitrage de l'Etat en faveur de l'un ou de l'autre des groupes concurrents prenait alors une importance décisive.

Certains de ces groupes ont renoué leurs liens déjà anciens avec les politiciens conservateurs qui, face au régime militaire, se posaient comme une solution de rechange. A l'inverse, d'autres secteurs économiques ont tout parié sur les factions les plus dures de la hiérarchie militaire, stimulant l'ascension des technocrates qui préparaient une nouvelle expansion économique fondée, cette fois-ci, sur une brutale concentration des revenus. Cette double dynamique consolida le régime dictatorial qui perdura pendant le gouvernement du général Médici.

Ce qu'il y a de paradoxal, c'est que pendant toute cette période — l'un des moments les plus sombres de l'histoire brésilienne — le régime n'a jamais assumé la tyrannie qu'il exerçait. L'idéologie libérale continua d'être affichée à Brasilia, les militaires restant méfiant face au capitalisme politique que certains groupes d'extrême droite révalaient d'imposer au pays. Ainsi, instaurés en 1968, la peine de mort ne fut jamais légalement appliquée, alors même que de nombreux opposants politiques tombaient sous les balles de la police ou « disparaissaient » des prisons gouvernementales.

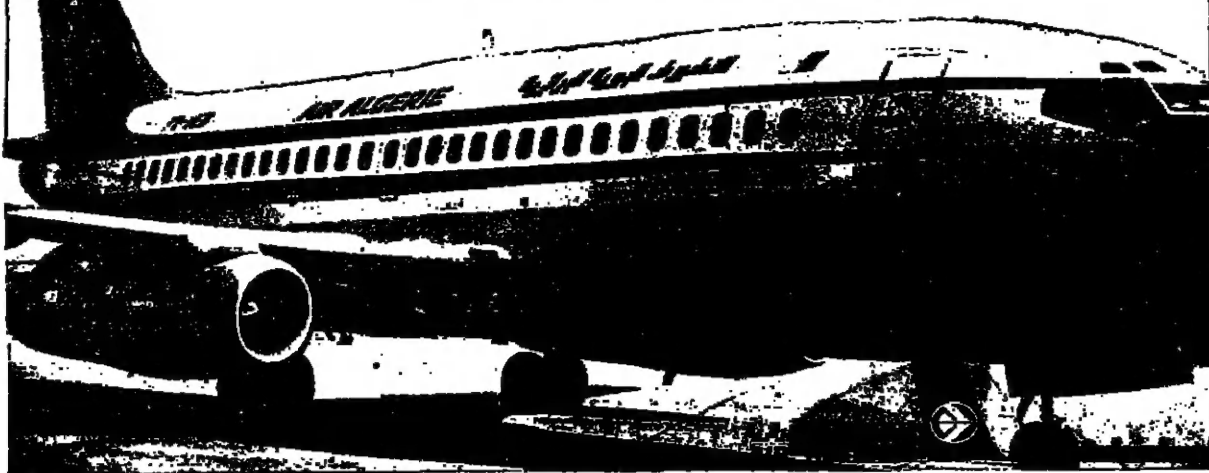
En 1974, au début du gouvernement Geisel, un certain nombre de problèmes critiques commencent un dénouement. Après avoir étouffé les mouvements armés, l'appareil répressif commençait à échapper au contrôle du gouvernement. La hiérarchie militaire décida alors de le reprendre en main. Progressivement, la torture et l'assassinat des prisonniers politiques furent éliminés.

(Lire la suite page 4)

(1) L'amnistie ne s'applique pas aux opposants condamnés pour des actions armées. Néanmoins, les révisions des procès et les « indultos » ont réduit le nombre de ceux qui n'en n'avaient pas bénéficié. Avec précaution, on peut estimer qu'il reste une dizaine de prisonniers politiques dans les prisons brésiennes et une vingtaine d'opposants non amnistiés à l'étranger.

DE NOUVEAUX MOYENS POUR D'AUTRES BESOINS

162 Vols chaque semaine relient
32 escales internationales
en Europe, Afrique et Moyen-Orient
aux grands centres en Algérie



ALGERIE

Janvier 1980

Le régime politique peut changer sans modification des textes en vigueur. Méfiance à l'égard des partis déclin du Parlement et institution de nouveaux pouvoirs ouvrent alors une crise profonde

Aux prises avec la crise économique et les tensions internationales, tous les régimes démocratiques subissent de subtiles mutations qui, de plus en plus nettement, tendent à creuser l'écart entre les normes constitutionnelles et la pratique du pouvoir. Ainsi, méritent la crise des institutions. Ainsi sont menacés les espoirs de ceux qui veulent vivre en démocratie. Le sénateur Henri Caillavet examine ici ce phénomène dans le cas de la France.

LES régimes politiques commencent à se modifier généralement les crises institutionnelles. La III^e République a été pendant longtemps un régime politique après des débuts de crise, puis est retombée dans l'instabilité. L'« Etat français » de Vichy a succédé à cette instabilité pour différentes raisons inutiles à rappeler et il a duré quatre ans en tant que régime politique. La IV^e République, par contre, n'a pas été un régime politique. Elle s'est installée dès ses premiers pas dans une « mouvance infernale », laquelle devait solliciter, au profit de la crise algérienne, la mise en place d'un authentique régime politique avec une « Constitution byzantine » à la dimension de ses traducteurs.

Tout est dit dans cette merveilleuse Constitution de 1958. Mais les traducteurs sont plus précoces que les commentateurs. En vingt-deux ans d'application, la plupart des articles auront été l'objet de curiosité, d'interprétation, de surprise. Cette Constitution, approuvée par référendum, était illisible et, de l'article 5 à l'article 69, le législateur, durant vingt-deux ans, a l'exception de quelques initiatives, a eu recours au dictionnaire.

Une Constitution est-elle au demeurant la Sainte Bible du régime politique ? Le général de Gaulle réclamait la silence lorsqu'il projetait, année après année, ce qui fut appelé le gaullisme — à tort le présidentialisme — mais admettait le pouvoir personnel. Le chef de l'Etat a usé et abusé d'une application stricte de la Constitution pour pouvoir faire dire aujourd'hui qu'elle était à sa dimension et que lui seul en connaissait la

version métropolitaine, et un certain secrétaire général de l'Elysée... la traduction simultanée en Afrique. Le pouvoir personnel n'est jamais construit car la recherche permanente d'une légitimité oblige le détenteur du pouvoir à préférer les travaux de presse aux grands choix de société. Néanmoins, le pouvoir personnel tente toujours de stabiliser sa légitimité grâce à un Parlement dont il n'a pas toujours une saine vision institutionnelle, celle qui en fait un moyen de surveillance. Plus la légitimité extérieure est forte, plus le Parlement doit être associé à cette légitimité. Pourtant, contradictoirement, il devient de moins en moins un vrai pouvoir de contrôle. Le général de Gaulle semblait dire qu'après lui il

successeurs du général de Gaulle ont trop cru aux reproches adressés au pouvoir personnel, ont trop été persuadés de la « dépolitisation du pays », ont suffisamment abondé dans

le sens que les partis politiques étaient la source de tous les maux, ont trop été réticents à tenir le suffrage universel le plus éloigné possible de l'Elysée.

Meurtre avec préméditation

Le présidentialisme intentionnel ou accidentel fait abstraction du Parlement. Un régime politique qui se sépare des adhésions populaires souffre cependant des Chambres de réflexion hantées par l'esprit de contrôle. Hanté sur le Parlement ! Tel est bien le cri de guerre institutionnel depuis 1974. L'Assemblée nationale meurt et le Sénat revit, mais sans acharnement thérapeutique. Le

télégrammes et lettres expresse. Quant au Parlement, il subit d'abord la pression de l'ordre du jour prioritaire (art. 48) empêchant ainsi tout examen d'initiatives de députés ou sénateurs. Par ailleurs, l'utilisation des procédures dites « d'urgence », qui consiste à limiter à une seule « lecture » dans chaque assemblée un texte de loi, empêche le travail de réflexion et fait de l'Assemblée natio-

le de la responsabilité gouvernementale. Le domaine de la loi et du règlement n'a plus de limites, et autant se demander quelle peine se donne le Parlement à voter des textes lorsque les décrets d'application admettent bien souvent la volonté du législateur.

On a même vu, en 1979, le Sénat convoqué en session extraordinaire mais, non habilité à délibérer ! La session extraordinaire est un moyen de défense de plus en plus pratiqué contre le Parlement irresponsable de son retard.

Que dire enfin de la « navette » des textes législatifs qui, de l'état de règle, est passée à celui d'exception : le gouvernement sollicite régulièrement l'interruption des lectures en demandant la constitution d'une commission mixte paritaire.

Enfin, l'arme redoutable du tout-puissant article 40 rend impossible l'esprit réformiste du Parlement. Les lois de finances, au cours desquelles on juge l'ambition d'un programme volontariste et durant lesquelles il est possible de mesurer les audaces des parlementaires, sont l'objet d'une longue et interminable recension gouvernementale en vertu de cet article 40. Autre arme dissuasive de tous les temps mais combien utilisée dans des départements ministériels fort bien choisis — justice et intérieur : celle qui consiste à faire venir régulièrement les textes difficiles les deux ou trois derniers jours des sessions. Le Sénat, à ce sujet, reste un censeur vigilant et n'hésite pas à faire renvoyer à une autre session les textes qu'il faudrait voter dans la précipitation.

Micropouvoir et sondages

NOTRE régime politique est donc devenu un authentique présidentialisme. « On ne consulte pas le président », on l'informe », dit-on à l'Elysée. Le président connaît tout, sait tout et passe bien, il est vrai, ses examens annuels. Les prestations télévisuelles restent de bon ton, celui d'une certaine hauteur. Tout se déroule merveilleusement bien avec les « journalistes du président ». Un style, celui du centre-giscardisme ? Non, un réalisme politique ? Celui de gouverner avec la droite et la gauche. Voilà la raison du présidentialisme. Le centisme a une droite et une gauche, mais il a son siège social au Parlement et non dans l'opinion publique. Le président de la République n'a pas rencontré de centristes dans la foule, mais, en revanche, il a subi les assauts des gens de la droite qu'il connaît par ailleurs très bien, et les bombardements incessants des gens de la gauche qu'il regarde avec condescendance.

Ce que trop d'hommes politiques ont laissé s'installer est grave : la stabilisation d'une image populaire (gouverner ensemble) sous la prétexte que la droite et la gauche vivent ensemble.

Le président-arbitre n'a plus, dès lors, besoin de Parlement, pas davantage de légitimité. Il remplace ces deux nécessités par un micropouvoir, expression du suffrage universel, et par l'installation hebdomadaire des sondages d'opinion. Le micropouvoir est l'institution savante des commissions, délégations parlementaires où la droite et la gauche sont présentes, sortes de parlements au royaume de Blanche Neige.

Les sondages remplacent habilement les référendums. Cette économie de campagnes électorales est néanmoins pernicieuse puisqu'elle fausse les esprits et identifie sur un échec ou un succès une opinion de tous les Français à la politique du président. La communication et l'information sont figées. N'a-t-on pas dénoncé la « bande des quatre » en juin dernier et n'a-t-on pas vu avec bien trop de retard venir enfin une première esquive de libéralisation des radios libres ? Le monopole de l'information n'est pas dans la loi, il est à l'Elysée.

Le présidentialisme — le Constat — s'est installé sans coup d'Etat, sans heurts. La crise est-elle possible ? Est-elle souhaitable ? Elle serait désastreuse si elle pouvait aboutir aujourd'hui à une révision constitutionnelle allant dans le sens d'un régime présidentiel ou d'un retour à un régime parlementaire. Le présidentialisme d'aujourd'hui n'aura été alors qu'un intermède. Le Parlement peut encore espérer dans ces conditions. Deux propositions de lois constitutionnelles en cours ont été déposées devant lui par nos soins il y a quelques jours.

Mais si la crise est voulue, fomentée, elle contribuera à conforter un régime présidentialiste bicéphale, certes original : un président de la droite, un premier ministre de la gauche, mais toujours une Constitution immuable.

Le présidentialisme en accusation

Par HENRI CAILLAVET *

n'y aurait plus de Parlement, se considérant de la sorte comme le dernier chef d'Etat à respecter le pouvoir législatif. En effet, le recours permanent aux référendums lui assurait cette légitimité, accrue d'ailleurs par l'élection présidentielle de 1965. Si le Parlement tentait d'exercer un quelconque contrôle, le général de Gaulle prononcerait la dissolution (1962, puis 1968). Par deux fois consécutives, c'est la légitimité populaire qui a entraîné les dissolutions, et deux fois de suite le général de Gaulle obtint la majorité parlementaire qu'il souhaitait. Dès lors, à quel bon utiliser un Parlement pour contrôler puisque le contrôle a été exercé par référendum ! Le général de Gaulle tenait au Parlement comme interlocuteur indispensable entre lui et le peuple. Le peuple contrôlait tandis que le Parlement exécutait ce que le président de la République a reçu mandat de faire, et ce mandat lui vient du peuple.

Le pouvoir personnel inspiré de la Constitution de 1958 est un déplacement de la séparation des pouvoirs : l'exécutif appartient fondamentalement au peuple et le législatif au président.

Le Parlement avait quelques espoirs, en 1974, de légiférer. A-t-il été trop loin ? Les commissions d'enquête ou de contrôle, l'application des questions d'actualité, les interpellations, les votes de questions préliminaires, les amendements dénaturent souvent les projets gouvernementaux, la saisine du Conseil constitutionnel sont autant de réactions saines que les assemblées ont utilisées dans un esprit de reconquête démocratique.

Le pouvoir délient un arsenal constitutionnel bien fourni. Oublié le temps du pouvoir personnel où le général de Gaulle, avec les articles 11 et 16, disposait d'une certaine autonomie. Finie également l'époque des mises en jeu de la responsabilité gouvernementale par souci de crédibilité auprès de l'opinion publique.

Désormais le gouvernement est devenu le « porte-parole de l'Elysée », agent cycliste en quelques sortes des « sénateurs (Gauche démocratique).

Une déviation dangereuse

DEUX présidents ont succédé au général de Gaulle et ont tenté de promouvoir une évolution institutionnelle vers un régime présidentiel. Le régime présidentiel est, globalement, celui où le président gouverne avec un contrôle parlementaire sévère et des mini-contre-pouvoirs non institutionnels mais stabilisateurs. Seul le général de Gaulle pouvait, par son autorité, réaliser le pouvoir personnel, et personne d'autre. Elait-il pour autant dans son intention de faire « glisser » un jour ce régime politique vers un régime présidentiel ? Il n'est pas exclu que le général de Gaulle ait souhaité cette évolution. Cependant il n'était pas dans l'esprit du général de changer de régime politique sans changer de Constitution. L'erreur commise ces dix dernières années est bien de vouloir changer le régime politique sans changer les textes.

Ainsi la déviation devient très dangereuse : le pouvoir personnel fait place au présidentialisme, c'est-à-dire à un pouvoir occulte d'un homme dans son palais, ayant une idée sur tout, assisté d'une cour et se passant à la fois de légitimité populaire et d'un Parlement.

Le nouveau personnage ainsi créé — de plus en plus fréquent dans le monde — est celui du président-roi, attend l'échéance du renouvellement présidentiel pour confirmer l'évolution constitutionnelle. Le régime présidentiel devient dès lors aléatoire parce que le présidentialisme se satisfait d'une Constitution faite pour un pouvoir personnel. Pourquoi réformer sa propre charte ?

Notre régime politique connaît, hélas ! une crise, une crise vraisemblablement involontaire, mais devenue fatale, parce que les chefs de l'Etat

Dans les revues...

COMMENTAIRE propose deux « vues », prises également d'Europe : des Etats-Unis, par A. Besançon ; de l'U.R.S.S., par P. Masson. Celle-ci, plus présidentielle « vue » de droite et de gauche, en particulier les partis communistes ; l'espagnol, avec « hard-disme » ; l'italien avec des contradictions ; du français, rien à dire on a ajouté. Quant à A. Besançon, il se fait quelques peu l'ange exilé d'Europe, en particulier la France, de l'étonnant, pour le régime politique, par son autorité, réaliser le pouvoir personnel, et personne d'autre. Elait-il pour autant dans son intention de faire « glisser » un jour ce régime politique vers un régime présidentiel ? Il n'est pas exclu que le général de Gaulle ait souhaité cette évolution. Cependant il n'était pas dans l'esprit du général de changer de régime politique sans changer de Constitution. L'erreur commise ces dix dernières années est bien de vouloir changer le régime politique sans changer les textes.

La situation en Asie du Sud-Est préoccupe aussi POLITIQUE ET ECONOMIE, qui en fait le thème d'ouverture du deuxième numéro de sa nouvelle formule avec des articles de Raymond Aron, M.-C. Bergère, Jean Lacouture, etc. La revue reproduit aussi des articles de M. Kissinger sur « L'OTAN, les trente prochaines années » et Giovanni Agnelli sur « Le rôle des multinationales dans la stratégie occidentale ». (N° 2, décembre 1979, 48 F., 4, rue Fauriol, 75014 Paris.)

LA REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE a réuni un table ronde, avec Hélène Carrère d'Encausse, J.-M. Domenech, M. Rodinson, etc., sur le thème : « L'islam, cinquante ans après ». L'idée qui circule au sein de la revue pour être un « cinquième » comme un « premier », il faut être en. (Novembre-décembre, bimestriel, 12 F., 17, avenue Gouraud, Paris-17.)

Le parti socialiste français se dote d'une revue : SOCIALISME ET ECONOMIE. Le premier numéro traite d'une volonté de clarification la présentation des problèmes économiques et de leur restriction leur dimension politique. Ainsi, J.-P. Lemaitre s'emploie à dégonfler le mythe de la « crise » en procédant à la critique de la littérature économique au service du pouvoir et de son idéologie. (N° 1, janvier-février, bimestriel, 16 F., 3, rue Viollet-Leduc, 75009 Paris.)

La périodique trotskyste INPRECOE s'interroge sur les difficultés économiques de l'Occident. A.G. Frank parle de « déviation de la prévision économique » de la « tentative de discerner les raisons profondes de l'écroulement de l'économie ». Des analyses, également, sur la situation en Espagne, au Brésil, et sur la nouvelle réforme économique en U.R.S.S. (N° 67-68, bimensuel, 10 F., B.P. 57, Montreuil Cedex.)

D'autres interprétations non conformistes de l'économie dans la revue des INTERVENTIONS CRITIQUES. EN ECONOMIE POLITIQUE. Un dossier traite, en particulier, de problèmes « traditionnellement négligés » : travail des femmes, travail à temps partiel, chômage, sécurité-santé, grâce à la collaboration d'un groupe autonome québécois. On relève aussi une étude sur la

« nouvelle vague de concentration » en Amérique du Nord. (N° 4, hiver 1979, trois numéros par an, 2 dollars can., C.P. 35, Succ. Rosemont, Montréal, H1X 3B6.)

FUTURIBLES (qui vient d'ajouter à son titre le chiffre 2000), décrit les perspectives économiques de la décennie qui commence et propose cinq « scénarios » pour le lustre 85-90. J. Pissard dessine les menaces qu'il prévoit sur l'économie du « monde libre ». (Octobre, mensuel, 30 F., 35, rue de Valenciennes, 75007 Paris.)

DANS FAIRE, Gilles Martinot écrit pour le parti socialiste le « compromis historique » d'une alliance à sa droite. Un intéressant reportage sur l'actualité « douce » dans les pays de l'Est. Et une étude sur la nouvelle école économique de Cambridge. (Janvier, mensuel, 15 F., 48, rue Sainte-Anne, 75001 Paris.)

Interrogé dans L'ECONOMIE EN QUESTION, Susan George montre une nouvelle fois le caractère sévère de l'aide au développement qui privilégie, dans les pays pauvres, les productions d'exportation au détriment de l'économie vivrière. (N° 12, janvier-mars, 8 F., 8, rue Mélingue, 75019 Paris.)

Agnes Boulard rappelle, dans CULTURES ET FOL, les récentes interventions françaises au Tchad et en Centrafrique et y discerne une double illégitimité : à l'égard de l'Afrique et de la Méditerranée, et en France même, où les luttes démocratiques ne sont ni consultées ni tenues informées. (N° 10, novembre-décembre, bimensuel, 8 F., 5, rue Sainte-Bénigne, 69022 Lyon.)

La signification du personnage d'Iddi Amin latvienne Ali A. Mazrui, dans

THIRD WORLD QUARTERLY, le marxisme déchu lui paraît symboliser une recherche de l'indépendance africaine dont l'Occident n'a voulu voir que les excès. (Volume 2, n° 1, janvier, trimestre, 2 livres. - Third World Foundation, New Zealand House, 58 Haymarket, Londres SW1Y 4TS.)

Etudiant le développement industriel des pays pétroliers du Golfe, John P. Wrenn insiste, dans MACHINES MACKER, sur les difficultés dues à l'environnement, à la faiblesse des effectifs de la population active et à la concurrence des économies développées. (N° 56, octobre-novembre-décembre, trimestriel, 17 F., La documentation Française, 124, rue Henri-Barbusse, 93358 Aubervilliers Cedex.)

Et le potentiel énergétique... plus important qu'on ne le croit ? tel est le titre de la dernière livraison d'IMPACT, publiée par l'UNESCO : dans l'introduction, Vladimir Kouznetsov donne la liste des disponibilités énergétiques renouvelables et non renouvelables, parfois très abondantes, mais dont on n'exploite que les plus rares, provoquant la crise actuelle par imprévoyance et non à cause de la pollution. (Volume 29, n° 4, octobre-décembre, trimestriel, 12 F., UNESCO, 7, place de Fontenay, 75006 Paris.)

Dans une livraison de « factures informelles » de SCIENCES ET TENSIONS SOCIALES, Laurent Bonaldi présente « la pédagogie du GREC » à l'aide de citations bien choisies. La nouvelle revue reproduit, d'autre part, une étude de Charles Perrot sur la sociobiologie et ses critiques. (N° 1, décembre 1979, prix et périodicité non encore précisés. - Bulletin du groupe de recherches sur l'histoire du racisme, 34, bd Raspail, bureau 166, 75270 Paris Cedex 06.)

AUTONOMIE, « Materialien gegen die Fabrikgesellschaft », consacré au cahier à l'univers pénitentiaire. Organe destiné à la contre-information, il donne aussi la parole aux « techniciens des prisons » afin de montrer comment, dans les pays d'Europe occidentale et en Israël, mais surtout, en R.F.A., le pouvoir planifie la destruction de l'identité politique sociale des prisonniers. Peter Schmitt retrace l'histoire des mouvements de résistance des prisonniers politiques en Allemagne de l'Ouest et tire des enseignements de leur crise actuelle. (Nouvelle série, n° 2, 1979, 9 derivateurs. - IV A Verlag Bernd Folke GmbH, Am Lehnsturm Tor 4, D-7400 Tübingen-1.)

Un numéro intéressant de TRIMEDIA consacré à la « nouvelle » presse américaine et qui met l'accent sur les nouvelles technologies, les structures et les nouvelles formes de journaux qui en découlent, présentées, pour la plupart, par des spécialistes américains. (N° 5, automne-hiver 1979, trimestriel, 25 F., Ecole supérieure de journalisme, 67, bd Vauban, 93446 Lillie Cedex.)

HISTOIRE MAGAZINE — encore un nouveau périodique consacré à l'histoire, — propose un dossier sur : « L'U.R.S.S. en question », avec la participation d'Edouard Carrère d'Encausse, très sollicitée ces derniers temps pour répondre à la question : l'Union soviétique va-t-elle s'effondrer ? D'autres articles, au sommaire, font apparaître les signatures de Pierre Chastanet (« L'Europe va-t-elle s'effondrer ? »), Jacques Soustelle (« Les sacrifices humains azébaques »), André Castelot, etc. (N° 1, février-mars, 10 F., 14, rue Séguier, 75006 Paris.)

LOIS D'EXCEPTION EN ITALIE

(Suite de la première page)

Le quotidien la Repubblica (gauche modérée, proche des communistes mais aussi de la Confindustria) titrait le 8 janvier : « En Sicile aussi, on a tué l'homme du dialogue avec la P.C.I. : derrière les assassinats, la Mafia et le terrorisme. » C'est la thèse que la majeure partie de la presse et des responsables politiques italiens semblent avoir adoptée. On a vu tout un autre disciple de Moro qui, lui aussi, voulait introduire les communistes dans le gouvernement. Tout le monde n'est cependant pas d'accord avec cette interprétation. Le député démocrate-chrétien Calisto Tanzi, Sicilien, nous a déclaré :

« Aucun document, aucune prise de position politique ne permet d'affirmer que la Mafia préparait la constitution d'un gouvernement de la région sicilienne avec la participation directe des communistes. Au contraire, c'est précisément la Mafia qui avait préparé un gouvernement excluant les communistes, au moment même où la P.C.I. avait formulé son alternative : soit au gouvernement, soit dans l'opposition. La Mafia continuait la ligne de Moro, celle de l'opposition d'un dialogue constructif avec les communistes mais jamais de leur entrée au gouvernement. Il est donc absurde d'attribuer à Moro des projets d'opinion qu'il n'avait jamais professés. »

Un autre député sicilien, le socialiste Capria, est du même avis et, soulignant la chose extraordinaire est que tout le monde sait que les choses sont ainsi, mais qu'on ne refuse cependant pas à faire passer cette opinion dans les organes d'information. De sorte que les Italiens continuent à s'entretenir à croire que les terroristes de l'extrême gauche et les hommes de la Mafia se sont alliés pour empêcher la P.C.I. d'accéder au gouvernement.

Singulière alliance ! Les méthodes obtenues des résultats exactement opposés aux objectifs présumés. En effet, après chaque crime, la demande et l'exécution d'un gouvernement d'unité nationale avec les communistes deviennent toujours plus pressantes et plus plausibles.

Un député démocrate-chrétien a donné un commentaire surprenant : « Si la Mafia s'est mise d'accord avec les Brigades rouges, à-t-il dit, cela signifie qu'elle n'est pas le terrorisme le plus dur de la région. Comme lorsque, en 1943, elle s'est mise d'accord avec les services secrets américains. » (4). Les Brigades rouges au pouvoir demain en Italie ? Et la Mafia, qui ne se défend pas à la mort ? Ce n'est qu'un exemple parmi les autres.

La théorie du « complot communiste »

EN 1962, le Parlement a voté à l'unanimité la constitution d'une commission d'enquête sur la Mafia. Après dix ans et deux législatures, et malgré les larges pouvoirs d'investigation et les moyens extraordinaires mis à sa disposition, elle n'a pu produire que quelques documents et de conclusions dont aucune véritable explication, aucune véritable condamnation ne sont jamais sorties. C'est bien là le problème : comment avoir l'illusion que, dans un contexte où le pouvoir de la Mafia et le pouvoir politique s'entre-tiennent et se soutiennent, une commission d'enquête aurait pu pousser sa propre enquête jusqu'à se mettre elle-même en cause ? Un autre régime, celui dont parle M. Montanelli, a réussi à démanteler la Mafia : le fascisme. Mais la Mafia était une sorte de Mafia devenue État, à l'époque, avec les grands moyens du préfet Mori, la petite Mafia sicilienne. Aujourd'hui, le problème, c'est le terrorisme : pour la Mafia, on n'a qu'à transformer la démocratie en un grand État terroriste.

Après l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, des mesures exceptionnelles, discutées, avaient déjà été prises. L'actuel président du conseil, M. Cossiga, alors ministre de l'Intérieur, déclarait en remettant la loi de 1975 que ce n'étaient pas des lois spéciales qui étaient nécessaires, mais qu'il fallait appliquer avec efficacité et sévérité celles qui existaient déjà. Il a changé d'opinion après le 12 décembre dernier.

Ce jour-là, un important commando de terroristes de l'organisation Prima Linea pénétra à Turin, dans un institut où l'on forme de futurs cadres industriels. Les étudiants et les professeurs, en tout deux cents personnes, sont réunis sous la menace des armes et interrogés ; on leur fait un discours d'une demi-heure, puis dix d'entre eux sont placés contre le mur et on les fusille d'une rafale de mitrailleuse dans les jambes. C'est une méthode de détermination nasse.

Nous sommes en guerre, écrivent les journaux, et beaucoup réclament un gouvernement d'unité nationale ; nous sommes en guerre, répètent les responsables politiques ; certains d'entre eux réclament l'état d'urgence, presque tous souhaitent des lois spéciales.

Pendant l'affaire Moro, c'étaient les Brigades rouges et Moro lui-même qui déclaraient que c'était la guerre, et qui réclamaient des échanges de prisonniers — comme en temps de guerre. Souvent, ces mêmes personnes qui, maintenant, perdent la tête, déclaraient alors Moro fou ou irresponsable et refusaient de parler de guerre. Maintenant, on la proclame de tous les côtés : les journaux, le président de la République, le président de la République lui-même qui, dans son message de fin d'année, a fait une déclaration proprement extraordinaire. Il a dit que le pays est en guerre et il a ajouté qu'il son avis une puissance étrangère manœuvre le terrorisme afin de détruire la démocratie italienne. Déclaration de la plus grande gravité et qui, mystérieusement, n'a eu,

vernement qui est en discussion, mais celle du P.C.I. M. Indro Montanelli, directeur très écouté d'un quotidien de droite, Il Giornale, ne croit pas à cette affaire. « L'assassinat de Montanelli », écrit-il, c'est la Mafia qui ne tolère pas de concurrence dans l'île, et qui est en mesure de démanteler même celle des Brigades rouges. » Interprétation confortable, selon Sciacca. En effet, elle est fondée sur le théorème : là où existe la Mafia, il ne peut exister de terrorisme. Mais elle est aussi extrêmement dangereuse pour la démocratie, parce que la proposition comporte un développement logique : pour éliminer le terrorisme, il faut donner à l'État une structure et des méthodes qui sont celles de la Mafia. M. Montanelli, du reste, suit attentivement le fil du raisonnement et il continue ainsi :

« Il n'y a pas de temps à perdre. Les terroristes ne disent-ils pas eux-mêmes que c'est la guerre ? Bien ! Va donc la guerre. Et que ce soit une guerre civile. On ne peut pas la pratiquer, implacablement, sans leur accorder les « sanctuaires » de garanties. (...) En premier lieu, il faut confier à Moro, celle de l'opposition d'un dialogue constructif avec les communistes mais jamais de leur entrée au gouvernement. Il est donc absurde d'attribuer à Moro des projets d'opinion qu'il n'avait jamais professés. »

Un autre député sicilien, le socialiste Capria, est du même avis et, soulignant la chose extraordinaire est que tout le monde sait que les choses sont ainsi, mais qu'on ne refuse cependant pas à faire passer cette opinion dans les organes d'information. De sorte que les Italiens continuent à s'entretenir à croire que les terroristes de l'extrême gauche et les hommes de la Mafia se sont alliés pour empêcher la P.C.I. d'accéder au gouvernement.

Singulière alliance ! Les méthodes obtenues des résultats exactement opposés aux objectifs présumés. En effet, après chaque crime, la demande et l'exécution d'un gouvernement d'unité nationale avec les communistes deviennent toujours plus pressantes et plus plausibles.

Un député démocrate-chrétien a donné un commentaire surprenant : « Si la Mafia s'est mise d'accord avec les Brigades rouges, à-t-il dit, cela signifie qu'elle n'est pas le terrorisme le plus dur de la région. Comme lorsque, en 1943, elle s'est mise d'accord avec les services secrets américains. » (4). Les Brigades rouges au pouvoir demain en Italie ? Et la Mafia, qui ne se défend pas à la mort ? Ce n'est qu'un exemple parmi les autres.

La théorie du « complot communiste »

EN 1962, le Parlement a voté à l'unanimité la constitution d'une commission d'enquête sur la Mafia. Après dix ans et deux législatures, et malgré les larges pouvoirs d'investigation et les moyens extraordinaires mis à sa disposition, elle n'a pu produire que quelques documents et de conclusions dont aucune véritable explication, aucune véritable condamnation ne sont jamais sorties. C'est bien là le problème : comment avoir l'illusion que, dans un contexte où le pouvoir de la Mafia et le pouvoir politique s'entre-tiennent et se soutiennent, une commission d'enquête aurait pu pousser sa propre enquête jusqu'à se mettre elle-même en cause ? Un autre régime, celui dont parle M. Montanelli, a réussi à démanteler la Mafia : le fascisme. Mais la Mafia était une sorte de Mafia devenue État, à l'époque, avec les grands moyens du préfet Mori, la petite Mafia sicilienne. Aujourd'hui, le problème, c'est le terrorisme : pour la Mafia, on n'a qu'à transformer la démocratie en un grand État terroriste.

lente, d'autant plus discutée que le climat des années au cours desquelles aurait été préparée la grande guerre terroriste était, pour toute la gauche, principalement défensif. M. Marco Bontade, député radical et ancien dirigeant de Lotta Continua, un groupe d'extrême gauche, rappelle que « la presque totalité des cadres politiques et syndicaux italiens, et il s'agit de milliers et de milliers de personnes, n'ont pas dormi dans leur lit entre le 1^{er} et le 4 novembre 1974. N'oublions

pas que le 31 décembre fut le jour de l'arrestation du général Vito Miceli, le chef des services secrets, et que les bruits d'un coup d'État en Italie devaient alors de notoriété publique. (...) L'ancien président de la République, M. Pertini, avait déclaré à l'époque, dans un interview, qu'il faudrait répondre par les armes à un coup d'État éventuel. Et quand on lui demandait où trouver les armes, il répondait : « Là où elles se trouvent, dans les caisses des carabinieri. »

Le danger de l'amalgame

DEPUIS lors, les groupes se sont mille fois dissous et recomposés, les individus ont pris les chemins les plus divers, de celui de la lutte armée à l'extrême d'une profession libérale ou à la retraite médiatique dans un couvent. Il serait extraordinairement erroné et dangereux de juger de la même façon les très graves violences commises par les terroristes après 1977, et sur la présomption d'une double continuité criminelle, certains actes qui remontent à de nombreuses années en arrière alors que le climat était complètement différent. Dans ces années-là, des personnes qui n'ont peut-être jamais plus en de liens avec des groupes clandestins ont pu être utilisées et impliquées dans des activités dont elles ignoraient la nature précise, avec des militants qui, par la suite, ont pris une direction tout à fait différente, celle de la violence.

Le danger de la confusion et de l'amalgame est d'autant plus grave qu'il s'inscrit dans une atmosphère trouble où les enquêtes judiciaires risquent d'être manipulées d'avantage à des fins de manœuvres politiques que de recherche de la vérité. Par exemple, par l'utilisation cynique d'indiscrétions journalistiques et de rumeurs qui annihilent de fait le second de l'investigation de l'enquête de Fiorini a été publié pratiquement par tous les quotidiens italiens, et on ignore qui l'a rendu public. C'est une atmosphère d'autant plus empoisonnée que le manque de confiance et le soupçon règnent parmi les magistrats eux-mêmes. Déjà, à la suite d'une question orale présentée au Parlement par l'ex-juge romain Vitalone, élu député démocrate-chrétien après s'être occupé de l'affaire Moro, des accusations ont commencé à être émises contre certains juges, membres de l'association progressiste de magistrats démocratiques, soupçonnés d'être des compagnons de route occultes des terroristes.

Quelques esprits préoccupés — et ils ne sont pas nombreux — soulignent l'inutilité et les risques de lois d'exception exclusivement répressives. Cependant, porté par la vague des événements de Turin, le conseil des ministres du 14 décembre a émis, par décret, une autre série de mesures spéciales. Mais l'exception est en train de devenir la règle. Toute une panoplie de mesures qui révisent le choix d'une réponse exclusivement militaire au terrorisme et qui, eux bien des points, comportent de graves restrictions des libertés individuelles et des formulations ambiguës susceptibles de se prêter aux abus les plus dangereux. D'autant plus qu'elles s'inscrivent dans un code pénal qui, après trente ans de démocratie républicaine et malgré mille promesses d'une réforme jamais réalisée, est encore celui du régime fasciste.

Le général Carlo Alberto Dalla Chiesa qui, jusqu'ici, dirigeait un groupe spécial de deux cents hommes voués à la lutte antiterroriste, a été placé à la tête de la division de carabinieri Pastrengo, qui compte vingt-cinq mille hommes parfaitement équipés et étend son activité sur tout

le nord du pays. Cette décision serait absolument normale, d'autant plus que le groupe spécial précédemment dirigé par le général Dalla Chiesa échappait de fait à toute espèce de contrôle légal, et la nomination n'avait été présentée comme une sorte de dérogation spéciale antiterroriste accordée aux carabinieri dans un contexte de mesures exceptionnelles. Les soupçons augmentent avec la nomination d'un autre général de carabinieri, Edoardo Palombi, au poste de préfet de Gênes. C'est la première fois depuis 1945 qu'un militaire est nommé préfet.

D'autres mesures sont d'ordre pénal. Toutes les peines relatives à des délits de terrorisme ou se rattachant à ce dernier ont été augmentées, jusqu'à la réclusion à perpétuité pour les meurtres aggravés par des « finalités de terrorisme ou de subversion ». Presque tous les juristes sont d'accord pour nier toute valeur dissuasive aux peines élevées, d'autant plus que toute circonstance atténuante sera refusée pour les délits de terrorisme. Mais le fait le plus grave réside dans l'introduction de tout un éventail de « délits de présomption ». Par exemple, lorsqu'on parle d'« association ayant une finalité de terrorisme ou de subversion », on ne peut pas ne pas faire référence à la « classe des personnes » de type allemand. Préoccupation aggravée par des déclarations telles que celles du sous-secrétaire d'État démocrate-chrétien Franco Masella, coordinateur des services secrets et des diverses forces de police. Il a déclaré en effet qu'on suppose que

les terroristes bénéficient dans le pays de l'appui d'environ cent mille « sympathisants ». Cent mille ! Cent mille personnes qui risquent la prison pour une simple « présomption ». Et l'on se demande comment, d'autre part, on peut dire une chose de ce genre et prétendre en même temps que le terrorisme est un phénomène politiquement isolé.

Tout aussi dangereux est l'article qui parle de détention et de diffusion de documents dans une « finalité subversive ». Beaucoup y voient une grave menace à la liberté d'information, et ceci aussi parce que la mesure a été immédiatement suivie d'une série de déclarations de journaux et de déclarations du ministre de l'Intérieur, M. Rognoni, que le journaliste Giorgio Bocca a définie comme « la plus sérieuse tentative d'intimidation que les journaux italiens ont connue depuis le mois d'avril de la Libération » (5).

Parmi les mesures relatives à la procédure, la plus importante est celle qui réduit de moitié la peine d'un terroriste qui dénonce ses complices ou qui dépose contre eux. On estime que la confession de Fioroni s'y rattache, même s'il ne s'agit pas d'une disposition ad hoc. C'est une mesure très discutée (elle n'a même pas été adoptée en R.F.A. dans les moments les plus aigus du terrorisme), parce qu'elle pourrait ouvrir la voie à toutes sortes de calomnies et de déformations (intéressées) des faits et, surtout, parce qu'elle dégrade gravement le rapport entre l'accusation et la défense, cette dernière ne disposant pas d'une équivalente possibilité de « récompenser » les témoins à décharge.

D'autres normes rendent obligatoires les mandats d'arrêt même pour les délits les plus légers, s'ils sont rattachés à des activités subversives, et éliminent la possibilité d'accorder la liberté provisoire à laquelle le ministre public, bien qu'il soit également partie en cause, peut s'opposer en tout cas. Si l'on considère que l'on a également augmenté les délais de détention préventive, qui peuvent maintenant durer jusqu'à deux ans (6) et que le déroulement de la procédure se prolonge déjà pendant des années et des années en Italie, on ne peut pas ne pas en conclure que la conclusion que ces mesures, qui ne semblent nullement efficaces pour arriver jusqu'aux coupables, conduisent à une dégradation de la justice, et des dizaines, sinon des centaines d'innocents, pendant des années et des années, avant que ceux-ci aient pu prouver qu'ils étaient étrangers aux faits qui leur sont imputés.

Les moyens de faire parler

A ce point, un geste inattendu de libéralité : les policiers accusés d'usage abusif de leurs armes, et au besoin de meurtres, seront démis, non pas en prison, mais dans les casernes !

Des mesures très graves concernant les pouvoirs de la police, qui, pendant des années, avaient été repoussées par l'opposition démocratique, sont maintenant adoptées. Les forces de police auront désormais la faculté d'effectuer « des perquisitions à domicile, même dans des immeubles entiers » dans des groupes d'immigrants, et ceci sans autorisation judiciaire. De même, et sans autorisation judiciaire, pourra être arrêté, gardée à vue pendant quarante-huit heures et interrogée sans la présence d'un avocat défenseur, toute personne à propos de qui la police estime qu'elle est en présence d'« indices relatifs à des

actes préparatoires de délits ». C'est-à-dire sur la simple présomption d'activités suspectes.

On est loin des terroristes saisis en flagrant délit, comme venait le faire croire M. Montanelli ! A quel point servir cette garde à vue prolongée, tant réclamée et depuis tant d'années, par les démocrates-chrétiens et par les autres ? C'est évidemment à arrêter un plus grand nombre de coupables. A mieux faire parler les personnes arrêtées ? Et pourquoi ne devrait-elle pas aussi pacifier des juges ? « Seule la police sait la faire parler », écrit M. Montanelli. De quelle façon ? Avec des coups, avec des tortures ? Ceci est inacceptable, si l'on tient compte du fait qu'il est évident qu'un juge ne peut pas être un juge de « suspects », proteste M. Giuseppe Branca, ancien président de la Cour constitutionnelle, un homme dont la conviction démocratique est certaine. Parce que ce serait acceptable, s'il s'agissait d'un coupable ? Voilà, ce sont des lapsus comme celui-là, jusque dans la bouche des personnalités les plus civiles, qui révèlent dans ce borborygme se trouve aujourd'hui l'Italie.

Écoutons encore M. Giuliano Amato, socialiste et spécialiste estimé de droit constitutionnel : « Ces mesures, dit-on, ont pour but de faire des déclarations et qui se prêtent à toute espèce d'interprétation : pour un terroriste qu'elles permettent d'attendre, ont innocents peuvent être frappés. L'observation est correcte, mais il est évident qu'il y a des situations dans lesquelles tous, ou presque tous, nous sommes disposés à payer un tel prix. » Et il demande, lui aussi, des mesures d'exception.

Certes, il est possible que « presque tous », en Italie, soient disposés à payer un tel prix. Les terroristes, qui « favorisent » ce projet, le sont certainement. Mais il est évident que ce ne sont pas ceux qui font la loi et qui sont prêts à la troquer contre un ordre, quel qu'il soit, le sont aussi. Mais est-il moins terrible de voir biter une démocratie parce qu'elle est mise à mort avec l'accord de la majorité ?

A Milan toutefois, vingt-quatre juges de paix ont voté un document contre la logique des lois exceptionnelles de pure répression « qui négligent tout travail de prévention dans le domaine de culture du terrorisme ». Quel est le terrain qui engendre le terrorisme ? Les juges énumèrent : « Sous-pouvoir, corruption, spéculations, impuissance, travail noir, augmentation des accidents de travail malgré la diminution de l'emploi officiel, manque de logements, déségrégation du milieu naturel, etc. » A quand des lois d'exception contre tout cela ? Après, après la guerre.

Avec la Mafia pour mire et le communisme pour pays, ce pays, décidément, est sur la mauvaise pente.

FERDINANDO SCIACCA.

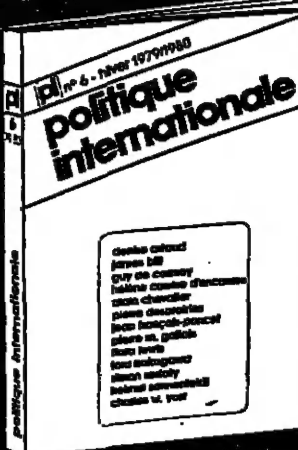
- (4) Le Stampa, 8 janvier 1980.
(5) Il Giornale, 9 janvier 1980.
(6) Terrorismo, P.U.F., 1978. A propos de cet ouvrage, voir le Monde diplomatique d'avril 1979.
(7) La Repubblica, 10 janvier 1980.
(8) La Repubblica, 30 décembre 1979.
(9) Durée proportionnelle à celle de la peine encourue au titre du motif d'implication.

Le numéro 6 de politique internationale

vient de paraître

Chaque trimestre, les universitaires, diplomates, industriels, militaires, gouvernants les plus prestigieux du monde écrivent dans politique internationale

Quatre commentaires.



Le Figaro Magazine : « Une publication indispensable à ceux qui s'intéressent à notre monde tourmenté. »

Le Point : « Une revue qui manquait au panorama français. »

Le Nouvel Observateur : « Ce qu'on fait de mieux dans le genre. »

Radio France : « Enfin un véritable "Foreign Affairs" français. »

Bon à retourner à : Politique Internationale 4, rue Cambon 75001 Paris (1) 280.83.02

Tarif normal institutions (ministères, administrations, universités, sociétés)	France 250 FF	Etranger 350 FF	Nom : _____
Tarif réduit particuliers	150 FF	250 FF	
Tarif sur numéro	50 FF	55 FF	Date : _____
A partir du numéro _____			Signature : _____

Chèque : ☐ mandat : ☐

Je vous envoie

Le Brésil à l'épreuve

(Suite de la première page.)

D'autre part, aux positions-clés du marché brésilien, certains groupes économiques avaient définitivement distancé leurs rivaux, réduisant ainsi les affrontements d'intérêt au sein de la bureaucratie étatique. Un autre élément non négligeable pour la continuité du régime fut l'amélioration du niveau de vie d'un secteur de la classe moyenne qui, grâce aux placements boursiers et aux investissements dans l'immobilier, put se mettre à l'abri de l'inflation qui frappait durement les revenus de l'immense majorité de la population (2).

Les militaires reprennent alors la tentative d'institutionnalisation du régime, qui avait été abandonnée en 1968. Mais les élections de novembre 1974 bouleversent complètement leurs plans car le bipartisme transformé en scrutin en un véritable référendum par lequel la majorité de l'électorat condamne la politique gouvernementale. Au lendemain des élections municipales de 1976, qui s'étaient soldées par la victoire du parti de l'opposition, le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), dans les principales villes du pays, on pouvait écrire : « Les militaires songent de nouveau à modifier le système électoral, éliminant cette bombe à retardement qui pourrait constituer le M.D.B. si poursuivait sa progression lors de prochaines élections nationales. La création de trois ou quatre nouveaux partis pourrait venir à bout des risques que comporte la situation actuelle » (3).

Au terme de trois années de coups de force, de chicanes juridiques et de manœuvres diverses, le M.D.B. et l'ARENA (parti gouvernemental) viennent de s'effriter pour laisser place à un cadre politique nouveau où cohabiteront vraisemblablement quatre partis politiques. Comment s'établiront les rapports de force entre gouvernement et opposition dans ce nouveau contexte ?

Les diverses stratégies de l'opposition

DANS le champ de l'opposition, la situation est assez complexe. Force est de constater que le M.D.B. n'est jamais parvenu à transformer les forces électorales qu'il incarnait à l'occasion de chacune des consultations nationales en un véritable front politique, à la fois capable de mener le combat parlementaire et de canaliser les revendications politiques et sociales émergeant un peu partout au Brésil. Le retour des exilés a accentué les tendances centrifuges et les oligarques qui traversaient l'opposition.

Le principal leader politique ayant bénéficié de l'amnistie est sans aucun doute M. Leonel

Brizola. Ancien gouverneur du Rio-Grande-do-Sul, ancien député fédéral de Rio-de-Janeiro, M. Brizola est, de surcroît, le leader de l'ancien parti travailliste de Getúlio Vargas et de João Goulart. Fort de ces atouts, il dépeint depuis deux années une stratégie dont il ne se départit pas. Pour lui, la bipolarisation des élections conduit à une impasse où les militaires auront toujours le dernier mot et où l'opposition sera toujours perdante ; dans ces circonstances, la reconstitution du parti travailliste pourrait, à moyen terme, débouler la situation en offrant à l'opposition un appareil politique national capable de galvaniser les revendications qui surgissent dans le pays.

Dans la mesure où la réorganisation du parti travailliste (P.T.B.) restreignait l'ancien front électoral qui se constituait autour du M.D.B., cette stratégie servait bien les plans du gouvernement, qui, à plusieurs reprises, a « interprété » la législation sur les nouveaux partis afin de favoriser la renaissance du P.T.B. « Ces interprétations (gouvernementales) ont posé la route de M. Brizola », a pu écrire un des commentateurs politiques les plus autorisés du pays (4). A cela, les travaillistes ont répondu que le M.D.B. constituait une véritable canaille de force que les militaires avaient imposée à l'électorat, empêchant ainsi l'opposition de se renouveler. Ils n'attendaient pas les seuls à faire cette analyse : certains élus du M.D.B. se sont retrouvés isolés dans les États où l'appareil du parti était aux mains de notables qui trahissaient le mandat reçu de leurs électeurs. Tel était, en particulier, le cas de Rio-de-Janeiro. D'autres opposants, appartenant à la « tendance populaire », pensaient qu'il était temps que l'opposition de gauche se libère d'une alliance qui la conduisait à l'incertitude et définisse son propre profil politique.

A l'arrière-plan de ces analyses, se trouve l'appréciation commune selon laquelle le pays entrerait désormais dans une étape de transition où la dictature militaire allait se transformer en un régime conservateur dirigé par la droite civile.

C'est parce qu'ils estiment que la « libéralisation » n'est nullement consolidée que d'autres opposants contestent ces analyses et jugent nécessaire de maintenir l'union des forces d'opposition. Toutefois, cette contre-offensive unitaire est restée limitée aux élus de l'opposition. A aucun moment, sauf lors du meeting qui marqua le retour à Recife de M. Miguel Arraes, exilé en Algérie, l'électorat populaire ne fut mobilisé pour s'opposer aux manœuvres gouvernementales. Ancien gouverneur de Pernambuco, également amnistié, M. Arraes est venu renforcer le bloc « authentique » du M.D.B. Partisan du maintien de l'alliance entre la gauche et les libéraux, il estime qu'un front

des oppositions doit conduire la lutte contre le régime pour aboutir à la convocation d'une Assemblée constituante.

M. Luis Carlos Prestes, secrétaire général du parti communiste brésilien, est le troisième leader d'envergure nationale qui soit rentré au pays. Ayant bénéficié de la légalité pendant deux années seulement (1945-1946), le parti communiste, malgré son implantation dans certains secteurs de la population des grands centres urbains, ne possède pas les caractéristiques qui le prédisposent à devenir une puissante organisation de masses, leur parti était toujours interdit par les militaires. Les dirigeants communistes affrontent un double problème. En même temps qu'ils reprennent contact avec les nouvelles forces politiques qui ont surgi dans le pays, ils doivent, en effet, préparer la succession à la direction du parti. Agé de quatre-vingt-deux ans, M. Prestes, « le chevalier de l'espérance », a profondément marqué le parti communiste. Sa disparition ouvrirait une lutte interne dont les résultats sont pour le moment imprévisibles. Soixante-dix-sept années après sa fondation, le P.C.B. se trouve dans une situation politique qui peut favoriser sa renaissance ou au contraire le dévitaliser définitivement. En effet, sur ces otages, il resterait coupé des nouvelles forces politiques et syndicales qui surgissent à gauche, il apparaîtrait comme le produit historiquement éphémère de la rencontre entre le Komintern et la petite bourgeoisie et les sous-officiers radicaux — dont M. Prestes, qui, dans les années 1920, parvint à la conquête du pouvoir au Brésil.

Les subtilités

de l'anarchie oligarchique

LA refonte du système politique n'était pas uniquement destinée à diviser l'opposition ; elle devait aussi faire naître, aux côtés du parti gouvernemental — héritier de l'ARENA — une autre organisation politique capable de servir de structure d'accueil pour les politiciens conservateurs qui hésitent à entrer dans le parti gouvernemental. Ce nouveau parti organisé par le député Tancredino Neves, membre du M.D.B., ancien ministre de Vargas et de Goulart, ancien conseiller de Kubitschek, artisan de la plupart des combinaisons politiques qui ont marqué les vingt-cinq dernières années, doit aussi inclure M. Magalhães Pinto, membre de l'ARENA, candidat malheureux de la droite civile à la succession du président Geisel, ainsi que M. Chagres Freitas, membre du M.D.B. et ancien gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro.

La naissance de ce parti aurait été très pro-

bématique au cas où aurait été maintenue la clause qui autorise chaque parti à présenter jusqu'à trois listes différentes lors des élections (les « sublegendas »). Car ce sont précisément les éléments pro-gouvernementaux qui ne pouvaient cohabiter au sein de l'ancienne ARENA, autrement dit une des tendances du parti officiel, qui devaient former l'ossature de ce « parti des indépendants ».

Toutefois, l'extinction pure et simple des « sublegendas » posait au gouvernement des problèmes d'une autre nature. En fait, il faut effectuer un savant dosage entre les différentes tendances de l'ARENA pour parvenir à organiser des majorités progouvernementales dans les Assemblées des États qui composent la fédération. Craignant d'avoir affaire à des Assemblées hostiles et de nouveaux clivages se produisant dans les structures de pouvoir local, beaucoup de gouvernements ont exercé des pressions pour maintenir les « sublegendas ». Ainsi, l'extinction du bipartisme résout les embarras du gouvernement au niveau national, mais crée de nouveaux problèmes au niveau régional.

Pour surmonter cette contradiction, le gouvernement a présenté au Congrès un dispositif qui interdisait les « sublegendas » dans les élections de députés fédéraux et de sénateurs, mais les autorisait lors des élections municipales. Rejeté par une coalition de parlementaires de l'ARENA et du M.D.B., ce texte sera probablement imposé par voie autoritaire.

Ces péripéties illustrent les implications d'une donnée importante de la vie politique brésilienne : la différenciation des intérêts des classes dominantes au plan local.

Particularité historique d'un pays où l'agriculture s'est modernisée sans qu'aucune réforme agraire vienne bouleverser les structures de domination locale, l'« anarchie oligarchique » rend indispensable l'existence d'un espace politique minimal pour favoriser le compromis entre les chefs politiques régionaux. C'est là une des clés de la dynamique parlementaire qui survit depuis un siècle et demi au Brésil. Aucun gouvernement n'a osé porter le fer dans cette sphère du pouvoir. C'est à cause de leurs incidences sur les structures politiques, et bien moins en raison de leurs retombées économiques, que le gouvernement dut abandonner deux projets qui auraient pu, au moins partiellement, racheter historiquement le régime : la réforme agraire et l'alphabétisation des adultes. Ces deux projets politiques, l'abandon de la loi qui refuse le droit de vote aux illettrés.

C'est encore ce noyau irréductible de contradictions entre classes dominantes locales qui retarde la mise en place d'un autre instrument de manipulation politique nationale, depuis

L'ÉGLISE CATHOLIQUE :

DE LA RÉS

« LA politique économique brésilienne a connu la croissance, parfois même à des taux miraculeux, mais elle a toujours reposé sur une injustice structurelle. Pendant longtemps, l'économie s'est bien portée [...] mais le peuple souffrait mal. Aujourd'hui, peu de personnes mettent en doute que tous deux se portent mal. »

Tel est le constat fait par la présidence de la conférence nationale des évêques du Brésil en août dernier. Cet important document, intitulé « Contribution à l'élaboration d'une politique sociale », présenté sous la responsabilité de la présidence et de la commission pastorale de l'épiscopat, fait une critique sévère des choix économiques effectués par les militaires depuis leur coup d'Etat de 1964.

Quinze ans de régime militaire n'auront donc pas permis aux successeurs du maréchal Castelo Branco de réaliser la tâche qu'il s'était fixée en reversant le régime civil du président Goulart : assurer la sécurité nationale par le développement économique, puisque tel était l'objectif de la « doctrine de sécurité nationale » élaborée depuis 1959 par l'Ecole supérieure de guerre du Brésil. Pour s'en donner les moyens politiques, les militaires avaient fait leur « coup d'Etat » dans le coup d'Etat », le 15 décembre 1963, en promulguant l'Acte institutionnel n° 5 qui donnait les pleins pouvoirs au président de la République. Dix ans plus tard, au moment de l'élection d'un tel successeur à la présidence, le général Geisel se voyait contraint de reconnaître que le pays se trouvait dans une situation de « pouvoir bloqué » : devant l'échec de la stratégie fondée sur le binôme sécurité-développement, comment revenir à l'état de droit tout en évitant que le contrôle de la situation n'échappe au pouvoir exécutif ?

Une lente prise de conscience

POUR répondre à ces questions, il importe de dresser un premier bilan de l'attitude de la hiérarchie catholique durant les quinze années de régime militaire, et plus spécialement durant les dix années de dictature des généraux.

A l'évidence, les évêques brésiliens n'ont pas été absents du débat de société qui a marqué la période récente de l'histoire du Brésil. Mieux, ils ont été amenés à se définir ouvertement, à prendre position dans les affaires nationales qui ont divisé et divisent encore l'opinion. S'il fallait résumer d'un mot l'attitude de l'épiscopat, on pourrait dire qu'il est progressivement « entré en rébellion » face aux autorités du pays.

La formulation de cette attitude, on la trouve dans le document épiscopal d'octobre 1976. Cette année-là, en effet, est une date charnière dans l'histoire du catholicisme latino-américain contemporain. C'est l'année où, au plan continental, dix-sept évêques de plusieurs nationalités sont arrivés à Rio de Janeiro, en Equateur, sur ordre du ministre de l'Intérieur de ce pays, alors qu'ils participaient à une rencontre internationale consacrée

« Elle était, telle est encore la question majeure qui sous-tend le débat national au Brésil à l'heure de la suppression de l'état d'exception par l'abrogation, le 1^{er} janvier 1979, de l'Acte institutionnel n° 5. »

C'est M. Arraes, président du Sénat, qui, voilà plusieurs mois, définit l'impasse dans laquelle se trouvait le militaire après quinze années de régime de force, dont dix de dictature : « Des problèmes sérieux de l'Etat ont trouvé leur solution ; des problèmes fondamentaux du peuple ne l'ont pas trouvée. » Constat qui rejoint celui des évêques, cité plus haut, et que le grand penseur catholique brésilien Alcides Amoroso Lima avait, voilà quelques années, résumé dans une formule choc : « Le Brésil est un Etat riche dans un pays pauvre. »

Parallèlement à la question majeure qui agite les milieux militaires, on peut se demander comment l'Eglise catholique du Brésil envisage son rôle futur à l'heure où la société brésilienne retrouve théoriquement son fonctionnement normal. En d'autres termes : quelle stratégie la hiérarchie catholique va-t-elle adopter face aux problèmes de société, au moment où les évêques, les prêtres et les religieux s'apprennent à jouer de nouveau leur rôle de médiation politique entre le pouvoir d'Etat et les membres de la nation ? Si l'Eglise voit cesser son rôle de substitution politique, si elle perd — comme disent les politologues — la « fonction tribunaire » qu'elle a exercée pendant la période d'exception, comment se comportera-t-elle désormais ? Si le pouvoir ne modifie pas ses choix économiques fondamentaux et ne renonce pas à sa philosophie de la sécurité nationale, comment l'Eglise va-t-elle continuer d'exprimer son désaccord ?

à un échange d'expériences pastorales ; gardés à vue pendant vingt-quatre heures, ils seront ensuite « privés de quitter immédiatement le territoire équatarien ». L'événement allait avoir des conséquences insoupçonnées des services de renseignement gouvernementaux : les évêques brésiliens, pour leur part, parleront officiellement à ce sujet de « terrorisme politico-militaire à échelle continentale ». Au Brésil, c'est l'année où la répression contre l'Eglise atteint un nouveau sommet avec, en particulier, un massacre d'indigènes d'un missionnaire à Maruri, l'assassinat d'un autre prêtre au Mato Grosso et le passage à tabac, par les policiers de l'Escadron de la mort, d'un évêque de la banlieue de Rio-de-Janeiro, Mgr Hipólito, de Nova-Iguacu.

Dans ce contexte, on comprend le ton que revêt la « Communication pastorale au peuple de Dieu », publiée à la fin de 1976 par les évêques de la commission représentative de l'épiscopat. Ils rappellent aux chrétiens qu'« il est interdit d'avoir peur » et ils déclarent : « L'Église ne se laisse pas arrêter à Rio de Janeiro, en Equateur, sur ordre du ministre de l'Intérieur de ce pays, alors qu'ils participaient à une rencontre internationale consacrée

de communistes quand ils prennent la défense des pauvres, des humbles, des prisonniers et des victimes de la torture. »

Dans leur langage, repris de la Bible et pulvérisé surtout dans le Magnificat, ils ajoutent : « Les forces organisées du mal ne veulent pas faire place aux faibles et aux petits qui sont la majorité dans le peuple. Seule la grande et la puissante ont des droits. Le petit ne peut prétendre qu'un strict minimum pour continuer à vivre et à servir le pouvoir. Le jour où il refuse de servir, il devient un caillou dans la soule du grand. Il est alors condamné à disparaître ; sa terre, destinée à lui être arrachée ; sa maison, vouée à l'expropriation et à la destruction. »

Les évêques terminent en rappelant l'époque où, dans leurs prédications, ils donnaient surtout « des conseils de patience et de résignation ». Désormais, tel Jean-Baptiste debout devant Hérode et résistant ouvertement à ses prétentions, ils affirment : « Nous nous adressons aussi aux grands et aux puissants pour les mettre en face de leurs responsabilités devant les souffrances du peuple. »

Les militaires ne s'y tromperont pas qui, dès le mois suivant, traduiront en justice deux évêques pour atteinte à la sécurité de l'Etat « par incitation des paysans à la révolte armée » : Mgr Cardoso, de Conceição-do-Araguaia, et Mgr Pente, de Marabá, en Amazonie. Mais si les principaux responsables de l'épiscopat brésilien sont parvenus à prendre une attitude de résistance ouverte face aux empiétements du pouvoir d'Etat, et s'ils sont allés jusqu'à la formuler dans les termes cités plus haut, il faut, pour la vérité historique, apporter deux correctifs. En premier lieu, les majorités qui, dans les assemblées générales de l'épiscopat, se sont progressivement dégagées dans le sens des analyses de la commission représentative, n'ont jamais eu dans leur expression la clarté et la rigueur de la déclaration de 1976. Il y a eu, bien sûr, les grands textes de la conférence nationale des évêques du Brésil : « Propositions sur la Déclaration universelle des droits de l'homme » en 1973, et « Les exigences chrétiennes d'un ordre politique » en 1977, textes qui manifestent la capacité critique de l'épiscopat comme tel. Il n'en reste pas moins que les divergences profondes demeurent entre les différentes « tendances » existant parmi les trois cent trente-huit évêques actuels du pays ; ce n'est pas un hasard si, en 1972, la réflexion de la présidence de l'épiscopat portait sur « Unité et pluralisme dans l'Eglise ». Ce que les évêques disaient alors du « triste spectacle de frères qui se poursuivent, se blessent et se pourchassent » dans des « luttes internes amplifiées par les médias », est encore de mise aujourd'hui, fût-ce avec plus de discrétion.

Le second correctif à apporter à la « rébellion » de l'épiscopat brésilien, c'est la lenteur de la maturation des esprits. Ce n'est pas du jour au lendemain que s'est opérée une convergence dans le jugement à porter sur la société brésilienne et sur les conditions d'exercice du pouvoir.

Ainsi, par exemple, il aura fallu une bonne dizaine d'années pour que les critiques portées par quelques évêques contre le régime militaire issu du coup d'Etat de 1964 et réaffirmées en 1968 soient reconnues valables par la majorité de l'épiscopat ; il fallut pour cela que deviennent mesurables les distorsions économiques et sociales des choix politiques des militaires. Curieusement, en revanche, il aura suffi d'un peu plus d'une année pour que l'assemblée générale des évêques manifeste son refus de la torture. Vu la gravité du problème et de ses implications politiques, et étant donnée la lourdeur naturelle de l'appareil ecclésiastique.

RETROSPECTIVEMENT, on peut dire aujourd'hui que l'évolution de la hiérarchie brésilienne s'est cristallisée autour de quatre personnalités de premier plan : Mgr Heider Camara, le célèbre archevêque de Recife, pour la problématique globale du pays, et cela bien avant 1964 ; Mgr Evairis Arns, cardinal de São Paulo, nommé à la tête de ce diocèse en 1970 et vite devenu la bête noire des militaires, pour la problématique urbaine ; Mgr Pedro Casaldaliga, évêque de São Félix do Araguaia, pour la problématique rurale ; et Mgr Aloisio Lorscheider, président de la conférence épiscopale nationale, pour la dynamique interne à l'épiscopat. Il faudrait aussi, bien sûr, parler de l'influence déterminante d'une cinquantaine d'autres évêques.

Le débat interne à l'Eglise catholique s'est progressivement resserré sur trois problèmes de société : la torture et les droits de l'homme, à partir de 1970 ; la question agraire, avec le double phénomène de la spoliation des terres et de la prolifération des petits cultivateurs et des indiens, à partir de 1972 plus crucialement (2) ; l'« injustice structurelle », enfin, se traduisant par le double constat de la croissance économique effective et de la concentration accrue de la richesse avec, en corollaire, l'écart grandissant entre une minorité de riches et une majorité de démunis (3).

Sur tous ces problèmes on a vu, au fil des ans, se dégager un consensus chaque fois plus large. L'un des éléments qui a sans doute permis ce phénomène de cristallisation est, paradoxalement, l'ampleur du territoire et l'importance numérique de l'épiscopat. C'est parce que le pays était trop grand et les évêques trop nombreux que ceux-ci se sont depuis longtemps regroupés par grandes régions. Cette décentralisation a favorisé l'affirmation de groupes régionaux, en particulier ceux du Nord-Est, du Centre-Ouest et de l'Etat de São Paulo. Les grands documents qui ont fait mûrir la conscience collective de l'épiscopat en émanant ; c'est, respectivement, la déclaration « J'ai entendu les cris de mon peuple » de 1973, la laide « Marginalisation d'un peuple » : le cri d'une Eglise « de la même année, et le communiqué « Tu n'opprimeras pas ton frère » de 1975. Les assemblées générales de l'épiscopat ne pouvaient pas ne pas tenir compte de l'expérience pastorale et

siège, un tel débat peut effectivement être considéré comme relativement court (1). Cela tient à l'action de Mgr Camara, qui, par ses déclarations publiques de Paris, en mai 1970, ouvrit avec fracas un débat national qui allait s'amplifier des années durant. Cela tient aussi à la « pression de la base » : à l'intérieur de l'Eglise, nombre de chrétiens étaient parmi les premiers à subir les méfaits de la torture. Il faut ajouter que le pape Paul VI avait publiquement évoqué ce problème quelques semaines avant la prise de position, fin mai, de la conférence nationale des évêques dans le « Document pastoral de Brasilia ».

La voix des hommes sans voix

populaire extrêmement riche qui reflétaient ces déclarations. Circonstance favorable, les évêques opposés à de telles initiatives apostoliques et à de telles prises de position n'avaient, quant à eux, aucune contre-proposition pastorale à offrir aux autres évêques en réponse aux problèmes de l'heure, si ce n'est le recours aux méthodes traditionnelles, particulièrement inopérantes et inefficaces. Ainsi s'expliquent les majorités qui ont fini par se dégager dans le sens de l'ouverture.

Il n'est donc pas erroné d'affirmer que l'épiscopat brésilien a su, grâce au message évangélique de quelques dizaines de ses membres, faire face au défi historique qu'était, dans le Brésil contemporain, l'affirmation d'un pouvoir militaire prêt, au nom de la « grandeur » nationale, à sacrifier les intérêts de la majorité de la population. Loin de se replier sur elle-même ou de jouer le jeu de la défense de ses droits d'Eglise — risque qui fut réel vers 1972-1973 — la hiérarchie catholique est au contraire parvenue à s'affirmer.

Au moment où le pouvoir dictatorial faisait table rase du jeu normal des partis, des syndicats et des associations, l'Eglise est restée le seul espace de liberté où a permis aux principales revendications populaires de s'exprimer. Aux heures noires du gouvernement du général Médici, puis à celles du général Geisel, la lucidité et la force morale d'une poignée d'évêques ont galvanisé la résistance de tout un peuple.

Qu'il suffise d'évoquer ici l'épisode de l'assassinat du journaliste Vladimir Herzog, juif, mort sous la torture en octobre 1975. Tous ceux qui ont participé à la poignante cérémonie eucharistique d'enterrement dans la cathédrale de São Paulo, sous la présidence du cardinal Arns, diront que ce fut le point culminant d'un refus [alléluia] du plus profond des consciences. Déjà, en 1973, une cérémonie identique avait, dans les mêmes lieux, entouré du cadavre du jeune étudiant chrétien Alexandre Vanucchi, mort lui aussi sous la torture, sous la même loi : elle avait rassemblé les foules chantant la « Marseillaise » brésilienne de la résistance aux militaires, le chant de Geraldo Vandré : « Pour ne pas dire que je n'ai pas parlé des fleurs » (4).

Si l'Eglise est devenue pendant

DE RÉGIME MILITAIRE de la libéralisation

longtemps mis au point par les militaires : le scrutin d'arrondissement.

Si le paysage politique conserve ainsi plusieurs de ses caractéristiques historiques, il n'en va pas de même dans le domaine social. A vrai dire, c'est sur ce terrain que sont apparues les modifications les plus importantes de ces quinze dernières années, période pendant laquelle la force de travail employée dans l'industrie des grands centres urbains a pratiquement doublé (6).

En dépit des structures corporatives qui régissent les organisations ouvrières, héritage de la législation travailliste établie par Vargas, on a assisté à l'émergence d'un mouvement syndical indépendant et dynamique, ce qui contribue à faire disparaître un des principaux traits de la « misère historique » brésilienne.

L'impact de cette nouvelle force sociale est devenu évident à l'occasion des grandes grèves de mai-juin 1978, lorsque environ un million cinq cent mille ouvriers ont croisé les bras dans les usines de São Paulo. Ce mouvement déclencha d'autres arrêts de travail, frappant aussi bien le secteur industriel que les activités du tertiaire. Au cours des dix derniers mois de l'année 1978, près de trois cents grèves ont éclaté en différents points du pays. Les résultats de ces mouvements ont été inégaux mais l'activité économique fut considérablement touchée dans certains secteurs, tels que l'industrie automobile où, du fait des grèves, la production a connu une baisse de l'ordre de 5 % en 1978. L'occupation de la classe ouvrière dans les rangs de l'opposition au régime a bouleversé la vie politique. Président du syndicat des métallurgistes de São Bernardo et figure de proue de l'opposition, M. Luiz Inácio da Silva, dit « Lula », est considéré de la puissance et du caractère inédit du nouveau syndicalisme qu'il incarne. Il nous déclarait voilà quelques semaines :

« L'introduction de libertés démocratiques au Brésil passe par l'organisation et la consolidation d'un mouvement ouvrier indépendant. Le régime autoritaire a pu cohabiter avec les activités parlementaires, mais il ne résistera pas à l'ascension d'organisations ouvrières authentiques et indépendantes. »

« Lula » joue un rôle décisif dans les luttes syndicales actuelles. Lors de la grève des ouvriers du bâtiment (« peceos ») à Belo-Horizonte, au mois d'août dernier, son intervention permit d'éviter le pire. En effet, les ouvriers du bâtiment constituent l'une des catégories les plus déshéritées du prolétariat brésilien. Très nombreux dans la région de Belo-Horizonte, où l'un des grands chantiers coloniaux a lui seul vingt mille « peceos », ils revendiquent de meilleurs salaires, mais aussi le respect de la législation du travail, très peu observée par les patrons. Leur détresse était exprimée par le

mot d'ordre inscrit sur leurs pancartes : « Nous avons faim ! ». Mais enoché et objet de provocations, l'action gréviste dégénéra en émeutes qui causèrent deux morts et de nombreux blessés. Accompagné d'autres leaders syndicaux de São Paulo, « Lula » arriva à Belo-Horizonte, parvint à organiser le mouvement et à imposer des négociations avec le patronat et les autorités locales. A l'issue de ces entretiens, il déclara : « Les travailleurs ont un urgent besoin de la liberté et de l'autonomie syndicale pour qu'ils puissent élire des personnes responsables et représentatives afin de ne pas permettre la répétition de faits comme ceux qui viennent de se produire. »

Ce langage de bon sens peut être compris et approuvé par un large spectre de l'opinion brésilienne. Par le biais d'actions aussi populaires que péroratoires, l'affirmation des intérêts des travailleurs amplifie et consolide les brèches ouvertes dans le régime autoritaire.

Au-delà de la lutte politique que les élus de l'opposition mènent sur le front parlementaire, le renouveau du mouvement syndical constitue un des aspects les plus prometteurs de l'évolution de la vie politique. La vigilance des nouveaux dirigeants ouvriers rendra difficile toute opération de caractère populiste, quelle que soit la situation économique ou de l'opposition. Toutefois, il est possible qu'un raisonnement de la législation électorale ce parti ne puisse pas se constituer ; ainsi, certains dirigeants ouvriers pensent déjà à militer, en tant que tendance organisée, le parti qui succédera au M.D.B.

Le gouvernement est très conscient des enjeux nouveaux que les luttes syndicales introduisent dans la vie politique. Parallèlement à une répression politique accrue, de nouvelles lois salariales cherchent à réduire la portée des mouvements revendicatifs. En particulier, les salaires seront désormais périodiquement réajustés au niveau du taux officiel de l'inflation, les négociations entre partenaires sociaux devant porter uniquement sur le montant de l'augmentation due à l'accroissement de la productivité du travail. Ainsi, au lieu de mobiliser les travailleurs pour conquérir des augmentations salariales de 70 % ou 80 %, comme c'était le cas auparavant, les syndicats ne pourront négocier que des augmentations de l'ordre de 4 % ou 5 %.

Sous peine de voir le mouvement s'essouffier, les leaders syndicaux devront sans doute franchir un nouveau pas, sensibilisant les travailleurs aux revendications qui portent sur

l'organisation et le temps du travail, l'échelle salariale et les avantages sociaux.

Un autre aspect important du problème a trait à la taille même des organisations syndicales. En effet, malgré trois décennies de gestion travailliste, et peut-être à cause d'elle, le nombre de syndicats n'atteignait pas 10 % de l'ensemble des travailleurs lors du renversement du gouvernement Goulart en 1964 ; cette proportion reste la même aujourd'hui. Or, comme les mouvements de grèves l'ont révélé, la composition de la classe ouvrière s'est profondément modifiée ces dernières années. Beaucoup plus de femmes sont entrées dans l'activité économique (17,9 % de la population active en 1960, et déjà 29,2 % en 1978). De même, un nombre accru d'enfants et d'adolescents exercent des activités rémunérées. En 1960, 29,8 % de la population avait entre dix et dix-neuf ans occupant un poste de travail ; en 1973, ce pourcentage monta à 36,9 % et, en 1978, il atteignit encore 44,8 %. Lors des grèves des employés des banques à São Paulo, au mois de septembre dernier, les leaders syndicaux ont été surpris par les réactions violentes des « office-boys » appartenant à cette tranche d'âge. L'incorporation des femmes et des adolescents au marché du travail a constitué le moyen d'envoyer partiellement la chute des revenus familiaux à court terme, mais elle a aussi entraîné l'érosion du salaire minimum.

Tergiversations du pouvoir

CE qui ressort globalement de ces mouvements est leur relative concentration géographique — la plupart des grèves ayant été déclenchées par les travailleurs du centre-sud du pays — et la faiblesse et l'incapacité des organisations qui font pourtant la majorité de la population-rurale brésilienne et constituent aussi les salariés les plus exploités du pays.

Les tensions qui menacent potentiellement le régime militaire ne se manifestent pas uniquement sur le plan social ; elles apparaissent aussi dans la structure administrative du pays. En effet, la concentration de la masse fiscale nationale entre les mains de l'Union, au détriment des ressources propres aux municipalités et aux États de la fédération — mouvement qui s'est accentué après 1968 et qui constitue un autre aspect de l'autoritarisme du régime — appauvrit les villes et les États et aggrave les dissensions régionales.

C'est dans ce contexte troublé que la vie politique brésilienne se réorganise. Au lendemain de la refonte des partis, il apparaît que trois formations sont en mesure de se constituer selon les règles imposées par le gouvernement : un parti de droite, le parti démocrate, qui

sera l'héritier de l'ARENA ; un parti de centre, le parti populaire brésilien (P.P.B.) de M. Tancredo Neves ; et un parti d'opposition, le parti de mobilisation démocratique brésilien, le P.M.D.B., qui est parvenu à retenir l'essentiel des élus de l'opposition. M. Leonel Brizola ayant apparemment échoué dans sa tentative de rejoindre le P.P.B. en adhérent des élus de l'ancien M.D.B., il lui reste la possibilité de tenter une mobilisation populaire, mais prendra-t-il cette voie ?

Ce n'est évidemment pas ce que le gouvernement attendait de la réorganisation des partis. Débarassé de membres encombrants, tels le gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Chagas Freitas, le P.M.D.B. maintient l'alliance entre les libéraux et la gauche, symbolisée par l'entente entre M. Ulysses Guimarães, ancien président du M.D.B. et M. Miguel Arraes, un des leaders de la gauche. Pour le moment, le P.M.D.B. compte avec l'adhésion d'une centaine de députés (un quart de la Chambre) et d'une vingtaine de sénateurs (le tiers du Sénat). Compte tenu des circonstances, ce résultat est loin d'être négligeable.

Par ailleurs, le parti du centre, le P.P.B., paraît affaiblir davantage l'ancienne ARENA que l'ancien M.D.B.

Ainsi s'expliquent les tergiversations actuelles des autorités à propos des élections nationales de 1982 et de la législation relative aux nouveaux partis. Cette situation paraît assez inquiétante. M. Tancredo Neves a pu déclarer récemment : « Le pays est perplexe et désorienté sans pouvoir comprendre (...) quelle sont les objectifs véritables du gouvernement, sans savoir s'il s'agit de la consolidation et de l'élargissement de nos conquêtes démocratiques et sociales ou de la préparation d'un retour aux sources sinistres qui ont couvert notre histoire de honte et d'opprobre dans un passé récent. » Le fait que l'ancien de ces mois derniers, unanimement reconnu comme un modéré, peu suspect d'intransigeance à l'égard du gouvernement, ne donne que plus de poids à cette remarque.

JULIA JURUNA.

(2) Il y a au Brésil cinq millions de personnes qui reçoivent plus de deux fois le salaire minimum (salaire minimum = 3 000 cruzeiros ; un cruzeiro = dix centimes). Avec leurs dépendants, ils forment le contingent de vingt millions de personnes qui constituent l'essentiel de la classe moyenne.

(3) Le Monde diplomatique, décembre 1978.

(4) Carlos Castelo Branco, *Journal de Brasília*, 14 novembre 1979.

(5) En 1968, le secteur secondaire occupait 12,9 % de la population active ; en 1978 ce pourcentage était de 24,3 % ; cf. *Indicadores Sociais*, I.B.G.E., 1979. Rio-de-Janeiro. Les données relatives au marché du travail que nous citons ont été extraites de cet ouvrage.

DE LA RÉSISTANCE A L'OPPOSITION

Par CHARLES ANTOINE

tant d'années « la voix des hommes sans voix », jouant ainsi un rôle de substitution politique ou exerçant une « fonction tribunitienne », c'est parce qu'une partie significative de son clergé et de sa hiérarchie a accepté d'investir ses énergies dans les milieux populaires.

Une telle conversion donne la mesure de l'impact qu'a eu la deuxième conférence générale de l'épiscopat latino-américain, tenue à Medellin (Colombie) en 1968. En affirmant que l'Eglise est fidèle à sa mission quand elle travaille à la transformation des mentalités populaires et à la modification des structures sociales injustes, la conférence de Medellin avait ouvert des portes par où allaient

s'engouffrer les forces vives du catholicisme latino-américain. Les hommes politiques ne s'y sont pas trompés. M. Rockefeller pouvait affirmer, en 1969, dans le rapport final de son voyage à travers le continent, que « l'Eglise catholique était devenue une force appliquée au changement, y compris révolutionnaire si nécessaire ». Quant aux chercheurs nord-américains de la Rand Corporation, ils s'intéressaient de près, trois ans plus tard, au « clergé comme mutant social ». La troisième conférence générale de l'épiscopat latino-américain, à Puebla (Mexique) en 1979, devait confirmer l'épiscopat brésilien dans ses choix fondamentaux.

Se taire désormais ?

AUJOURD'HUI, l'horizon politique du pays est en train de changer. Pour l'opposition, le « temps de la résistance » est terminé ; le moment est revenu d'un jeu social « normal ». L'agitation actuelle des classes laborieuses, le retour des exilés politiques et la renaissance en cours des partis en sont les prémices.

Pour la hiérarchie catholique, c'est une étape de transition qui commence, et cela sous un double signe. Son rôle de substitution politique perd tout son intérêt : l'Eglise n'est plus désormais le seul lieu où peuvent s'exprimer les revendications populaires, celles-ci trouvant leurs canaux d'expression classiques. Elle n'en reste pas moins théoriquement dans l'opposition, dans la mesure où le gouvernement du général Figueiredo ne modifie pas substantiellement les choix économiques du régime ; c'est précisément pour faire pression en ce sens que la présidence de l'épiscopat vient de publier sa « contribution à l'élaboration d'une politique sociale ».

La redistribution des cartes dans le jeu politique brésilien (voir l'article de Julia Juruna) pose à l'Eglise catholique, prise comme institution, une difficile question d'ordre théorique : comment se situer sur l'échiquier national aux côtés des forces d'opposition à caractère politique et syndical, alors que l'Eglise ne se veut ni un parti ni un syndicat ? Les incidences de cette problématique ne se retrouvent pas seulement au niveau des secteurs gouvernementaux, comme nous le verrons plus loin ; elles concernent aussi et d'abord les « partenaires sociaux » de l'Eglise — partis et syndicats — auxquels soit de l'éliminer, soit de capitaliser à leur profit son influence. Quand l'Eglise demeure pratiquement seule sur la scène politique de l'opposition, comme ce fut le cas pendant la période dictatoriale du militarisme, la tâche de son élimination par les organisations populaires était nulle ; au contraire, les forces d'opposition clandestines avaient intérêt à soutenir les chrétiens opposés au régime. Quant au risque de récupération politique, il était minime pour l'Eglise, car elle pouvait justifier ses comportements et ses prises de position au nom de la fidélité à son message évangélique et au nom de la conscience humaine la plus universelle ; en se situant au plan d'une « résistance

spirituelle », elle dépassait ainsi la problématique des groupes intermédiaires que sont les partis et les syndicats.

Dans un jeu politique redevenant normal, l'Eglise ne peut plus arguer des mêmes justifications de façon aussi claire et évidente. Dans le champ social, elle se trouve ou ne se trouve, qu'elle le veuille ou non, en position de concurrence objective.

Mais la question n'est pas seulement d'ordre théorique. Pour nous en tenir au seul secteur rural, il y a un fait nouveau et massif dans la société brésilienne : la naissance d'une conscience de classe chez des dizaines de milliers de paysans et dans des régions jusque-là non éveillées, grâce à l'action de l'Eglise depuis une bonne dizaine d'années.

C'est en effet dans le monde paysan que les efforts de renouveau pastoral ont été les plus évidents et les plus mesurables. Le phénomène dit des « communautés ecclésiales de base », dont le Brésil est le promoteur et le lieu de plus grande vitalité pour l'ensemble du continent latino-américain, a atteint une ampleur significative. Il est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs : un renouveau biblique qui, loin de « démythologiser » le texte sacré, comme on le fait en Europe, fait accéder les gens à sa littéralité ; une pédagogie de la foi héritée de l'Action catholique européenne, mais mise au service des gens les plus simples ; et un éveil des mentalités populaires au sens critique par l'utilisation des méthodes issues des travaux de Paulo Freire sur l'alphabétisation des adultes.

Mais c'est la dynamique sociale ainsi mise en œuvre qui doit lui retenter l'attention. Que va devenir le capital d'énergie populaire accumulé par le travail pastoral de l'Eglise ? Quelle forme d'action, syndicale ou politique, va-t-il revêtir ? Si un mouvement syndical nouveau se dessine prochainement en milieu rural, comment vont réagir les gens d'Eglise, initiateurs du processus ? Vont-ils abandonner d'autres le soin de structurer ce dynamisme paysan, ou vont-ils organiser des syndicats confessionnels (5) ? Autant d'interrogations auxquelles les réponses sont loin d'apparaître avec netteté.

Quoi qu'il en soit de l'avenir sur ce point, on peut penser que l'effort pastoral de renouveau commencé dans les

années 60 et confirmé au cours de la décennie suivante, ne sera aucunement remis en cause. Au contraire, ce mouvement en pourra qu'être poursuivi et approfondi. L'Eglise catholique a recouvré au Brésil, comme d'ailleurs dans toute l'Amérique latine, une dimension populaire évidente. On peut compter que le nouveau président de la conférence épiscopale nationale, Mgr Ivo Lorscheider, poursuivra l'effort dans la même sens ; et parmi la nouvelle génération d'évêques, un certain nombre de personnalités s'affirment progressivement. De ce côté, la continuité est assurée.

L'avenir politique du Brésil, par contre, est loin de l'être. On peut s'attendre à ce que l'appareil répressif du régime, toujours en place malgré le retour à l'état de droit, conserve dans sa ligne de mire les secteurs d'Eglise soucieux des retombées néfastes du modèle de développement économique. De ce point de vue, et à court terme, la problématique n'a pas changé.

Les récentes opérations répressives visant les chrétiens en milieu paysan montrent bien que l'un des principaux fronts de la question agraire se situe le long du fleuve Araguaia, dans les États du Mato Grosso, Goiás et Pará. La situation y est explosive en raison de la multiplication des conflits entre grands propriétaires et petits cultivateurs. L'affrontement Eglise-Etat trouve dans cette zone un point de fixation caractéristique.

Le gouvernement est également préoccupé par l'agitation sociale qui, depuis 1976, mais surtout depuis le printemps 1978, secoue très fortement les milieux industriels de la région de São Paulo. L'Eglise apportant au mouvement reven-

dicatif un soutien logistique, à travers ses temples et ses presbytères, le gouvernement ne peut que vouloir détruire ce soutien. Ici encore, le heurt est évident et durable.

L'avenir est donc incertain. La hiérarchie catholique, pour sa part et sans majorité, entend bien ne pas renoncer à son rôle critique, tout en étant prête à se taire le jour où un minimum de consensus social serait rétabli. C'est sans doute ce que les évêques voudraient dire, dans l'Eglise et la politique, quand ils déclarent, à l'issue de leur assemblée générale de 1974 : « Dans l'exercice de sa fonction critique, l'Eglise est consciente de la complexité des problèmes sociaux, économiques et politiques, ainsi que des difficultés énormes qui en résultent pour les gouvernements dans l'accomplissement de leur tâche. Elle sait qu'il est inutile de rêver d'une communauté humaine exempte de tensions. (...) En proclamant l'amour, la

justice et la paix, l'Eglise ne fait donc pas dans le but de dissuader des tensions qui peuvent être bénéfiques. L'Eglise annonce à tous que l'amour, la paix et la justice sont possibles. »

En temps de « résistance », l'opposition à un régime dictatorial trouve à un moment donné son heure de vérité, à condition qu'existent la lucidité et le courage. L'Eglise catholique du Brésil en a fait preuve et s'est montrée à la hauteur de la tâche. Quand la société retrouve le fonctionnement de ses groupes intermédiaires, les certitudes redonnent parfois difficilement. Les évêques brésiliens sont peut-être en train d'en faire l'expérience. Il reste néanmoins qu'ils ont donné et donné à l'ensemble de l'Amérique latine un exemple qu'on voudrait communiquer : une Eglise solidaire, jusque dans l'épreuve du sang, des millions de gens victimes d'une modernité agressive.

(1) Par comparaison, la défection des délégués des publications des évêques d'Argentine sur le problème des disparus (torturés et assassinés) apparaît d'autant plus sujette à critique.

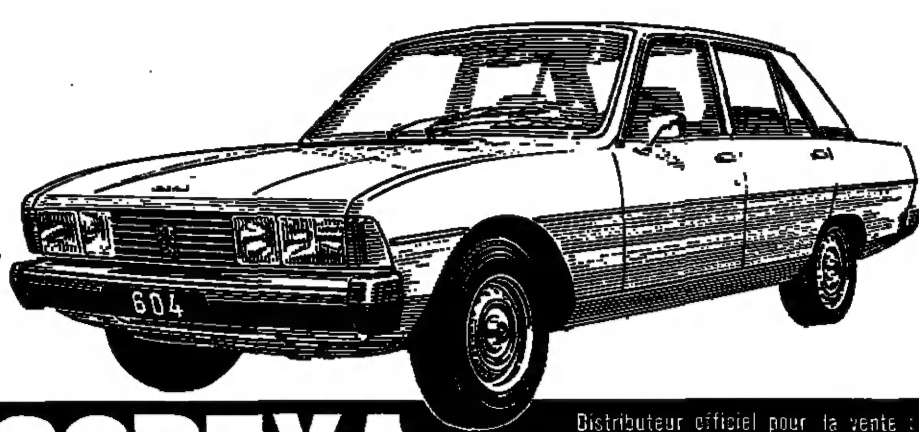
(2) La commission pastorale de la terre de la conférence épiscopale a publié, en juin 1978, une longue étude sur la situation générale des paysans au Brésil. Cf. DIAL, document D 464, 170, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris, 850 F.

(3) Des statistiques bien connues montrent qu'en 1960, 30 % de la population, c'est-à-dire les plus pauvres, se partageaient 27,7 % du revenu national, tandis que les 30 % les plus riches recevaient 27,8 % et les 30 % les plus riches recevaient 27,8 %.

(4) C'est le même chant et la même émotion qu'on retrouvera, fin octobre 1979, au moment de l'anniversaire républicain de Santos Dias, un ouvrier membre de la paroisse ouvrière du diocèse de São Paulo, tué par la police au cours d'une grève.

(5) On peut rappeler ici le président des années 60, dans le nord-est du Brésil, avec le Mouvement de Natal et les syndicats paysans chrétiens, sous l'influence de Mgr Eugenio Sales.

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
• aux Membres du Corps Diplomatique
et des Organisations Internationales
• aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peugeot 260.426

APR 1980

Déstabilisation des États et déchirements

AFGHANISTAN : L'ÉVEIL DES

AVEC l'émotion provoquée par l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, des considérations géopolitiques tendent à estomper la réalité interne de ce pays bien qu'elle soit au cœur des difficultés rencontrées par les Ghazis.

Les sens et les implications de la présence des troupes soviétiques à Kaboul ne s'éclairent que si l'on prend la mesure du véritable rôle joué par les différentes forces. Parcham et Khalik — au sein du P.D.P.A. (Parti démocratique du peuple afghan) depuis avril 1978. La personnalité de l'actuel président élue à elle seule le point d'impasse qu'avaient atteint ses deux malheureux prédécesseurs. Il n'a aucune chance de désarmer les mouvements rebelles, pour qui le « tigre au travail » (telle est la traduction du nom de M. Babrak Karmal) est plus qu'un autre, un porte-parole direct de l'U.R.S.S. Il ne pourra pas davantage mobiliser les sympathies du dernier carré des militants du P.D.P.A. qui ont survécu, physiquement ou moralement, aux épurations successives. Ce fils d'un général de l'armée royale, Mohammad Nussain, conservait sous l'ancien régime de telles ambiguïtés dans ses rapports avec l'élite politique que son parti, le Parcham, était par dérision qualifié de communisme-monarchiste parmi les membres du Khalik.

Hormis ses dons oratoires, M. Babrak Karmal ne possède aucune des qualités prises dans les milieux de la gauche afghane. D'origine pachloune (tribu kakar) mais détaché de la culture de son ethnie (la plupart de ses discours étaient en dari), il ne peut se prévaloir, à l'inverse de N.-M. Taraki, d'une connaissance minutieuse du petit peuple. Il ne peut non plus susciter la confiance lorsqu'il se présente comme l'habile politique de celui que son mouvement, dans une polémique retentissante, avait traité d'agent de la C.I.A. Comment expliquer ce retour au pouvoir du Parcham, parti le plus faible et le moins implanté dans la société afghane ? Comment ce régime, tenu à bout de bras par l'armée soviétique, en est-il arrivé à ne plus reposer que sur une poignée d'individus ?

La prise du pouvoir par le P.D.P.A. avait pris au dépourvu tant l'Iran que l'U.R.S.S. (2). Bien que l'élite du régime ait parvenu à la tête de l'État à l'issue d'un putsch, le Khalik, négationnisme dans un gouvernement regroupant éléments nationalistes et Parcham, disposait à ses débuts d'atouts réels. Kaboul vécut alors les plus intenses manifestations de son histoire : à la fois d'une majorité de citoyens devant la fin de l'ancien régime répondant à la neutralité attendue et bienveillante des différentes régions du pays. L'afghanistan, « Kalat-al-Islam », bastion oriental du sunnisme, réputé incorruptible, était bien loin de répondre aux appels lancés contre le nouveau régime par les porte-paroles « rebelles musulmans » alors réfugiés au Pakistan.

Le Khalik regroupait quelques milliers de membres et, si l'on possède une base sociale indiscutablement plus large que celle de son rival Parcham, cantonné dans l'élite intellectuelle urbaine, il n'en a pas moins puisé l'essentiel de ses forces au sein de la jeunesse scolaire. Ses cadres avaient adopté un programme démocratique qui ne dépassait guère les réformes promises par le gouvernement de Daoud (1973-1978), d'autant plus que Daoud avait eu l'usage de son premier programme sur celui du Khalik. L'étape « nationale démocratique » mise en place par le P.D.P.A. n'aurait donc soulevé que des questions négligeables.

— la reconnaissance des minorités ethniques et leurs droits à l'expression — leur représentation politique ne survint cependant pas à l'éphémère premier gouvernement qui, pour la première fois en Afghanistan, associait au pouvoir des éléments tadjik, ouzbek et kazar.

— la solidarité avec les peuples pachloune et baloutche et la reconnaissance de leur droit à l'autonomie dans la lutte de libération.

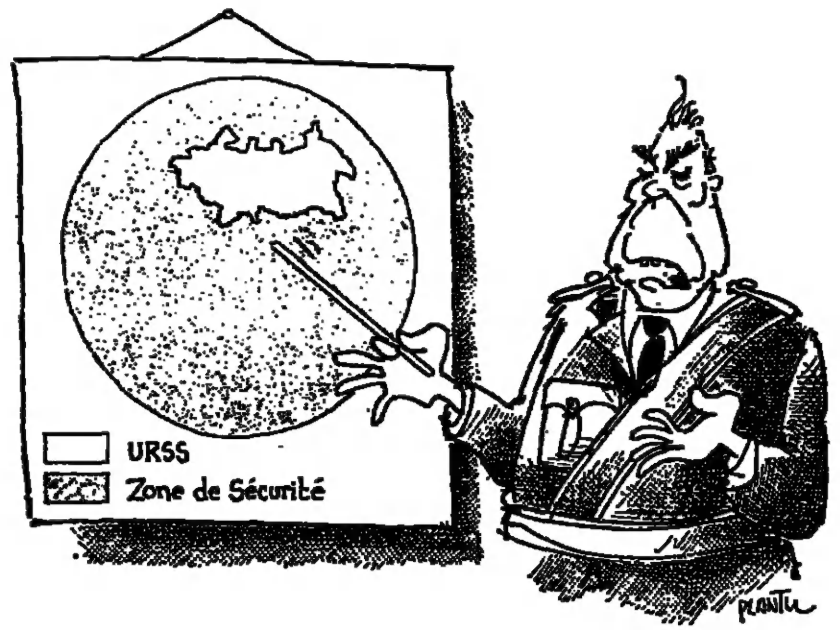
Ces deux traits originaux ont été très édulcorés dans les faits : d'une part, les Pachloune restèrent majoritaires dans le gouvernement, et d'autre part, la politique menée avec le Pakistan tempérait passablement l'autodétermination des peuples baloutche et pachloune.

Le programme national démocratique rassemblait la classe ouvrière, les paysans, l'intelligentsia, les artisans et la petite et moyenne bourgeoisie sous la direction du P.D.P.A. (3) dans la phase antifeodale. Mais une contrainte

dictée apparut très vite entre ce programme et la répression au sein tant de l'armée que de l'administration. Répression qui ne s'arrêta pas aux éléments monarchistes et pro-iraniens mais s'étendit aux libéraux dans le corps des officiers. La prévisible mise à l'écart du Parcham, trois mois après la révolution d'avril, pouvait en partie être interprétée comme une marque d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. et fut suivie de l'élimination des nationalistes, ce qui privait l'appareil d'État d'alliés essentiels. La réside une faiblesse fondamentale : d'un côté, on promet d'abolir les relations féodales, et, de l'autre, on fait des victimes parmi les membres de l'intelligentsia et de la petite ou moyenne bourgeoisie. Le développement de cette contradiction, dès septembre 1978, a conduit à la démission du Khalik dans le pays. Les conceptions que de nom-

Par ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT

Appartenant à la branche Ghilz des Pachloune, ils obtinrent longtemps la neutralité de certaines régions (Kalat-Kandahar) en faisant valoir que, pour la première fois, les Durrani, branche de l'ancienne famille régnante, ne contrôlaient plus le gouvernement. A l'envol de troupes dans les villages de « foyers » succédèrent en avril-mai 1979 les bombardements. Parallèlement à Kaboul, sont arrivées préventivement les familles liées aux tribus frappées par la répression. En août 1979, le P.D.P.A. annonce que 822 500 acres ont été distribués à deux cent mille familles (8), dont certaines furent immédiatement regroupées en coopératives. Mais, dans



certaines régions où elles ne suscitèrent pas de révolte ouverte, ces réformes n'en furent pas moins un échec. En brisant les liens anciens entre les paysans et les propriétaires fonciers, la réforme supprimait aux premiers l'accès à l'eau, aux semences, aux animaux de trait ou aux machines, sans leur offrir une réelle compensation.

Simultanément, le P.D.P.A. voit son autonomie régionale se réduire et son affaiblissement interne s'accroître. Le P.D.P.A., gorgé de fonctionnaires d'autant plus serviles qu'oppressés ou d'étudiants ambitieux auxquels on promet les postes les plus importants, ne peut que se résigner à l'application de la décision de réunifier le P.D.P.A. de revenir au programme national démocratique, de libérer les prisonniers politiques, de mesures centralisées pour le moins, une réorganisation notable des pouvoirs d'Hafizullah Amin.

On imagine alors les réactions qu'a pu provoquer l'arrivée dans les campagnes de cette élite, divisée et étreinte par sa formation même.

Dès l'hiver 1978, on ne compte plus les histoires de cet ordre : des cadres arrivent dans un village et convoquent les gens (hommes, femmes, enfants) à des cours d'alphabétisation. Le lendemain, l'immense majorité de la population est absente, car elle n'accepte pas que les femmes apprennent dans une réunion publique. Devant cette attitude jugée rétrograde, les cadres recourent à différentes formes de persuasion, voire à la pression physique, pour rassembler la population dans des salles de classe. Dans le meilleur des cas, ils sont expulsés ; parfois, on retrouve leurs cadavres à la sortie du village. Lors d'une visite en 1979, le gouvernement Daoud avait jugé bon de nous faire accompagner dans la Fekia par une trentaine de soldats, visiblement mal à l'aise et nerveux dans une région où ils étaient à peine tolérés.

Réforme agraire et « État ouvrier »

C'EST ainsi que se constituèrent les premiers noyaux de résistance dans le Fekia, le Kunar, le Nuristan. La répression ne réussissant qu'à provoquer l'extension de ces foyers de rébellion, le Khalik décida d'accélérer la réforme agraire dans l'espoir de rallier la masse des paysans.

Le président Taraki avait annoncé que l'étude préalable à la réforme agraire nécessiterait trois ans de travaux. Seul le décret n° 6 (12 juillet 1978), relatif à l'usage et à l'abolition d'une grande part des dettes, devait être appliqué dans l'immédiat, afin de soulager les paysans. Etant donnée la disparité des systèmes fonciers et des structures sociales qui y étaient attachées, il était impossible d'appliquer un modèle uniforme de réforme (4).

Cette accélération, commencée en novembre 1978, peut être mise en rapport avec un discours de H. Amin situant la révolution d'avril dans le prolongement de la grande révolution d'octobre 1917 à laquelle il venait

écho le communiqué de Moscou : « Depuis la victoire de la révolution d'avril 1917, le peuple afghan, sous la direction du P.D.P.A., a pris la voie de la construction du socialisme » (5). Mais, dans un pays où 87 % de la population est rurale, le Khalik, aveuglé par un dogmatisme qui refuse de tenir compte de la force des structures tribales, se révèle incapable d'isoler les propriétaires fonciers. En les considérant à des feodaux, selon les définitions données aux étudiants du tiers-monde à la faculté Patrie-Lumière, de Moscou, on s'interdit de comprendre la distinction entre, par exemple, la rétro sociale d'un chef tribal et celui d'un propriétaire foncier, ce qui n'ira pas sans conséquences tragiques.

Cette politique ne peut que solidifier les clans et sections autour des chefs tribaux et provoquer en fin de compte le soulèvement de tribus entières contre le pouvoir central. Il est à remarquer que N. Taraki et H. Amin utilisèrent leur influence tribale dans un cadre traditionnel.

Les militants qui avaient été formés par le Khalik (beaucoup ont été tués dans les premiers combats) sont désormais noyés dans la masse des nouveaux adhérents contrôlés par Hafizullah Amin.

Les événements d'Herat, en mars 1979, où la garnison se rebelle contre l'ordre donné par les Soviétiques de réprimer une manifestation, sont suivis d'un tournant décisif dans l'accession d'Hafizullah Amin au pouvoir. Il devient alors premier ministre et prend le contrôle de l'AQSA (7), véritable police secrète. Le 2 avril, devant l'aggravation de la situation, marquée par les premières rébellions sérieuses dans l'armée, est créé un conseil de défense nationale dont Taraki est le président (8). Le 6 avril, une députation soviétique conduite par le général A. A. Epichev (chef de la direction politique générale de l'armée et membre du comité central) se rend à Kaboul. A l'issue de cette visite, Vassily Epichev, responsable de la coordination entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan, s'installe à la Maison du peuple auprès de Taraki. A la même époque, on estime que cinq mille conseillers soviétiques sont répartis dans l'administration et cinq mille autres dans l'armée.

Redoutant de nouvelles défections au sein de l'armée, le conseil de défense cantonne soldats et officiers les Soviétiques. Les combats ont lieu dans les zones rebelles. Non seulement les villages, mais aussi des récoltes, deviennent la cible de l'aviation, dans l'intention d'affamer les rebelles. Cette politique du pire, dès la fin août 1979, a des conséquences désastreuses : déficit de 1,5 million de tonnes de céréales, soit environ cinq fois les besoins du pays en importations (9). Pendant cette période, l'accroître l'exode de tribus vers le Pakistan, et les groupes de maquisards, qui bénéficiaient alors de l'appui des milices pakistanaises, recrutent dans cette population de réfugiés.

Le 27 juillet, à la suite d'un remaniement ministériel, où le président Amin cumule les postes de ministre de la défense et de ministre de l'intérieur, se produisit un événement majeur qui jouera un rôle déterminant dans l'évolution de ses rapports avec les Soviétiques. La loi sur la réforme de la défense et de la police, dite « loi de la défense », était encadrée exclusivement par des officiers khalki. L'AQSA procéda à l'arrestation et à l'écrou de certains officiers sur le 5 août à midi, la mutinerie éclata : les soldats décidèrent de marcher en direction du palais présidentiel situé à 1,5 kilomètre. Un instant, le pouvoir semblait ébranlé. Des troupes furent pour mater les insurgés, qui se réfugièrent dans le fort. Alors intervinrent l'aviation et les hélicoptères. Les soldats résistèrent hard dans la nuit mais furent liquidés jusqu'au dernier.

Une ténébreuse affaire

La politique d'Hafizullah Amin, L. soutenant par l'U.R.S.S. (en 1979, les dépenses nécessaires à la survie du régime étaient estimées à 9 millions de dollars par jour, sans compter les armes et les munitions) s'étant révélée être une faillite, Moscou semble chercher une solution de rechange. Le voyage de Taraki à la conférence des non-alignés à Hanoï en septembre 1978, où il a un entretien privé avec M. Brejnev, et l'annonce de sa décision de réunifier le P.D.P.A. de revenir au programme national démocratique, de libérer les prisonniers politiques, de mesures centralisées pour le moins, une réorganisation notable des pouvoirs d'Hafizullah Amin.

Or, quelques jours après son retour à Kaboul, on apprend le retrait puis la mort de Taraki. La lumière est loin d'être faite sur les circonstances de cette élimination. La version suivante des faits, qui doit être prise avec précaution, a le mérite de rendre cohérents l'aspect « policier » et l'aspect « politique » de l'affaire. Elle émane d'un document secret, remis aux principaux cadres du Khalik dans la première semaine d'octobre.

A la fin du mois d'août 1979, un climat d'espionnage et de tensions s'était développé au sein du P.D.P.A. Hafizullah Amin apprend par des « camarades sûrs » (Asis, neveu d'Assadullah Sawary, président de la section intérieure de l'AQSA, et Nawab, vice-président de ce même organisme), que « Taraki et sa bande », à savoir Assadullah Sawary, Said Mohammad Ghulab Zol, Sher Zhan Masduriah et Aslam Watanjar, avaient fomenté un complot visant à l'assassiner durant le voyage de Taraki à La Havane.

« Le mardi 11 septembre, l'avion transportant Taraki devait arriver à Kaboul aux environs de 15 heures. Nawab informe Amin à 14 heures que les derniers dispositifs du plan de la bande de Taraki sont mis en place et que ce plan (visant à son extension) serait appliqué. Le plan est déjoué et que son regard rencontre celui d'Amin, il est extrêmement surpris et pense le moins une révolte. Amin aurait alors demandé à Taraki des garanties, notamment l'éviction « des hommes de sa bande du gouvernement », et ce dernier aurait énergiquement refusé. Des tractions s'engagèrent en vue de permettre une rencontre des deux hommes. En effet, Amin régulièrement informé de divers pièges, refuse de se rendre au bureau ou au domicile de Taraki autrement qu'accompagné de gardes armés. Arrive alors la nouvelle disant que « la bande de Taraki se présente (...) à l'ambassade de l'U.R.S.S. pour demander l'acte politique ». Finalement, une réunion orageuse entre Taraki et Amin a lieu dans le bureau du premier, sous la surveillance de gardes armés de deux hommes, « quand la nouvelle arrive que l'ambassadeur soviétique ne voit ni Amin et Taraki ensemble ». « L'ambassadeur et ses trois conseillers de haut rang (leurs noms ne sont pas mentionnés dans le rapport) arrivent alors, apportant un message verbal de M. Brejnev qui dit que l'unité entre les dirigeants afghans est profitable à la révolution afghane. » Après un échange de salutations, le conseil d'État se réunit et les Soviétiques sortent.

Le 14 septembre, Amin refuse de se rendre au bureau de Taraki, qui lui ordonne de se présenter immédiatement sans armes et sans armes. Amin répond : « Personne ne va de son plein gré au-devant de la mort ».

Le lendemain, Taraki, aide de camp de Taraki, mais agent d'Amin, et le chef d'état-major, le colonel Yakub, lui disent de ne se rendre « en aucun cas à la Maison du peuple ». Le dénouement se prépare.

La fin de la dynastie pachloune

La politique à l'égard des différents groupes ethniques, qui était un élément important du programme du P.D.P.A. à ses débuts (voir le Monde diplomatique de janvier 1979), apparaît manifestement caduque dès l'été 1978. Soucieux de consolider le nouvel État afghan, le Khalik ne pouvait esquiver cette question fondamentale. Ainsi, les émissions de radio diffusées dans les langues des différentes ethnies furent une initiative positive, mais néanmoins par trop superficielle puisqu'il s'agissait d'un même programme simplement traduit en ouzbek, baloutche, nuristan, revu et

lorsque « Taraki appelle Amin et lui dit que les camarades soviétiques veulent qu'il aille à la Maison du peuple pour discuter », Amin répond qu'il arrive tout de suite, mais avec ses gardes. Après avoir refusé, Taraki se résout à accepter ; ensuite, l'ambassadeur soviétique dit à Amin : « Taraki assure qu'on ne sera tiré pas dessus, non ». Sur le conseil de Taraki, qui considère que, « puisque l'ambassadeur soviétique et les autres camarades soviétiques sont présents, ils n'osent pas être des insoumis », pour tirer, Amin se rend à la Maison du peuple avec ses gardes. En montant l'escalier, les gardes de Taraki ouvrent le feu, Taraki s'écroule, mort. Amin « se jette au bas des escaliers et s'enfuit (...) et arrive au ministère de la défense ». C'est de là qu'il organisera l'attaque du palais présidentiel, où Taraki trouvera la mort. Amin sera élu président du Conseil révolutionnaire et premier ministre le 16 septembre.

Quelles que soient les réserves que l'on peut émettre à l'égard de ce document évidemment partisan, les éléments essentiels en sont aujourd'hui confirmés. Il dévoile l'isolement des rapports entre Amin et l'U.R.S.S. Le gouvernement afghan ayant demandé le 6 octobre 1979 à l'U.R.S.S. de rappeler son ambassadeur, M. Puzanov, membre du comité central, en poste en Afghanistan depuis 1974, Shah Wali, ministre des affaires étrangères, mit en cause l'ambassadeur soviétique devant onze représentants des pays socialistes. Le document du Khalik en dit beaucoup plus : à sa lecture, les cadres du parti ne pouvaient plus nourrir d'illusions sur les manipulations auxquelles se livraient directement les services soviétiques dans l'appareil du parti afghan. Amin ne pouvait plus espérer une quelconque ambiguïté de la part des mêmes services à son encontre.

Les Khalki étaient, pour la plupart, autant soucieux d'indépendance nationale que l'Afghan de la rue. L'amitié et l'admiration qu'ils voulaient à l'U.R.S.S. étaient le signe, moins de leur dépendance que d'une solidarité existante. Mais, depuis des mois, derrière une unité de façade montait une sourde colère de l'administration et de l'armée devant l'arrogance des conseillers soviétiques qui n'hésitaient pas à donner des ordres aux plus hauts fonctionnaires de l'État.

Pour colmater les brèches d'un État devenu essouffé, Hafizullah Amin va tenter l'impossible. Il sait que sa marge de manœuvre est étroite, la société tribale ne faisant guère pardon des cadavres accumulés, les Soviétiques gesticulant le premier faux pas. Des mesures apaisantes sont prises simultanément. Ainsi, Qader, « héros du 23 avril », voit sa peine de mort commuée en quinze ans d'emprisonnement, d'autres artisans de la révolution d'avril sont aussi graciés. Radio-Kaboul annonce la libération de centaines de prisonniers, mais de nouvelles arrestations vont remplir les prisons (10). Amin reprend dans ses grandes lignes le programme que devait présenter Taraki à son retour de Cuba. Sont priorisés le maintien de la petite propriété privée, l'encouragement aux capitalistes nationaux, la protection de la religion.

Le comité central du Khalik se rallie massivement à Amin. Si le nouveau président prend ombrage de l'U.R.S.S., à court terme, il ne peut espérer survivre qu'en écrasant la rébellion généralisée ; mais d'autre part, la grégation de l'armée est telle qu'il ne peut se passer du soutien militaire soviétique. Les différends s'amplifient jusqu'à Amin résiste à la restriction des forces de police sous la direction des conseillers soviétiques, malgré la visite de M. Semenovitch Paputin, vice-directeur du ministère soviétique des affaires intérieures. Celui-ci disparaît mystérieusement à la fin du mois de décembre 1979 ; commencent alors le débarquement massif des troupes soviétiques sur le sol afghan.

Le programme national démocratique rassemblait la classe ouvrière, les paysans, l'intelligentsia, les artisans et la petite et moyenne bourgeoisie sous la direction du P.D.P.A. (3) dans la phase antifeodale. Mais une contrainte

corrigé par la censure des conseillers soviétiques. Beaucoup plus lourde de conséquences fut l'application des réformes qui, dans la pratique, ne tenaient pas compte des réalités socio-économiques propres aux différentes ethnies. L'image d'une lame de fond pour la défense de l'islam contre le danger communiste rend compte très imparfaitement de la réalité : les révoltes ont en une origine spontanée, et ont été déclenchées par des rythmes et des représentations hétérogènes. Aucune force politique ou religieuse ne peut se prévaloir d'un contrôle quelconque des populations en rébellion ouverte.

(1) Dari : langue officielle avec le pachloune (forme de persan archaïque).

(2) Cf. Le Monde diplomatique, janvier 1979.

(3) Cf. la conférence de presse de Nur Mohammad Taraki, 8 mai 1978.

(4) Les régions cultivables sont concentrées dans les grandes plaines du nord de l'Afghanistan et dans les vallées montagneuses du nord-est et du centre. Au sud et à l'ouest, il existe quelques îlots de culture le long des rivières. Les pachloune représentent 17 % de la population rurale.

(5) Voir Miroslav Ekmundovic d'avril 1978.

(6) Voir Anti-Imperialist Studies Informations-Politiques, Moscou, octobre 1978.

(7) AQSA : Direction afghane de la Gato de la Sécurité de la République, chargée des intérêts de l'Afghanistan.

(8) Le conseil national de défense était composé de sept membres : Nur Mohammad Taraki, Hafizullah Amin, Sher Jan Masduriah (ministre de l'intérieur), Assadullah Sawary (chef de l'AQSA), Iqbal (président des affaires politiques des forces armées), colonel Watanjar (ministre de la défense), Yakub (chef de l'état-major), Chah Wali (commandant de la défense de l'air), lieutenant-colonel Nasar Mohammad (commandant de l'armée de l'air).

(9) Réponse d'Amin à un haut fonctionnaire venu lui présenter un rapport relatif à la situation : « Les conditions soviétiques nous ont conseillé cette politique pour affaiblir les rebelles, et cette tactique nous a conduit à des résultats. Je ne suis pas sûr qu'ils compenseraient la dette. »

A la suite de ce rapport, la rumeur d'une demande de libération de la part des Soviétiques se répandit dans Kaboul. Les premiers informés se mirent à acheter en grande quantité, les commerçants ne pouvant pas à stocker dans un but spéculatif. Le gouvernement prit alors des mesures sévères et affirma que l'U.R.S.S. avait déjà donné 700 000 tonnes de blé.

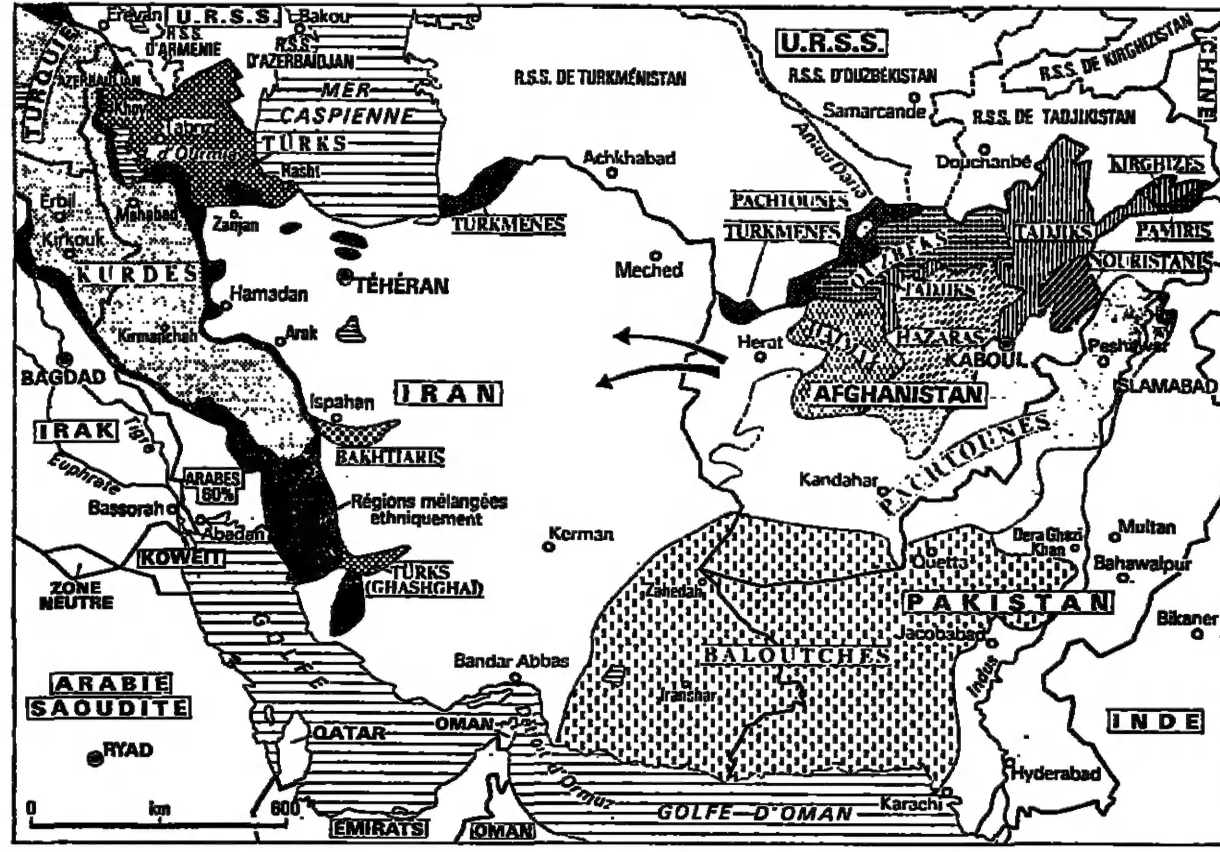
(10) Pour la seule ville de Kaboul, le nouveau gouvernement reconnaît la chiffre de douze mille prisonniers exécutés. Le régime avait promis la libération de tous les prisonniers politiques : ceux qui ont bénéficié de ces mesures jusqu'aujourd'hui sont les pacham et quelques membres de la famille royale.

des peuples au voisinage des puits de pétrole

NATIONALITÉS

Pour comprendre les forces d'opposition qui se sont développées tout au long de l'année 1979, il faut se reporter à la situation de l'Afghanistan, pays qui a été le théâtre de révoltes et de répressions. Le régime communiste a tenté de réprimer les révoltes, mais il a échoué. Les révoltes ont continué à se développer, et le régime a été obligé de reculer. Les révoltes ont été menées par des groupes de résistants, qui ont été soutenus par les pays voisins. Les révoltes ont été menées par des groupes de résistants, qui ont été soutenus par les pays voisins.

libération du peuple baloutche) de soutenir cette alliance électorale. Ce mouvement a refusé à la fois de se rallier à cette coalition, de participer à toute alliance électorale avec le P.P.P. et d'abandonner sa stratégie de lutte armée contre l'Etat pakistanais au profit d'élections qui, pour lui, de toute façon, n'auraient pas lieu. Le P.P.P. exigeait, pour participer à une alliance électorale, que le P.P.P., en cas de victoire, amende la Constitution de 1973 pour garantir l'autonomie provinciale. Lorsque la démission du P.P.P. revint de Kaboul, la gauche de ce parti fut mise en minorité : le général Tikka Khan devint secrétaire du P.P.P. et fut chargé d'amender la Constitution de 1973. Le plan soviétique d'approfondissement des élections n'ayant pas eu lieu, le Khrémiln a, ici encore, affaibli la crédibilité du Khalk sur la question baloutche et pachoune, enlevant par là même un outil décisif à l'indépendance de la politique étrangère afghane.



dans une certaine mesure, quelque crédibilité au point de vue soviétique. Si la version officielle qui fait de l'ancien président Amin un agent de la C.I.A. porte à sourire, il ressort clairement des faits que, pour lui, après les événements de septembre, s'ouvrait un jour ou l'autre avec l'U.R.S.S. était devenue une nécessité. Dans le même ordre d'idées, le P.D.P.A. avec son appareil ramassé de fond en comble, et les tentatives de réorganisation de l'ancien régime de Daoud, ont été écartées. La nouvelle du ralliement d'Abdullah Amin, ancien ministre de l'Intérieur, à la cause du Shérif-El-Jawed, si elle est confir-

mée, renforce le crédit que l'on peut accorder à cette thèse. Pourquoi les troupes soviétiques à Kaboul ? La réponse dépasse largement les problèmes internes de l'Afghanistan. L'incohérence de la politique soviétique par le Khrémiln depuis avril 1979 ouvre un nouveau champ de réflexion. En U.R.S.S., les partisans de l'interventionnisme, paralyssés par la « ligne Brejnev », ont poussé l'Union soviétique dans une dangereuse fuite en avant. Certains, au Khrémiln, regretteront sans doute longtemps la période où la « République du prince Daoud » pratiquait un alignement « positif ».

normalisation : en Iran, après les dernières déclarations de M. Bani Sadr, au Pakistan, ce n'est pas le général Zia-ul-Haq qui trouve une échappatoire à l'impasse dans laquelle il était engagé. Enfin, l'envoi d'un corps expéditionnaire composé à 40 % de Turkmènes est à la fois lié à des contingences classiques de contre-guerrilla et au souci d'atténuer en Russie d'Europe les répercussions possibles de l'engagement de troupes soviétiques, des pertes très lourdes étant prévisibles. Si ce n'est pas aux fils de la Russie blanche (10 % des effectifs en Afghanistan, essentiellement des officiers) qu'est réservé l'honneur de « mourir pour l'Afghanistan », ce calcul ne se révèle-t-il pas dangereux pour l'avenir ? Une dénormalisation, voire une contamination, des troupes de l'Asie centrale soviétique ne peut être exclue.

La paix du monde

LE P.C. soviétique n'encourageait guère alors le Pancham, et encore moins le Khalk. Il est au plus le premier état à utiliser comme moyen de pression pour équilibrer le gouvernement de Daoud. Daoud tomba au moment où la dernière pierre pour l'édifice du Pancham était posée. Turquie, Iran et Pakistan devaient bientôt être rejoints par l'Afghanistan. Nationalistes réformistes, les Pancham étaient éliminés du gouvernement sous l'influence croissante des éléments pro-iranais — car la SAVAK évoluait alors avec aisance dans Kaboul.

La chance aurait voulu pour Moscou que le Pancham, si aisément contrôlable, vint au pouvoir. Une façade internationale modérée aurait pu être mise en place, des réformes limitées auraient été entreprises, une étroite dépendance économique et politique aurait été scellée. Mais la malchance apporta avec elle le Khalk, parti « plus octobriste qu'octobre », parti d'un certain crédit dans la société afghane et voulant en user pour mener à bien des réformes objectives indispensables, promises par Daoud mais jamais réalisées. Les Pancham et leurs partisans furent contraints de placer tous leurs espoirs en la personne de Taraki, censé réaliser le programme de la révolution nationale démocratique. Mais Nur Mohammad Taraki était un écrivain talentueux et accessoirement un idéologue plus qu'un homme d'organisation. L'homme de parti était Hafiz Amin. C'est lui qui joua un rôle décisif dans l'organisation et le succès du coup d'avril 1978, alors que Taraki assistait, impuissant, en prison, à la répression accélérée qui traça le premier chemin de la révolution afghane. C'est cet homme, réputé pour son intransigeance, que ceux qu'il faut bien appeler (faute d'un terme plus approprié) les « faucons » du Khrémiln choisirent pour diriger la révolution afghane. C'est cet homme, cher une dynamique offensive réduisant les « colombes » à l'attention. Lorsque l'Etat afghan eut perdu d'abord tout soutien populaire puis les forces vives de ses appareils administratifs et militaires, une occasion fut offerte aux « colombes » de prendre une revanche. La solution mise au point pour tenter de rétablir une situation catastrophique consistait à installer un pouvoir bicéphale Taraki-Babrak. Mais ce plan — apparemment mal conçu pour deux raisons qui restent à élucider — ayant échoué, les considérations politiques l'emportèrent sur la dynamique militaire, et les « faucons » parvinrent à leurs fins.

Il est aujourd'hui facile de tenter de ramener des mythes et d'évoquer les prédictions de Pierre Le Grand, qui, décidément, obsédent les dirigeants chinois et certains responsables occidentaux. L'avantage que leur apporterait un bien hypothétique débouché sur les mers chaudes vaut-elle le désastre politique subi par l'U.R.S.S. en quelques semaines ? Soit, alors, l'hypothèse, aujourd'hui au moins en partie étayée, de dissensions au Khrémiln peu rendues compréhensibles par l'« erreur » collective commise par l'U.R.S.S. en choisissant d'intervenir militairement. La conclusion logique de la « doctrine Brejnev » sur la « souveraineté limitée » était de convertir définitivement l'Afghanistan en glacis défensif. Idéalement, dans cette perspective, la dépendance de fait de l'Etat afghan aurait dû éviter de prendre une forme directe. A l'inverse, le projet des « faucons » est de transformer

Le combat des minorités dominées

La situation est notablement différente dans le nord et le nord-est du pays, peuplés de turkmènes, d'uzbeks, d'ouzbeks, de kirghizes, de tadjiks, de kazakhs et de turkmènes. Les Turkmènes, relativement peu nombreux, sont en grande partie issus de familles ayant fui la Turkménie soviétique après les révoltes de 1920-1921. D'où leur hostilité au P.D.P.A. et, surtout, aux militaires soviétiques. Le Setkhan-Areli et le Shur-Yi-Jawed, partis marxistes, ont été remplacés par une dizaine d'années, semblent avoir les capacités politiques et organisationnelles de rallier la résistance au sein des peuples tadjik, ouzbek et kazakh. Ces deux formations sont violemment opposées à la domination pachoune ainsi qu'au P.D.P.A., qualifié de révisionniste. Elles bénéficient de l'aide de l'Union soviétique qui voit en ces mouvements des alliés contre l'expansionnisme soviétique. Leur combat leur a permis de gagner en influence dans la résistance au Hazarajat. Les Hazars, qui constituent la minorité ethnique la plus opprimée d'Afghanistan, n'ont jamais connu de moyens d'expression politique, si ce n'est au travers de grands propriétaires fonciers qui faisaient partie de l'aristocratie gouvernementale. Quand la création du Front de libération du Hazarajat fut annoncée au milieu de l'année 1978, avec comme représentant Abdoul Wahed Sebrazil, l'interprétation la plus courante fut qu'il s'agissait d'un mouvement religieux soutenu par l'Iran. Les Hazars forment l'unique communauté chiite en Afghanistan, et il est certain que l'ayatollah Chahriar Madari a cherché à en tirer parti. Sebrazil, ancien membre du Parlement sous Zahir Shah, ancien ministre dans différents cabinets de 1967 à 1971, pouvait gagner le soutien de l'Iran. Mais les contradictions apparurent rapidement au sein du Front lorsque Sebrazil accepta d'être désigné par le Khalk comme conseiller législatif du ministère de la Justice, ce qui fut présenté par Hafizullah Amin comme une grande victoire politique. Pourtant, la rébellion dans le Hazarajat ne cessa pas ; elle manifestait au contraire une structure plus développée que la rébellion dans le sud du pays. Quant à la minorité de Baloutches et de Brahouts au sud-ouest du pays, extrêmement isolée dans une région semi-désertique, elle n'avait guère de

contact avec l'Etat afghan. Le soutien prodigué au régime au peuple baloutche fut donc, pour un temps, purement symbolique. Mais les sanglants événements de Hérat, où bon nombre d'officiers étaient Baloutches, et la tentative du P.D.P.A. de mettre en œuvre la « ligne Brejnev » dans la région de Hérat, ont provoqué le départ des principales tribus. Quatre-vingt-dix pour cent des Baloutches ont cherché refuge en Iran, non par affinité religieuse ou politique, mais par raison des liens tribaux existant de part et d'autre de la frontière. Les tribus Nahri, Reki, Sanjani et Ghur Gesh sont affiliées à des tribus du Baloutchistan iranien. Seul un groupe de trois cents guerriers, sous la direction du Sardar Ghur Gesh, se battit contre le Khalk. Les autres tribus déclarent leur indépendance pour des raisons de survie. Les tribus baloutches d'Iran et du Pakistan et de marqueur leur réprobation en quittant le pays. La résistance des Baloutches semble cependant s'être élargie depuis l'entrée massive des troupes soviétiques. Contrairement aux dires des journaux occidentaux, elle ne reçoit pas d'aide des autorités iraniennes, mais des insurgés du Baloutchistan iranien. Elle n'est ni d'origine, ni d'inspiration, ni d'entretien, d'autre part, aucune relation avec la rébellion islamique. L'érosion progressive de l'Etat afghan aura des répercussions fondamentales sur les rapports entre les minorités nationales et le pouvoir central. La résistance en Afghanistan peut se diviser en trois blocs : a) le combat des Pachounes dans le sud et le sud-est, qui exprime principalement la droite islamique épaulée par le Pakistan ; b) au nord, au nord-est et au centre du pays, c'est la Chine qui espère développer sa propre zone d'influence immédiate au sud de la frontière de l'Union soviétique en soutenant les mouvements tadjik, ouzbek et kazakh ; à l'ouest, l'Iran essaie, de son côté, d'apporter un soutien ambigu dans l'Hazarajat en jouant sur le sentiment de communauté religieuse ; c) enfin, au sud-ouest, les Baloutches, privés de tout soutien et menacés par les trois pouvoirs centraux, sont soumis à un mouvement centrifuge conduisant à leur unification, qui ne pourrait trouver son expression que dans un Baloutchistan indépendant.

L'évolution politique du P.D.P.A. à partir de septembre 1979 donne,

La santé, un débat essentiel

De quoi souffrez-vous, de quoi mourrez-vous aujourd'hui ?

- Les derniers progrès thérapeutiques
- Les coûts de la médecine
- Les systèmes d'assurance maladie
- L'hospitalisation publique ou privée
- Le développement de l'industrie de la santé
- Le statut des médecins
- La prévention
- La recherche
- Les manipulations génétiques
- L'alcool, le tabac, la drogue
- Ce qui se passe à l'étranger
- L'avenir

Le Monde
LA SANTÉ DES FRANÇAIS

Un numéro spécial des dossiers et documents
En vente chez tous les marchands de journaux - 232 pages - 22 F

Je suis un...
Je suis un...
Je suis un...

tats et déchirements FACE AUX

des peuples au voisinage des puits de pétrole

ASPIRATIONS AUTONOMISTES EN IRAN

Hossaini, le plus influent des chefs spirituels sunnites du Kurdistan iranien.

En Azerbaïdjan, cependant, l'équilibre des forces politiques qui adossent au sein de l'opposition au moment de l'effondrement de l'armée du chah, en 1979, n'est plus celui qui prévalait lors de la capitulation de l'armée impériale devant les forces alliées en 1941. En effet, au cours de cette période, la gauche dominait le mouvement de l'opposition azerbaïdjanaise à la dictature Pahlavi ; ce sont maintenant les mouvements islamiques et libéraux groupés autour de l'ayatollah Charat Madari — chef spirituel des chiites — qui se trouvent majoritaires.

En avril 1979, l'ayatollah Charat Madari parvint à la création du Parti de la République du peuple musulman (P.R.P.M.) qui dirige l'un de ses fils. Le programme en dix points du P.R.P.M. — parti d'idéologie libérale — ne souffre ni de l'autonomie régionale, même si l'écrasante majorité de ses trois millions d'adhérents se recrutent parmi les Turcs de l'Azerbaïdjan. Si l'ayatollah se montre réservé à l'octroi de l'autonomie par le pouvoir central, voire opposé, — en dépit d'un important courant autonomiste au sein du P.R.P.M. — en revanche, certains mouvements progressistes, ainsi que la majorité des formations d'extrême gauche, y sont favorables. Mais la gauche est minoritaire au sein des forces politiques azerbaïdjanaises — dominées par le P.R.P.M. — et ses relations avec ce parti sont tendues, même si tous deux se déclarent hostiles à la monopolisation du pouvoir par l'imam Khomeiny. En conséquence, le mouvement autonomiste azerbaïdjanaise — quoique considérable à gauche comme à droite — ne bénéficie guère, à l'heure actuelle, d'une audience

suffisante pour s'imposer comme principal mouvement politique de cette région.

Début mars 1979, les tribus turkmènes sunnites du Gorgan — aux confins du Nord-Est — font parvenir au gouvernement de l'imam l'essentiel de leurs revendications résumées en onze points : notamment, que l'administration de leur région soit confiée : que leur langue — le turc kashghari — soit officialisée dans les écoles et les administrations et que les vastes étendues de terres agricoles, dont ils ont été spoliés sous le régime du chah, leur soient rendues.

Au même moment, dans les régions déchirées du sud-est de l'Iran, les tribus baloutches sunnites envoient des émissaires auprès du nouveau gouvernement central pour exiger qu'un statut d'autonomie leur soit octroyé.

A la même période, par la voix de leur porte-parole, le cheikh Khaghani, les Arabes sunnites du Khuzestan (la province pétrolière du Sud-Ouest), exposent leurs revendications au pouvoir islamique de Téhéran. En majorité illétrés, ces Arabes constituent la main-d'œuvre non qualifiée de l'industrie pétrolière iranienne. Alors que les ouvriers persans bénéficient de salaires et d'avantages sociaux considérables, les travailleurs arabes se voient réserver les emplois de manœuvres. Ils exigent, notamment, du gouvernement central la fin de la discrimination sur le marché du travail, le bénéfice de droits politiques égaux à ceux des Persans, le droit d'être leur propre gouverneur et l'officialisation de la langue arabe. En clair, les organisations politiques regroupées autour du cheikh Khaghani demandent à l'imam qu'il octroie un statut d'autonomie au Khuzestan, dont la population est arabe à 90 %.

Recours à l'armée ?

FACE à la montée des revendications autonomistes qui jaillissent des quatre coins de l'Iran, l'imam oppose une fin de non-recours. Ce refus découle de son idéologie politique qui nie le concept de nation, lui substituant celui de l'homme (communauté des croyants) pour qui aucune frontière n'existe. Seul compte « le peuple musulman » — un bloc monolithique soumis aux ordres de l'imam. En conséquence, pour l'imam, il s'agit d'abord d'établir « l'unité de la patrie islamique qui a été brisée par l'impérialisme et les complots des gouvernements despotiques, assésés de pouvoir, qui ont divisé la communauté musulmane en la transformant en plusieurs nations séparées ». Rejetant donc au sein de cette communauté l'existence de nations, l'imam ne peut à fortiori admettre l'autonomie politique revendiquée par les ethnies non persanes. Leurs exigences sont donc considérées comme « anti-islamiques », faisant partie du « complot impérialiste, qui vise à diviser la communauté des croyants ».

Aussi l'imam se méfie-t-il des revendications autonomistes : les Républiques kurdes et azerbaïdjanaises de 1946 n'ont-elles pas été l'œuvre des Soviétiques ? En privé, les proches de l'imam accusent certaines puissances étrangères liées aux éléments « contre-révolutionnaires » de vouloir affaiblir la République islamique,

de tenter de « balkaniser » l'Iran. Ils soupçonnent l'Irak de financer et d'armer les autonomistes arabes, l'U.R.S.S. d'intriguer au Kurdistan et au Baloutchistan, et les Etats-Unis de fomenter les troubles en Azerbaïdjan.

D'autre part, dans la philosophie politique de l'imam, le gouvernement de la communauté islamique doit être hautement centralisé et le pouvoir exécutif polarisé en un centre unique de décision (7). Pour l'imam, le gouvernement est chargé « d'appliquer les ordres et les décrets de Dieu qui doivent régner d'une façon absolue sur tous et sur l'Iran islamique ». Sur le plan politique, cela se traduit par un Etat centralisateur — ennemi de toute division.

Tout au plus l'imam se déclare-t-il prêt à prendre en considération, pour les régions de la périphérie iranienne, de vagues mesures d'autogestion administrative, qui portent sur des points secondaires, telles les élections municipales et cantonales pour désigner les comités locaux chargés de la planification de l'économie rurale, de la gestion des budgets, de la santé et de la construction des routes. Tout le reste — impôts directs et indirects, finances, politique étrangère, commerce extérieur, défense nationale, radio-télévision, communications, transports, planification industrielle et police régionale — relève du gouver-

nement central. L'enseignement des langues régionales est désormais autorisé, mais il doit se faire en persan, seule langue officielle de la République.

Devant les refus des autonomistes de se plier aux exigences du nouveau pouvoir, l'imam Khomeiny réagit, à leur égard, exactement comme les monarques Pahlavi dont il a osé condamner les actions répressives : il envoie la troupe mater les rebelles. Mais, cette fois, à défaut d'armée, il a recours aux *pasdaran*, les miliciens khomeinystes, pour rétablir l'autorité du gouvernement central.

Une guerre larvée — ponctuée de campagnes militaires d'ampleur et de grèves — secoue les régions périphériques de l'Iran, qui sont désormais le théâtre de violents affrontements entre miliciens et autonomistes kurdes, turcs, turkmènes, baloutches et arabes.

S'il est encore trop tôt pour prévoir l'issue de ce conflit, du moins faut-il constater que, au cours de ce siècle, les aspirations autonomistes des ethnies iraniennes ne se sont concrétisées que lorsque l'appareil militaire du gouvernement central faiblissait : sous le dernier souverain Kadjjar, après la débâcle de l'armée impériale en 1941, lors de son effondrement en 1979. A l'inverse, l'armée iranienne s'est toujours fortifiée en menant campagne contre les forces centrifuges, leur imposant de ce fait l'autorité du gouvernement de Téhéran. En conséquence, on constate qu'en Iran l'autonomie

nomie régionale va de pair avec la démolition du pouvoir central ; que l'omnipotence de ce dernier résulte d'une subordination de la politique du gouvernement à celle de l'appareil militaire.

Ainsi, si la structure que les Pahlavi ont donnée à leur empire a été caractérisée par une centralisation outrancière, conséquence d'une militarisation de l'Etat, aujourd'hui, le pays risque fort d'aboutir au même résultat par un phénomène inverse. En effet, pour imposer sa conception d'un Etat centripète, l'imam

se voit obligé de recourir à la force, donc d'accroître le rôle de l'appareil militaire au sein du pouvoir. Si la République islamique ne veut céder aux revendications des autonomistes sans risquer d'être vaincue sur le terrain, il lui faut s'appuyer sur son armée, dernier recours pour imposer son autorité à l'échelle nationale.

Union fédérale, ou partage du pouvoir avec les militaires ?

AHMAD FAROUGHY.

lement, chacun d'entre eux divise en arrondissements puis en cantons. Les forces de l'ordre et l'armée se trouvent placées directement sous l'autorité des préfets nommés par le gouvernement central. Jusqu'à l'avènement de Reza Pahlavi, ces gouvernements avaient toujours été civils, étroitement contrôlés par les députés du Parlement qui les avaient nommés.

(5) Sur la République de Mahabad, voir l'ouvrage qui lui est consacré : *The Kurdish Republic of 1946*, de William Bagdikian Jr., Oxford University Press, 1963. A notre connaissance, aucun ouvrage d'histoire sur la République démocratique d'Azerbaïdjan.

(6) Cf. *Hokumat-e-Eslami* (« Gouvernement islamique »), p. 41. L'ouvrage, en persan, est une transcription des cours que l'imam Khomeiny donna à ses élèves lors de son exil en Irak : il a été publié à Najaf (Irak) en 1971.

(7) C'est sur le principe de l'enfermement direct de l'imam dans la politique, de l'appareil militaire dans la gestion des affaires de l'Etat, que l'ayatollah Charat Madari s'oppose à l'imam. La doctrine se greffe sur les actualités des discussions.

Un livre de Philippe de Saint-Robert

« Dieu, que la crise est jolie ! »

C'EST avec beaucoup de verve que Philippe de Saint-Robert poursuit le « mythe de la solidarité occidentale » qui, depuis trente ans, a permis la vassalisation de l'Europe. De la velle, mais aussi des arguments convaincants, notamment son analyse de la stratégie pétrolière des Etats-Unis qui le conduit à poser cette question : « L'Etat américain existe-t-il, qui distinguait l'intérêt supérieur des Etats-Unis, voire de l'Occident, de l'intérêt immédiat de groupes financiers multinationaux et quasi souverains ? » (p. 90). Redoutant l'appareil comme anti-américain — donc comme prosoviétique et complice du Goulag — une certaine gauche n'ose plus aller au cœur de tels problèmes. Philippe de Saint-Robert ignore de telles craintes : « L'Amérique du Nord, écrit-il, ne se conduit pas en puissance responsable, mais en mafia suprême ».

Formulation de polémiste qui évite de rechercher, dans les mécanismes de prise de décision, les causes des plus contestables initiatives de Washington. Mais, après tout, tel n'est pas l'objet de l'ouvrage. Ce qui l'intéresse ici, c'est de montrer, en trois chapitres, que trois « embargos » en chaîne ont privé la France de sa sou-

veraineté : l'embargo de Giscard sur la France, celui de l'Amérique sur l'Europe, celui enfin de l'Europe sur Giscard. Car, une fois de plus, c'est le président de la République qui prend la parole : « Tout le monde sait à présent que, lors de la crise d'octobre 1973, un seul des ministres de Georges Pompidou préconisait en conseil une intervention militaire — au Proche-Orient — c'était le ministre des finances » (p. 58) qui, une fois parvenu à la magistrature suprême, sur les mains libres pour s'écarter de la politique réaliste tracée par le général de Gaulle.

Philippe de Saint-Robert s'indigne que les « pédagogues efficaces » qui contrôlent la télévision s'acharnent exclusivement sur le « danger soviétique » qui vient de Moscou, et il demande : « Est-on bien sûr que toute menace pour nous vienne de l'Est ? » (p. 120). Et d'évoquer la politique néo-faustienne de Washington, les encouragements à l'augmentation des tarifs pétroliers, le « parapluie nucléaire » percé, les efforts pour domestiquer l'Europe, ou encore « la légèreté avec laquelle Richard Nixon (...) a livré le Cambodge à la dictature des Khmers rouges, parce qu'il était gouverné par un prince qui entendait garder son pays hors d'une guerre dont l'issue

était partout évidente, sauf à Washington » (p. 58).

Pour ne pas avoir su porter un regard lucide sur les causes de cet immense désordre international, MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre mènent une politique qui nous intègre à la crise au lieu de nous en sortir » (p. 135). De surcroît, l'Elysée « demeure (...) formellement prisonnier d'une conception « majoritaire » du pouvoir qui perd tout son sens dès lors que le chef de l'Etat n'entend pas rassembler les Français autour d'une politique vraiment nationale » (p. 148). Il n'y a donc pas d'autre solution que de « changer l'homme qui accapare et fausse le fonctionnement des institutions ».

On ne saurait être plus clair, au moment où le P.R.P.M. mène contre l'Elysée une guérilla dont il ne proclame pas ouvertement l'objectif, au moment aussi où les forces de gauche semblent s'intéresser à leurs querelles internes et à la situation de leurs champions respectifs bien plus qu'à leur combat contre le pouvoir. Le livre de Philippe de Saint-Robert est d'une lecture saine en une époque où tant d'analyses politiques perdent leur souffle sans rien gagner en rigueur.

C. J.

conduits au Liban comme en terre conquis et que leurs attaques frontalières ont attiré les durs représailles israéliennes sur les villages chiites.

Le chiisme libanais a beaucoup changé. A partir de 1960, sous l'impulsion d'un théologien d'origine irakienne, l'imam Moussa Sadr, qui chercha à réformer cette communauté à laquelle manquait un parti structuré. La création de l'organisation politico-militaire Amal (« Espoir ») visait à sortir les chiites libanais de leur enclavement féodal et à plus long terme, à refaire l'unité du pays aux dépens des sunnites. Ce fut l'œuvre, pendant les années de guerre civile, d'un autre iranien, khomeiniste et diplômé de Berkeley, Mostafa Téhamaïni (qui devint, en 1979, le chef des milices islamiques dans la répression du Kurdistan, puis ministre de la guerre). Les alliances politiques ne sont pas simples au Liban, et il ne faudrait pas tirer trop de conclusions des pourparlers qui ont pu avoir lieu entre les chiites et les libanais ou israéliens. Leur communauté, déjà pauvre économiquement, a été cruel-

lement atteinte par les raids de représailles israéliens au Sud-Liban, et de nombreux réfugiés se sont entassés dans la banlieue de Beyrouth. L'imam Moussa Sadr et Téhamaïni avaient créé un grand mouvement de solidarité pour venir en aide à ces « déshérités ».

Les chiites libanais représentent donc une grande force peu structurée dans les luttes de la santé et de la construction des routes. Tout le reste — impôts directs et indirects, finances, politique étrangère, commerce extérieur, défense nationale, radio-télévision, communications, transports, planification industrielle et police régionale — relève du gouver-

forces vives du pays se sont mises au service des Douze Imams : le peuple d'Iran s'est finalement identifié avec la communauté chiite ; les théologues imamat, qui, depuis, vivent leur première grande expérience historique, n'ont cessé d'intervenir dans les affaires du royaume, que ce soit pour pénaliser les hérétiques, les soufis, les babis et bahais, ou pour imposer la primauté des décisions. Nécessaires à la préservation de l'intégrité de la communauté. Ainsi, en 1891, le puissant mojtahed résidant en Irak, Mirza Shahr, décréta le boycott de la consommation de tabac, et obligea Nâsereddin chah à annuler la concession du monopole des tabacs iraniens à un sujet britannique ; pour la première fois, l'identité religieuse et nationale du peuple iranien réagissait à l'unanimité contre la malice des étrangers sur l'économie du pays.

On doit, bien sûr, nuancer l'emprise du chiisme sur la vie publique iranienne : importées d'Europe, les idées laïques ont fait quelque chemin dans le pays, gagnant le soutien d'industries modernes et fortement consolidées sous l'ancien régime. Le principal appui des ulémas chiites est encore le bazar, la classe traditionnelle des marchands, dont les habitudes sociales, les systèmes de groupement et d'entraide ainsi que les références culturelles sont rigides, orientés et centrés sur l'imam. Ces commerçants, jadis tout-puissants, ont résisté en s'adaptant tant bien que mal depuis un siècle à l'introduction de structures économiques modernes, plus efficaces, qui réduisent sans cesse leur champ d'action.

L'autre soutien du chiisme iranien est la jeunesse intellectuelle, celle qui, en raison du grand développement économique et démographique de l'Iran au cours des vingt dernières années, est entrée à l'université sans que ses forces vives aient été épuisées par la scolastique laïque de la culture d'élite traditionnelle ni par

l'occidentalisme de la haute bourgeoisie : armée des petits livres de Shari'ati, elle est allée, avec sa foi et sa ferveur, encadrer le petit peuple des mosquées.

Mais le chiisme ne se manifeste pas seulement par ces appétits de pouvoir. On a souvent dit, depuis les évé-

nements d'Iran, que la doctrine chiite avait des implications politiques originales : elle ne permet pas qu'un usurpe le pouvoir du Douzième Imam, le Mahdi, né en 899 et occulté (mais toujours vivant) depuis le jour de la mort de son père, en 944 ; c'est lui le véritable chef de la communauté.

Une originale doctrine du pouvoir

CONTRAIREMENT à la communauté sunnite, qui reconnaît l'autorité politique établie (le califat puis ses avatars modernes, monarchie ou république) mais ne lui confère pas, pour les choses de la religion, de très grands pouvoirs, le chiisme s'est développé dans une vision légitimiste du pouvoir et s'en réfère, en religion comme en politique, à l'autorité de l'imam descendant du Prophète par sa fille Fatima et Ali. Le fait que, pour les chiites, la révélation divine, close avec le Coran, se prolonge spirituellement par l'enseignement des imams, qui sont un avec le Prophète dans la « réalité mohammadienne », donne beaucoup d'importance au charisme du chef spirituel et politique. Ils en fournissent une description idéale, où se mêlent sans aucun doute les rêves des princes philosophes platoniciens. L'originalité doctrinale du chiisme est d'avoir ajouté aux trois fondements de la foi islamique (unicité divine, prophétie de Mohammad et résurrection) les deux principes de la justice de Dieu et de l'imamat. En effet, contrairement à certaines tendances du sunnisme (asharisme) qui insistent sur la volonté arbitraire de Dieu, le chiisme (d'accord avec les théologues mojtahedites) proclame que Dieu ne peut agir que dans la justice ; ceci implique une certaine rationalité de la création et, surtout, la liberté qu'a l'homme de choisir ses propres actes — sinon, en effet, Dieu punirait l'homme pour une déobéissance dont il n'aurait pas été responsable.

L'imamat est en quelque sorte la conséquence et l'application du principe de justice à la direction de l'humanité. Dieu, qui a créé les hommes, ne pouvait permettre qu'ils aillent à leur perte : c'est pourquoi il leur a envoyé les prophètes, dont Mohammad est le dernier, pour les guider sur le chemin de la justice et de la vérité. Mais, après la mort du dernier prophète, il était impossible que Dieu, dans sa sagesse, laissât les hommes à eux-mêmes, sans qu'il y ait, à toute époque, un garant spirituel, une preuve de la véracité de la Révélation, pour diriger la communauté : c'est l'imam (ou « guide »). Comme il joue un rôle fondamental dans le rapport entre Dieu et les hommes, l'imam ne peut pas (comme chez les sunnites) être choisi par les hommes faillibles, et livré aux vicissitudes de l'histoire (comme chez les seyydites). L'imam doit remplir certaines conditions : être parfaitement instruit (« *alim* ») des choses de l'islam, du *fiqh* (droit religieux) notamment ; être parfaitement juste (« *adil* ») et équitable ; être parfait, exempt de défaut (« *muhsan* »), c'est-à-dire faire partie de ce que Corbin appelle le « *Pièrre immaculée* » de la gnose chiite (les Quatre Trés-Furs : Mohammad, Fatima et les Imams, créés de toute éternité) ; être le plus parfait (« *ajal* ») de son temps, car on ne conçoit pas qu'un plus parfait obéisse à un moins parfait.

(Lire la suite page 10.)

دولت اسلامی

Déstabilisation des États et déchirements DANS LES PAYS DU GOLFE :

Par SELIM TURKIE

P OUR les rois et émir du Golfe, l'intervention soviétique en Afghanistan est venue couronner l'année la plus troublée qu'ils aient connue depuis trois décennies. Révolution iranienne, fragilité soviétique, imprévisibles réactions américaines, révoltes indiennes et pour finir, installation de l'armée rouge à quatre cents kilomètres de là : quel bilan, en effet ? Par ailleurs, depuis 1979, à la place des pays vulnérables au cœur d'un tourbillon contre lequel ils ne peuvent pas grand-chose. Tout se passe comme si les conflits accumulés sur la planète depuis la dernière guerre mondiale s'appressaient à rompre l'équilibre dans cette région désertique qui recèle près de la moitié des réserves de pétrole de l'humanité.

Un développement décisif simplifie souvent une situation en provoquant une cristallisation d'alliances et de stratégies. Si l'intervention soviétique en Afghanistan a suscité un tel phénomène au plan mondial, elle n'a pas eu le même effet dans la région du Golfe. Les monarchies et émirats pétroliers ont condamné l'occupation de l'Afghanistan, mais ils ne se trouvent guère en position d'aler plus loin que peuvent s'engager trop ouvertement sur Washington, comme le fait par exemple le président Sadate, parce que les États-Unis soutiennent Israël et patronnent les accords de Camp David. Ils ne peuvent pas davantage se lier entre eux, parce que les rivalités et les méfiances sont trop nombreuses autour de cette mer presque fermée. Alors, après avoir adopté quelques mesures préventives, ils font le dos rond et attendent que passe l'orage.

Mais la crise régionale n'est pas une mauvaise affaire pour tout le monde. À Dubaï, tous les saïrs, les dockers pakistanais ou indiens empaquetés de toile de jute sur le pont de boutures d'un autre âge. Bientôt partiront ces emballages de toile de jute, basses sur l'eau, et qui peuvent transporter plusieurs dizaines de tonnes de marchandises. La côte iranienne ne se trouve qu'à quelques kilomètres de la ville marchande des émirats. Les commerçants de Dubaï à qui appartiennent les cargaisons sont libanais, palestiniens ou jordaniens, associés à l'indivisible citoyen des émirats qui prête son nom. Tout ce petit monde se frotte les mains et prie pour que durent la menace de blocus et la désorganisation des circuits réguliers. Depuis le début de la crise, des hommes d'affaires iraniens débarquent à Dubaï, de l'argent liquide plein les poches, et achètent comptant tout ce qu'ils peuvent trouver. Ris, farine, mais aussi sévices ou pièces détachées, ils font main basse sur tout ce qui se vend et s'achète. Les commerçants de Koweït ou de Bahrein, bombardés de lettres par leurs homologues des émirats, participent au mouvement.

Tout le monde, évidemment, n'est pas aussi satisfait. « Je ne recommanderais pas à ma banque d'investir dans la région », nous a déclaré le grand commis d'une banque internationale. « Je ne puis le faire quand je constate que les nationaux de ces pays font ce qu'ils peuvent pour empêcher leur argent à l'étranger. Avant la crise, la Suisse était le principal refuge ; maintenant, les capitaux se dirigent vers la Grande-Bretagne, Panama, le Liechtenstein, Singapour... à peu près n'importe où ».

Deux cents kilomètres d'autoroute impeccable — mais traversée de temps en temps par des chameaux couler

de désert — conduisent de Dubaï à Abou-Dhabi, la capitale de l'État des Émirats arabes unis. Selon un diplomate occidental, c'est ici, et ici seulement, dans l'entourage de Cheikh Zayed, président de la Fédération, que l'on s'inquiète réellement de la tournure prise par les événements. À l'origine, pourtant, les États du Golfe avaient accueilli bien mieux qu'on ne l'imagine la chute du chah d'Iran. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ancien souverain n'était pas particulièrement aimé. À peine avait-il renoncé, en 1979, à revendiquer Bahrein, qu'il intervenait militairement, en 1971, pour occuper trois petites îles qui contrôlaient le détroit d'Ormuz et qui appartenaient à la Fédération des Émirats trahissant l'indépendance. Son pouvoir de « gendarme du Golfe » pouvait aussi bien s'exercer contre ceux qui menaçaient la stabilité de ses voisins que contre ces voisins eux-mêmes. Son implication n'aurait été qu'uniquement parce qu'il avait été mis en circulation des cartes portant la mention « Golfe Persique » au lieu de « Golfe Persique », l'aspect « prussien » de son armée, son caractère impérialiste, tout en lui déplaçant et inquiétant. Pour que le tableau soit complet, il ne faut pas oublier que c'est ici, justement, que finit le monde arabe, qui s'étend du Golfe à l'Océan, et que cette petite mer contestée la frontière entre le nationalisme arabe et le nationalisme persan.

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

que la restitution de ces îles.

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

que un bien que l'on avait tacitement concédé au chah. Bientôt, les appels au soulèvement des musulmans de Bahrein, lancés par l'ayatollah Khomeini (1), l'appel donné à l'agitation chiite au Koweït, et la réactivation de la base de Khomaneh, proche de la frontière irakienne (2), ont achevé de convaincre les dirigeants du Golfe que le chah n'était pas mort. La seule différence par rapport à la situation antérieure, c'est que le nationalisme s'exprimait non par la puissance des armes mais à travers l'influence spirituelle. De plus, alors qu'il était craint pour sa force militaire, le chah était craint pour sa force morale, en raison du chaos dans lequel le pays semblait sombrer.

La première réaction des dirigeants du Golfe a alors été de se servir les rangs. Au cours de l'année écoulée, cela s'est traduit par un véritable ballet de visites de courtoisie et de conférences. Le royaume saoudien s'est fait rassurant, invitant ses voisins à assister à ses exercices militaires et multipliant les déclarations pour que l'Arabie saoudienne face à l'Iran assumait collectivement leur défense. Le pays le plus exposé de la région, le Koweït, a signé une aide militaire octroyée par l'Arabie saoudienne. L'idée d'un pacte militaire liant les pays de la région, et excluant toute participation étrangère, n'a pas eu plus de succès, bien que le principe d'un regroupement plus formel ou même d'une « fédération inspirée du modèle américain » (3) ait été un moment envisagé. On s'est alors rabattu sur une série de discrets accords bilatéraux, tout en proclamant la volonté de coordonner les différents systèmes de défense. La rumeur publique, aussitôt démentie par les autorités, rapporte que deux mille hommes de troupe saoudiens seraient présents au sud de Bahrein, région désertique où l'on ne peut pénétrer que muni d'une autorisation spéciale.

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

cent mille à Qatâr, un million deux cent mille à Koweït, deux à sept millions en Arabie, mais sont les chiffres qui soulignent de prime abord cette fragilité. Il suffit, à Dubaï, Abou-Dhabi ou ailleurs, de s'éloigner de quelques dizaines de mètres des belles corniches bordées de tours ultra-modernes pour se retrouver en plein sous-continent indien. Sans transition, comme la barrière traditionnelle s'efface pour laisser place à des turbans parmi lesquels un spécialiste devrait distinguer la coiffe baloutche, l'iranienne, pakistanaise ou afghane. Soudain, des femmes dont le sari découvre le ventre remplacent les ombrelles plus ou moins croisées quelques instants plus tôt. Les rues ne sont pas asphaltées et de petites tables de bois posées dans la poussière réunissent des hommes à la peau brune autour de tasses de thé. Les effluves de cuisine épicée, les mélodies indiennes, rien ne manque pour parer le dépaysement.

On s'attend plus un seul mot d'arabe et les regards surpris, quelquefois hostiles, qui tombent sur le promeneur au teint plus pâle ou aux yeux plus bleus en disent long sur la ségrégation qui existe entre les matras arabes du pays et ce peuple d'immigrés importés pour être chargés de tous les travaux manuels. Les chiffres concernant la proportion exacte d'étrangers ne sont pas toujours disponibles, et pour cause : les services représentatifs ont pris de 80 % de la population des émirats, les deux tiers de celle de Qatâr et plus de la moitié de celle du Koweït. La rareté des nationaux est telle que même les troupes et les forces de police sont composées d'étrangers, baloutches à Bahrein, Omanais dans les émirats.

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

Protecteurs et étrangers

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

Prodigalité et nervosité

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

La chute du chah et l'accession de l'imam Khomeiny au pouvoir, le 1^{er} février 1979, ont donc été accueillis avec un certain soulagement. « Nous avons même été étonnés », nous a confié un haut fonctionnaire des Émirats, par le succès de la révolution et la déconquête du souverain. » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticomuniste de surcroît, pourrait se révéler bien meilleur voisin que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Émirats des trois petites îles occupées en 1971, le nouveau régime de Téhéran a fait valoir qu'il était inacceptable de réclamer à la République islam-

(Suite de la page 9)

De surcroît, ces premières conditions sont garanties et complètes par une condition en réalité essentielle : l'imam doit être désigné ou investiture (nass) de la part de Dieu par l'intermédiaire du Prophète ou de l'imam qui l'a précédé. Il est ainsi son autorité haut. Ainsi est-il infallible, et il relie la communauté humaine au monde invisible.

Nous sommes, en l'a vu, dans le temps du douzième imam : son absence, son « Occultation », pose un problème d'autorité qui n'a jamais été résolu définitivement dans le chiisme. En effet, il est le véritable chef (spirituel et politique) de la communauté, et toute autorité doit lui revenir. Cependant, en attendant la parousie, et en l'absence de toute communication directe ou indirecte avec l'imam, la communauté chiite a dû inventer des solutions théologiques originales. La première solution est le silence. C'est ainsi qu'Ali (premier imam), a accepté dans la résignation le califat d'Abu Bakr, Omar et Osman ; son propre califat, sur une contrainte, par la recherche de la justice, ne fut une réussite éphémère ni militiquement ni politiquement. Huseyn (troisième imam) avait accepté, avant de rompre le silence, le pacte établi entre son frère Hasan (deuxième imam) et le calife omeyyade, reconnaissant ainsi l'autorité de ce dernier dans les affaires politiques ; sa révolte au nom de la justice, répondant à l'appel des habitants de Kufa, fut tragiquement écrasée. Après lui, à partir de très court intermède (lui-même fondé sur un malentendu, et sans suite) du huitième imam Ali-Riza à la cour du sultan abbasside Mamun, les imams se sont tenus à l'écart de la cour et au pouvoir, refusant la tentation des seigneurs ou des sultans pour établir politiquement leur autorité. Le sixième imam repoussa toute tentative, prématurée

à son avis, qu'on lui offrait dans ce

Cette passivité apparente tient surtout du réalisme politique des communautés minoritaires et persécutées dont une des règles de conduite est, on l'a vu, la restriction mentale. La doctrine chiite, qui rejette le rôle de l'imam, ne s'est d'ailleurs véritablement formée qu'après la reconnaissance de l'Occultation du dernier imam, annulant donc de facto toute tentative de reconnaître les prétentions d'un quelconque chef légitime de la communauté. Ceci explique les réserves de principe du chiisme sur les affaires politiques.

De nos jours, cette solution est présente dans le sens étranger à la tradition islamique dominante, d'une « séparation de la religion et de l'État » : les conditions adverses obligent les croyants à se désintéresser de la forme politique, pourvu qu'elle soit la moins injuste possible, et à se concentrer sur les choses spirituelles (comme dans l'interprétation gnostique du chiisme par Henry Corbin). C'est ainsi qu'un philosophe chiite moderne a pu justifier ses sentiments monarchiques :

« L'aspect strictement politique du chiisme duodécimain est lié directement à la personnalité de l'imam. Le gouvernement parait être celui de l'imam et il sera réalisé avec le sens du Mahdi. Bien qu'invisible, celui-ci, en ce temps même, gouverne le monde, mais ne se manifeste pas ouvertement

à son avis, qu'on lui offrait dans ce

La deuxième solution chiite au problème de la direction de la communauté en l'absence de l'imam consiste à refuser le vide politique et religieux entraîné par l'Occultation. On s'en remettrait au « grand religieux » (l'imam, pl. « uléma » ; français : « oulémas ») ou au juriste religieux

dans la société humaine. En son absence, toute forme de gouvernement est nécessairement imparfaite, car les imperfections humaines se reflètent dans les institutions politiques. Les chiites, surtout en Perse, depuis l'époque Safavide et même avant, ont considéré la monarchie comme la forme de gouvernement la moins imparfaite, étant données les conditions de la vie humaine. Le gouvernement parait être celui de l'imam et il sera réalisé avec le sens du Mahdi. Bien qu'invisible, celui-ci, en ce temps même, gouverne le monde, mais ne se manifeste pas ouvertement

Encore aujourd'hui, après la révolution, nombreux sont les grands mojtaheds traditionnels, l'ayatollah Chariat Madari, rappelés aux milieux de la République islamique pour leur compétence en matière politique et religieuse, et en tout cas ne pas voir à la direction des affaires publiques ceux dont ils ne reconnaissent la compétence que dans le domaine spirituel. La religion, disent-ils, est une force de contrôle, contre les abus du pouvoir, et une protection des intérêts légitimes de la communauté. Sans être totalement coupée de la politique, elle ne doit pas être confondue avec elle.

à son avis, qu'on lui offrait dans ce

La plus qualifiée, c'est-à-dire la plus instruite, la plus expérimentée (l'imam, pl. « uléma » ; français : « oulémas ») ou au juriste religieux

place et au nom de l'imam, deux solutions étaient assurées : théologique et politique.

La fonction théologique principale des ulémas chiites est celle de l'« effort d'interprétation », *eftehad*, d'où le titre de *mojtahed* donné aux plus avancés d'entre eux : la justification de ce pouvoir exécutif dans le chiisme ne date que du XIV^e siècle, et n'a cessé de se renforcer depuis, au détriment d'une autre école qui, minimisant la marge licite d'interprétation laissée aux théologiens, s'en tient au Coran et aux saintes traditions (*hadith*). Ainsi, la plupart des chiites aujourd'hui prescrivent aux simples fidèles l'imitation d'un « modèle en religion » (*marja' al-taqid*) choisi comme le plus savant des mojtaheds vivants. On utilise à cette fin le « traité pratique » composé par le mojtahed pour guider ses imitateurs et donner les solutions juridiques aux problèmes de la vie quotidienne (6).

Dans le domaine politique, le pouvoir donné nominativement aux mojtaheds est immense à partir du moment où le souverain reconnaît le chiisme comme religion officielle et accepte de donner à ses docteurs la prééminence au moins théorique. Ainsi, cas extrême, le roi safavide Tahmasp I (1524-1576) appela le théologien Mohaque Karaki, Ardebil (mort en 1534) « Secrétaire des mojtaheds » et « lieutenant (nabab) de l'imam » : lui, mojtahed, était le réel souverain, le chah n'étant que son secrétaire ; il ordonnait qu'on mette avec lui dans son lincoln le diplôme de gouvernement (*fiqh*) qu'il avait reçu de son mojtahed, afin que son règne soit reconnu légitime au Jugement dernier. Plus tard, sous Shah Abbas I, Chardin rapporte les disputes théologiques sur le point de savoir si le pouvoir du douzième imam devait revenir pendant l'Occultation à un « uléma » (ce qui prétendait être le Safavide) ou à un mojtahed. Sous les Kadjars, le pouvoir des mojtaheds devint si grand qu'ils purent, au nom

du douzième imam, tenir tête au sultan (comme Mirza Shihab dans l'affaire des tabacs en 1831). Néanmoins, le pouvoir royal restait lui aussi, délégué de celui de l'imam caché, et le chah conservait le titre islamique traditionnel de *Zahid* (« ombre de Dieu sur la terre »). Lorsque, en 1907, l'Iran fut doté d'une Constitution, le Parlement tira encore sa légitimité du nom de l'imam du Temps (Supplément art. 3), et la légalité de ses actes fut (théoriquement) contrôlée par un aéropage de cinq mojtaheds chargés d'appliquer le loi religieuse placée au-dessus de la souveraineté populaire.

Une troisième solution apportée par les chiites à l'absence de l'imam comme souverain absolu semble être en faveur depuis une dizaine d'années dans les milieux musulmans iraniens politiquement engagés. Tout en maintenant la focalisation eschatologique de la doctrine traditionnelle sur les douze imams, et notamment sur le douzième, des penseurs chiites modernes ont, en effet, mis l'accent sur le sens profond de l'imamat comme « leadership » spirituel et politique, et sur sa raison d'être (évoquée plus haut) : l'actualisation du principe de justice. Pour eux, la fonction de législateur et de guide de l'imam ne s'évanouit pas avec l'Occultation car, pour la communauté, la nécessité de se défendre contre l'erreur et la tyrannie est la même, avant comme après, et la

(5) S.H. Nasr, *Islam, perspectives et réalités*, traduction par F. Crin, Buchet-Lasserre, Paris, 1972, pages 204 à 212. (6) Le traité de l'ayatollah Borujerdi, *Usul al-fiqh* (« L'Explication des problèmes »), a été écrit avec certaines modifications apportées par l'ayatollah Khomeini, qui n'est dans ce livre qu'un lecteur, contrairement à ce qu'une traduction française récente, scandalisamment triviale, a cherché à faire croire : Principes politiques, philosophiques, sociales et religieuses de l'ayatollah Khomeini, traduction par M. Khatami, Editions Libres-Hallier, Paris, 1978.

الامام

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Éducation. Prochaine parution le 1^{er} février 1988. Renseignements MULTIMEDIA, 277-82-00.

POUR UN RENOUVELLEMENT DU DROIT INTERNATIONAL

Pillage du tiers-monde et crimes d'État

Pour avoir émis que très modestement alors que des problèmes nouveaux surgissent sans cesse des nombreuses nations qui se produisent dans l'ordre économique et politique, le droit international est de moins en moins adapté aux réalités contemporaines. Ainsi, les efforts tendant à mettre au point un « code de bonne conduite » reconnaissent explicitement les graves lacunes du droit international en ce qui concerne l'activité des firmes multinationales. Dans le même ordre d'idées, l'enrichissement sans cause, sanctionné par le droit interne dans tous les pays civilisés, échappe à toute norme internationalement reconnue, ce qui n'est pas sans effet désastreux sur les relations économiques entre pays riches et pays pauvres. Pour prendre un autre exemple, la communauté internationale reste impuissante devant le terrorisme pratiqué à grande échelle par les États

policiers, alors que les États qui la composent ne prennent pas de réprimer sévèrement les actes terroristes commis par certains individus ou groupes.

Le droit international ne pourrait que sombrer dans un grand discrédit si de tels déphasages devaient s'aggraver ou se perpétuer. Il est vrai qu'une mise à jour souève de nombreuses difficultés, mais, à les esquisser, on aboutirait inévitablement à accentuer la tendance à recourir à la force pour régler les différends entre États. Or ces difficultés peuvent être surmontées à partir des normes acceptées par les nations « civilisées ».

C'est une telle recherche que présente ici, en s'appuyant sur des bases précises, le professeur José Echeverría. Il fonde une bonne partie de son argumentation sur l'insupportable contradiction entre droit interne

et droit international, contradiction déjà évoquée dans ces colonnes à propos des droits de l'homme (voir « Les limites du double langage », le Monde diplomatique, mai 1978). Il aborde aussi les problèmes posés par le passage de la dictature à la démocratie, auxquels Armando Uribe a consacré un important article (voir le Monde diplomatique, octobre 1979), et les responsabilités de la communauté internationale à l'égard des dictateurs (voir l'article de professeur Richard Falk, « Le tribunal de l'ONU pour juger les tyrans déchu », le Monde diplomatique, janvier 1980).

Poussant plus loin la réflexion, le professeur José Echeverría présente un ensemble de propositions dont l'acceptation ferait, au bout de compte, toute la différence entre l'équité et force brute, entre civilisation et barbarie, entre paix acceptable et guerre inévitable.

Par JOSE ECHEVERRIA *

International, en invoquant les principes juridiques mentionnés dans les paragraphes suivants.

et en général ceux du tiers-monde, peuvent lutter pour créer un nouvel ordre juridique international, comme structure institutionnelle d'un nouvel ordre économique

I. — Réparation des dommages imputables à la faute d'autrui.

Un principe général de droit déclare que celui qui cause un dommage à autrui est tenu de le réparer, soit en nature, soit en équivalent (1). Il s'agit d'un principe de droit commun, qui est aussi un principe de droit international. Le dommage ou préjudice peut être constitué soit par une perte effective, *damnum emergens*, soit par la non-réception d'un avantage qu'il était légitime et normal d'espérer, *lucrum cessans*. Ces dommages peuvent consister non seulement en une perte pécuniaire mais aussi en un dommage moral.

Le principe du tiers-monde est que les dommages sont victimes de la part des compagnies transnationales, appuyées par l'État dans lequel elles ont leur siège principal ou dont elles sont créatrices, prend plusieurs aspects : exploitation abusive de ressources,

renouvelables ou non ; termes inégaux du commerce international ; transferts illicites de technologie, qui recouvrent l'ouverture d'un marché très lucratif de pièces de rechange et de quelques autres éléments ; fuite des cerveaux, etc. Une instance internationale appropriée pourrait être instituée pour établir lorsque celle-ci est possible, la faute imputable à autrui qui provoque des dommages, le montant de la réparation due et la façon de la payer ou de la compenser.

Le *lucrum cessans* serait ici généralement le développement normal qu'il était légitime de recevoir par son propre peuple. Or celui-ci est généralement ou pendant longtemps incapable de mettre fin à son gouvernement, étant donné les forces dont il est pourvu ou qui appuient le régime tyrannique et la terreur dont souffre la population, précisément du fait que les droits de l'homme sont violés systématiquement dans le territoire.

Pour aborder ce problème, il faut tout d'abord comprendre que le terme « souveraineté » a des sens différents selon qu'il s'agit du droit

national ou du droit international. Dans la plupart des Constitutions politiques, il est dit que la « souveraineté appartient au peuple ou à la nation. Mais, dès que nous passons au droit international, les textes mentionnent la souveraineté des États sans référence au peuple.

V. — La souveraineté du peuple.

Sur ce point, le droit international consacre une survivance archaïque : la « souveraineté du prince », comme si les révolutions libérales n'avaient pas eu lieu. La solution consisterait donc à réformer ici aussi le droit international afin de l'accorder à l'évolution des droits nationaux. On pourrait alors conclure que les États ne sont souverains devant la communauté internationale que dans la mesure où leurs organes représentent la souveraineté du peuple reconnue dans le droit national. La coupure entre ces deux domaines de l'ordre juridique mondial cesserait ainsi d'exister.

Il est habituel de dire que, dans les successions irrégulières des organes supérieurs des États, le nouveau pouvoir est tenu pour légitime et internationallement reconnu comme tel dans la mesure où les normes juridiques qu'il édicte sont effectives, c'est-à-dire obéies par la grande majorité de la population.

Or ce principe, dit d'effectivité, ne saurait se appliquer avec la norme internationale donnée aux droits de l'homme que si l'on ajoute cette réserve : le nouveau pouvoir sera considéré légitime, parce qu'effectif, à condition que

les normes qu'il édicte soient obéies volontairement (12), c'est-à-dire en l'absence de cette coercition que constitue la violation systématique et généralisée des droits de l'homme par le régime instauré irrégulièrement.

La conclusion de ce paragraphe rejoint celle du précédent dans la mesure où la souveraineté du peuple n'est pas conçue comme la simple faculté d'élire les organes exécutifs ou législatifs de l'État, mais plutôt comme l'ensemble des droits de l'homme, civils et politiques, économiques, sociaux et culturels.

VII. — La mauvaise foi de l'État.

Dans le droit national, il est souvent difficile d'accepter que l'État, en tant qu'il est le centre même de l'ordre juridique, puisse être déclaré de mauvaise foi. Cette mauvaise foi sera donc plutôt imputée aux individus qui exercent des fonctions étatiques. Il en va tout autrement en droit international où les États ne sont pas considérés comme des sujets

d'un ordre juridique supérieur, formant entre eux une communauté. Ainsi, un État serait de mauvaise foi, c'est-à-dire en contradiction avec soi-même, s'il se refusait à appliquer, dans sa conduite envers les autres États ou envers la communauté internationale en général, les principes fondamentaux de son ordre juridique interne.

VIII. — Les sujets du droit international.

Les États sont les sujets traditionnels du droit international en vigueur jusqu'au renouvellement actuel. Par exemple, il n'était pas accepté que dans des cas tout à fait exceptionnels des individus, comme les pirates, soient considérés comme des sujets du droit international. Or un réel progrès du droit international n'est possible qu'à condition d'admettre que les individus, aussi bien que les peuples liés par les gouvernements dictatoriaux, puissent avoir recours aux instances internationales. Le respect effectif des droits de l'homme est à ce prix.

En outre, il est nécessaire de préciser les éléments susceptibles d'unir les États dans des puissances

IX. — Voies pour un renouvellement.

Le maximum de tentatives devraient être faites pour obtenir une solution pacifique, fondée sur le droit, des conflits qui opposent aujourd'hui les pays du tiers-monde aux pays industrialisés. Toutes les instances de l'ONU devraient être utilisées ; d'autres, nouvelles, innovatrices, pourraient être instituées, si possible par consensus.

L'Assemblée générale des Nations

unies est sans doute le lieu le plus favorable pour dégager ce consensus. Une déclaration ou même une résolution de cette Assemblée peut avoir une force morale telle que le manque de force obligatoire établi par les textes soit peu à peu dépassé.

C'est un champ où l'action des pays non alignés, comme auparavant des pays du tiers-monde, peut s'exercer de façon privilégiée.

L'enrichissement sans cause a été admis comme valable en droit international. Sur la déclaration d'Alger, voir l'article d'Armando Uribe : « L'État et le droit de peuples », dans le Monde diplomatique de septembre 1976.

(11) Voir à ce sujet le rapport du secrétaire général des Nations unies sur le droit au développement contenu dans le rapport de l'Assemblée générale des Nations unies, 1976, pp. 63 et 112 sq.

(12) Cf. Report, op. cit., pp. 61-62.

(13) Cf. Report, op. cit., pp. 61-62.

(14) Cf. le rapport R/ON.4/1294 cité supra, paragraphes 130 à 131.

L'ARTICLE 38 du statut de la Cour internationale de justice, qui fonctionne dans le cadre des Nations unies, en conformité avec l'article 92 de la charte, mentionne comme sources du droit international : a) les conventions internationales, soit générales, soit spéciales ; b) la coutume internationale ; c) les principes généraux des droits reconnus par les nations civilisées ; d) les décisions judiciaires et la doctrine des auteurs les plus qualifiés des différents systèmes.

Si nous laissons de côté ce qui est exprimé au paragraphe d) de cet article et qui n'est considéré que comme un moyen auxiliaire de détermination des règles de droit, il reste trois sources principales : traités, coutumes et principes généraux du droit. La question se pose de savoir si l'ordre de cette énumération implique un ordre de priorités, les principes généraux devant céder le pas aux coutumes et celles-ci aux traités. L'opinion des auteurs est contraire à une telle interprétation (3), et leur avis est d'autant mieux fondé que le respect dû aux conventions internationales ressort d'un principe général, celui qui est exprimé par la maxime *pacta sunt servanda*. Il est donc possible d'invoquer un de ces principes contre une coutume ainsi que pour déterminer la validité d'un traité.

Il est toutefois surprenant de voir à quel point les principes généraux du droit sont négligés dans la pratique du droit international au sein des tribunaux internationaux et des tribunaux nationaux. Le Code de Sept Perles d'Alger (1976) de Claude Julien, Cujas, Domat (6), ont exprimé aussi. Quelques codes, ne faisant pas consacrer expressément comme principe général de droit (c'est le cas du code civil français et de ceux qui s'en sont inspirés), en ont fait de si nombreuses applications qu'il a été facile à la jurisprudence de le reconnaître comme une portée générale (7). Dans les pays au droit non codifié, comme l'Angleterre et les États-Unis, une jurisprudence ancienne et constante reconnaît l'existence d'une portée générale (8). Nul doute donc qu'il s'agisse bien ici d'un principe général du droit reconnu par toutes les nations civilisées.

L'importance de ce principe réside dans le fait qu'il permet d'obtenir réparation lorsque le dommage n'est pas imputable à la faute d'autrui ou lorsque l'auteur du délit ou quasi-délit est

II. — Réparation fondée sur l'enrichissement sans cause.

Le principe qui déclare contraire à l'équité l'enrichissement obtenu aux dépens d'autrui a été exprimé par Pomponius au deuxième siècle de notre ère (4). Ce juriste n'a fait que résumer en quelques mots une très ancienne tradition pré-romaine. Les glossateurs, les post-glossateurs, le Code des Sept Perles d'Alger (1976) de Claude Julien, Cujas, Domat (6), ont exprimé aussi. Quelques codes, ne faisant pas consacrer expressément comme principe général de droit (c'est le cas du code civil français et de ceux qui s'en sont inspirés), en ont fait de si nombreuses applications qu'il a été facile à la jurisprudence de le reconnaître comme une portée générale (7). Dans les pays au droit non codifié, comme l'Angleterre et les États-Unis, une jurisprudence ancienne et constante reconnaît l'existence d'une portée générale (8). Nul doute donc qu'il s'agisse bien ici d'un principe général du droit reconnu par toutes les nations civilisées.

L'importance de ce principe réside dans le fait qu'il permet d'obtenir réparation lorsque le dommage n'est pas imputable à la faute d'autrui ou lorsque l'auteur du délit ou quasi-délit est

III. — L'extinction des dettes par compensation.

C'est un principe général du droit que, lorsqu'un débiteur est à son tour créancier de son créancier, il y a extinction des dettes en question jusqu'à concurrence du montant de la plus petite des deux (12). Les pays du tiers-monde étant fort endettés envers les pays industrialisés et les banques liées aux compagnies qui les exploitent, il n'est pas impossible de penser que

quelques-uns de leurs dettes pourraient être compensées si une créance de leur créancier contre leurs créanciers à titre de droit à réparation selon l'un ou l'autre des principes invoqués dans les deux paragraphes précédents.

La création d'une Chambre mondiale de compensation (*World Clearing House*) pourrait être envisagée.

IV. — Châtiment des coupables de crimes contre l'humanité ou d'autres crimes internationaux.

Les dictateurs, les despotes et leurs auxiliaires, après avoir assassiné et torturé, après avoir privé leurs peuples de santé et d'éducation, bref après avoir violé systématiquement les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels des hommes qui ont été le malheur d'être soumis à leur pouvoir illégitime et arbitraire, trouvent généralement asile dans un autre pays où la justice du leur ne peut les atteindre. Ils y jouissent d'une sorte de retraite bien pourvue par l'enrichissement illégitime qu'ils ont obtenu aux dépens de leurs peuples.

Ce dévouement infâme des dictateurs doit cesser. Il est nécessaire d'instituer une juridiction internationale compétente pour

juger ces criminels, permettant de demander l'extradition des coupables si cela est nécessaire pour les faire comparaître, et qui puisse les condamner et leur faire appliquer les peines qu'ils méritent.

Les procès de Nuremberg et de Tokyo constituent, à cet égard, les plus importants précédents. La Déclaration universelle des droits de l'homme et les pactes qui en sont le complément contiennent un droit positif explicite qui vient

* Ancien professeur de philosophie du droit à l'université catholique du Chili et à l'université de Chile, l'auteur remercie la Fondation internationale pour un développement (IFPAD), dont un subside lui a permis de faire, pendant un an, des recherches à la bibliothèque de l'ONU, à Genève.

la célèbre décision de la Cour de cassation française du 15 juin 1928 (*Recueil Dalloz*, 96, 1, 303 ; *Recueil Sirey*, 96, 1, 321).

(3) Voir l'Angleterre, c'est la décision de 1760 de Lord Mansfield, dans le cas *Hoson v. Macfarlane*, qui consistait à reconnaître l'existence du plus ancien ; pour les États-Unis, voir le *Restatement of Restitution of American Law*, la *Restitution*, *Washington D.C.*, 1936, et en général John F. Dawson, *Unjust Enrichment, A Comparative Analysis*, Little, Brown, and Co., Boston, 1955.

(4) La théorie de l'imprévision

consistait à dire que les nullités des contrats n'étaient pas acceptées en général par la jurisprudence française (cf. *Supplément juridique Dalloz*, Réper-

Other Papers, Oxford, Clarendon Press, 1954, Ch. 2, « Sources : Vision of a World Community », pp. 358 sq. et les auteurs qu'il y mentionne.

(2) Cf. Report, op. cit., pp. 60 sq. ; voir l'article 1382 du code civil français ; l'article 813 du code civil allemand ; l'article 41 du code fédéral suisse des obligations, etc.

(3) *Diprete*, livre I, titre XVII, régle 206.

(4) *Septième partie*, titre XXXIV, régle 17.

(5) Cujas, « *Tractatus ad Africanum* », II, pp. 120-122, in *Opera Omnia*, Niphe, 1756 ; Domat, *Lois civiles*, I, livre II, titre VII, paragraphe 1 (1770).

(6) Il est pertinent d'invoquer ici

(1) Voir, par exemple, Georges Ripert, « Les règles de droit civil applicables aux rapports internationaux (contribution à l'étude des principes généraux du droit vus au Staut de la Cour permanente de justice internationale) », *Revue des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 1933, II, p. 372.

(2) Cf. Victoria : « L'univers entier qui est, en quelque manière, une seule communauté politique, possède le pouvoir de porter des jugements et d'appliquer à tous, comme sont les règles du droit des gens » (De potestate civile, II) ; Cf. aussi De India, III, 4. Voir aussi à ce propos le livre de James Leslie Bracey, *The Basis of Obligations in International Law* and

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

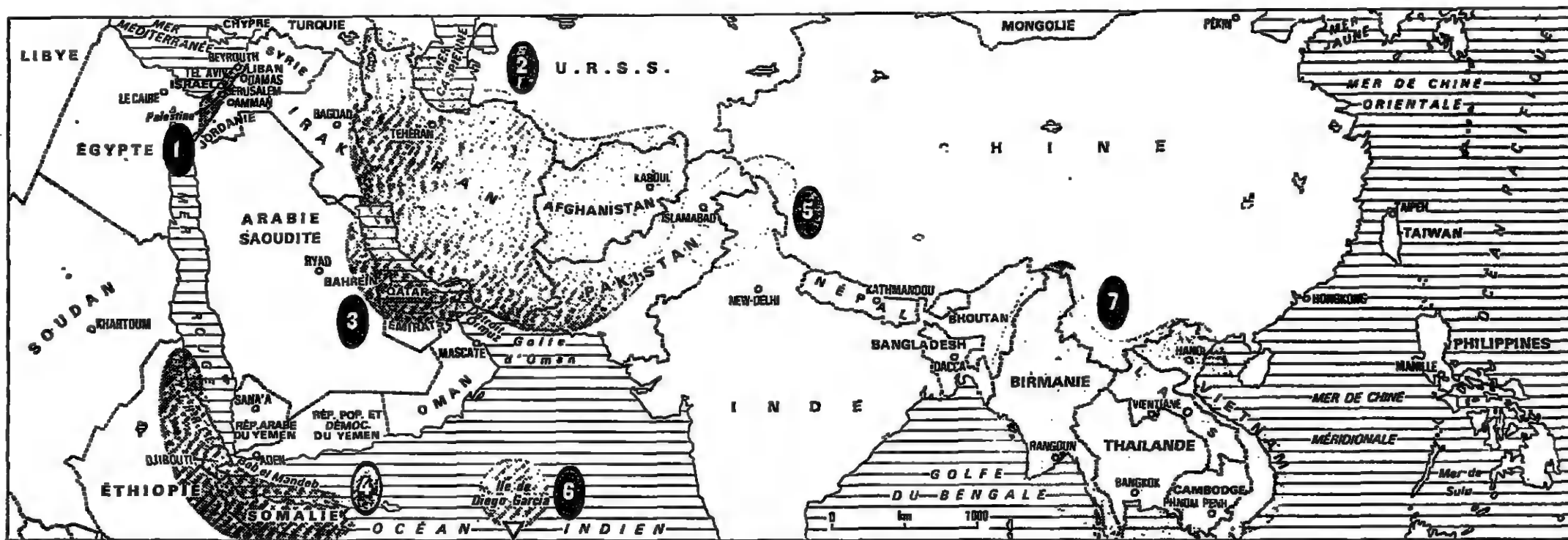
de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

de la Cour internationale de justice

Un vaste secteur névralgique pour le monde industrialisé



L'ENCHEVÊTREMENT DES CONFLITS ET LE JEU DES TROIS GRANDS

1

ISRAËL, PALESTINE

Un dangereux enlisement

PRES d'un an après la signature, le 26 mars 1979, du traité israélo-égyptien, le bilan reste contradictoire. L'unité inattendue du front arabe opposé à cet accord s'est en effet révélée à la fois insuffisante pour bloquer le processus de Camp David et assez puissante pour lui interdire, jusque-là, d'aboutir à une vraie paix séparée. Alors que les négociations butent sur le problème de l'autonomie, la question palestinienne demeure au cœur du conflit. En outre, le déplacement du centre de gravité de la crise régionale vers le Golfe, l'Irak et l'Afghanistan provoque, en retour, une réévaluation des relations entre les Etats-Unis et chacune des parties concernées.

Jusqu'à la fin de l'année 1977, le Proche-Orient s'orientait, en dépit du tirage égyptien et de l'intransigence israélienne, vers un règlement global patronné par les deux grandes puissances. Les pays arabes « de la confrontation » ainsi que l'O.L.P. admettent, à des nuances près, le principe d'un règlement pacifique. Depuis que leur relative victoire de 1973 a levé

l'humiliation de 1967, ils envisagent sans complexe la grande négociation. Dans cette perspective, la Syrie basiste a pris le risque de combattre les Palestiniens au Liban afin de pouvoir parler en leur nom, et le président Carter, fraîchement élu, a préparé le terrain, au vi^e mécontentement israélien, en plaçant pour une « patrie » (homeland) palestinienne et en évoquant, dans un communiqué commun qui réintroduit Moscou dans le jeu diplomatique, la validité des droits du peuple palestinien. Mais le président Sadate, hostile au parrainage soviétique, pressant le blocage israélien et fondant toute sa stratégie sur la carte américaine, se détache de ses alliés et décide de faire cavalier seul.

Le pari de Camp David se fonde sur une possible « neutralité » compréhensive de l'Arabie Saoudite et du camp arabe « modéré » qu'elle inspire. Une telle attitude aurait rendu impuissant le Front de la fermeté — qui regroupe la Syrie, l'Irak, l'O.L.P., la Libye, l'Algérie et le Yémen du Sud, — ébranlé le monopole

de la représentation palestinienne détenu par l'O.L.P. et poussé le roi de Jordanie à s'associer plus ou moins directement au processus de paix.

Au lieu de cela, les « durs » et les « modérés » du monde arabe réussissent, au sommet de Bagdad, en novembre 1978, à trouver un dénominateur commun contre la politique égyptienne. L'Irak, pays hôte de la réunion, connu pour son intransigence, opère une volte-face qui le conduit à se rapprocher de l'Arabie conservatrice et à reconnaître implicitement, pour la première fois, les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Les « modérés » parviennent, d'autre part, à tempérer la condamnation de l'Egypte dans l'espoir de favoriser un retour du président Sadate au bercail de la solidarité arabe. Dans ces conditions, le roi Hussein aurait été bien malhabile de se compromettre en participant à l'entreprise américano-israélo-égyptienne.

Le caractère complexe de cette unité du monde arabe ne l'a pas empêché de traverser, sans se rompre, une année particulièrement troublée : tentative de coup d'Etat à Bagdad imputée à Damas, troubles confessionnels en Syrie, appréciations divergentes de la révolution islamique, déstabilisation saoudienne, mise en demeure libanaise au sommet de Tunis (novembre 1979), crise palestino-doyenne. Fin 1979, le sultan Kabous d'Oman est le seul chef d'Etat arabe à soutenir l'initiative du président Sadate. Cependant, même s'il est mis au ban du monde arabe et alors que s'enlèvent ses négociations avec M. Begin, le président égyptien persévère. L'échange d'ambassadeurs entre les deux pays est toujours prévu pour février 1980.

Entre-temps, les crises de la région du Golfe et l'intervention soviétique en Afghanistan ont venues bouleverser les

données du problème. Au moment où la domination occidentale se trouve menacée, il n'est pas indifférent aux Etats-Unis d'avoir pour alliés Israël et l'Egypte, qui disposent des deux armées les plus puissantes du Proche-Orient. Les divergences américaines avec M. Begin ont soudain perdu de leur acuité puisque l'attitude israélienne, fondamentalement favorable à Washington, ne peut être remise en cause par un changement de gouvernement. Quant au président Sadate, il s'est lancé à corps perdu dans une course effrénée pour tenter d'être plus pro-américain que son rival israélien. Il a offert d'accueillir le chah d'Iran et proposé aux Etats-Unis des facilités portuaires et même l'installation de bases militaires. L'arrivée en Egypte de radicaux géants américains destinés à la surveillance du Golfe illustre déjà concrètement cette ouverture tous azimuts.

Par contre, les crises d'Iran et d'Afghanistan ont placé le reste du monde arabe dans un dilemme sans issue. La période troublée devrait, en bonne logique, pousser chaque pays à choisir son camp. Or les monarchies pétrolières — qui, en dépit de leurs critiques, se trouvent évidemment dans le mouvement occidental — ne peuvent s'aligner sur Washington, justement en raison de leur opposition aux accords de Camp David. N'ayant rien à gagner d'un changement de camp, le Yémen du Sud, la Syrie et l'O.L.P. restent, quant à eux, liés à l'U.R.S.S. Craignant Moscou, critiquant Washington et soupçonnant après une Europe apparemment impuissante à répondre à leurs appels, les « modérés » du Proche-Orient arabe se retrouvent sans allégeance bien stable, alors que l'enlisement du conflit israélo-arabe, la montée de l'intégrisme et l'instabilité régionale font peser sur eux les plus graves menaces.

S. T.

2

IRAN AFGHANISTAN

Force explosive des nationalismes

BIEN que les deux phénomènes, ne soient pas rigoureusement comparables, il existe une parenté certaine entre le renversement du chah d'Iran par le mouvement islamique et la déstabilisation du régime communiste afghan par les rébellions de tribus. A grands traits, Moscou et Washington se trouvent en position contradictoire selon qu'il s'agit de Kaboul ou de Téhéran, et leur attitude n'est pas plus confortable en ce qui concerne le Pakistan. Or les trois pays ont des populations hétérogènes, à cheval sur les frontières. Les articles d'Alexandre Dantassac et M. Levent sur l'Afghanistan (pages 8 et 7) et de Ahmad Faruqui sur l'Iran (pages 8 et 9) exposent fort clairement l'imbriication des particularismes nationalistes et des courants politiques qui, à tout moment, peuvent provoquer des réactions en chaîne.

Les deux superpuissances ont cru pouvoir traiter avec les pouvoirs en place, en comptant sur eux pour maîtriser des populations dont les aspirations, si légitimes soient-elles, les préoccupent assez peu. Leurs difficultés surgissent pourtant de ces courants populistes qu'ils croyaient pouvoir négliger.

3

INDE, PAKISTAN

Alliances instables et sous-développement

A la fin de l'année 1979, le monde indien et pakistanais se trouve dans une situation de grande instabilité. L'Inde, qui a connu une décennie de croissance remarquable, se trouve confrontée à une crise économique profonde. Le Pakistan, quant à lui, est en proie à une instabilité politique et à une dégradation de sa situation économique. Les tensions entre les deux pays restent élevées, et les alliances internationales sont fragiles. La situation dans la région du Golfe et le Proche-Orient ont également un impact significatif sur les relations entre l'Inde et le Pakistan.

4

OCEAN INDIEN

Une zone prioritaire d'affrontements

La zone de l'Océan Indien est devenue une zone prioritaire d'affrontements entre les grandes puissances. Les intérêts géopolitiques et économiques sont en jeu, et les tensions sont élevées. La situation dans la région du Golfe et le Proche-Orient ont un impact direct sur la stabilité de cette zone.

3

GOLFE, DÉTROIT D'ORMUZ

Une nouvelle « doctrine » américaine ?

LES soubresauts qui ont ébranlé, en l'espace d'une seule année, l'équilibre du Golfe sont d'autant plus graves que 40 % de la consommation de pétrole des pays non communistes transitent par le détroit d'Ormuz. La révolution iranienne, la déstabilisation saoudienne et les positions nouvelles occupées par l'Armée rouge en Afghanistan sont autant de coups portés au dispositif de sécurité mis en place par les puissances occidentales pour conserver le contrôle de l'accès aux champs pétroliers. C'est donc vers une nouvelle doctrine stratégique que semblent s'orienter les Etats-Unis.

De 1971 à 1979, le système de sécurité de la région est fondé sur deux piliers : l'Iran du chah, à qui échoit le rôle de « gendarme du Golfe », et l'Arabie Saoudite, qui prend sous son aile les émirats pétroliers et dont les structures, fondées sur un islam conservateur, paraissent offrir un gage de stabilité anticomuniste.

La « guerre du pétrole » de 1973-1974, qui aboutit au quadruplement du prix de l'or noir, amène, au profit des pays producteurs, les termes de l'échange et marque l'émergence de nouvelles puissances financières. Mais elle ne modifie pas les données de base du système de sécurité. A l'heure où les Etats-Unis se dégagent, non sans tracas, du boudoir vietnamien, l'Iran fait plus que jamais figure de puissance-relais chargée d'imposer l'ordre dans une région vitale pour l'Occident.

L'année 1979 a, par étapes, sonné le glas de ce système. La puissance militaire du chah n'a pu empêcher sa chute ; le glacie islamique de l'Arabie n'a pas interdit l'agitation intégriste. L'ancien empire des Pahlavi est soudainement devenu le principal foyer d'instabilité de la région. Après s'être réjoui de la disparition d'un chah qui leur semblait bien arrogant, les Etats du Golfe ont réalisé

que la subversion et la contagion islamique, de même que la « mauvaise example » du chaos iranien, représentaient pour eux des dangers plus graves encore. La très faible densité démographique, la proportion d'étrangers — qui représentent, dans la plupart des pays du Golfe, plus de la moitié de la population, — l'importance des communautés chiites — près de 80 % à Bahreïn et 30 % au Koweït, — autant d'éléments qui soulignent la fragilité structurelle de ces poussières d'Etats.

De surcroît, les différents sujets de discordes entre nationalisme persan et nationalisme arabe ne se sont pas évanouis avec le triomphe de la révolution islamique : les petites fies qui verrouillent le détroit d'Ormuz — Abou-Moussa, Petite et Grande Tumb, — investies par l'armée du chah en 1971, ne seront pas restituées à l'Etat des Emirats arabes unis auquel elles appartiennent ; les revendications iraniennes sur Bahreïn, pourtant abandonnées par l'ex-chah en 1970, font de nouveau parler d'elles en 1979 ; l'accord irano-iranien sur la région frontalière de Chah-E-Arab, conclu en 1975 et dont Bagdad souhaitait la révision, ne sera pas rediscuté.

A CES multiples facteurs d'instabilité se joignent les tensions que fait naître la politique pétrolière des différents Etats producteurs. Le rattachement de l'or noir, que l'Arabie a fait de son mieux pour limiter et contrôler, est désormais inéluctable. Mais à cette évolution, prévisible compte tenu de l'inflation mondiale, s'ajoute une méfiance croissante à l'égard du dollar comme moyen de paie-

ment et surtout une volonté chaque jour plus clairement affirmée de limiter les quantités de pétrole extraites.

Pour couronner les appréhensions occidentales, la menace constituée par la trinité soviétique autour de la région pétrolière s'est précisée dans les derniers jours de 1979. Présents en Ethiopie, ayant signé, en octobre 1979, un « accord d'amitié » avec le Yémen du Sud, les Soviétiques ne sont plus, depuis la frontière afghane, qu'à près de 400 kilomètres du détroit d'Ormuz. Même le Yémen du Nord, qui était censé servir de tampon entre Aden et l'Arabie, vient de recevoir une importante aide militaire de la part de Moscou.

Les Etats-Unis ont finalement mis à profit la crise iranienne pour s'engager dans un cours nouveau. La doctrine d'aujourd'hui consisterait à ne plus faire confiance à des puissances-réels, mais à assurer soi-même, grâce à la combinaison de sa propre puissance militaire et économique, l'ordre menacé. Les mouvements

de la flotte américaine dans le golfe d'Oman, la formation d'une force rapide d'intervention de cent dix mille hommes et la recherche de nouvelles bases militaires au Kenya, en Somalie, en Egypte ou à Oman, constituent le volet militaire de cette politique. La « gel » des avoirs de cette politique. Les banques américaines dans les banques américaines — qui ne se fonde sur aucune justification économique, mais sur des mobiles strictement politiques — illustre, sur un autre plan, cette même stratégie. La suprématie financière — mais aussi alimentaire et technologique — des Etats-Unis est telle qu'il n'est pas possible à un pays de sortir à son gré du système. La politique de Washington à l'égard de l'Iran vise à illustrer ce principe. Avec une Chine absente de la région depuis son éviction du Yémen du Sud et une Europe incapable d'offrir une autre voie, les pays du Golfe sont, pour l'instant, obligés d'accepter, bon gré mal gré, une domination américaine plus avouée.

S. T.

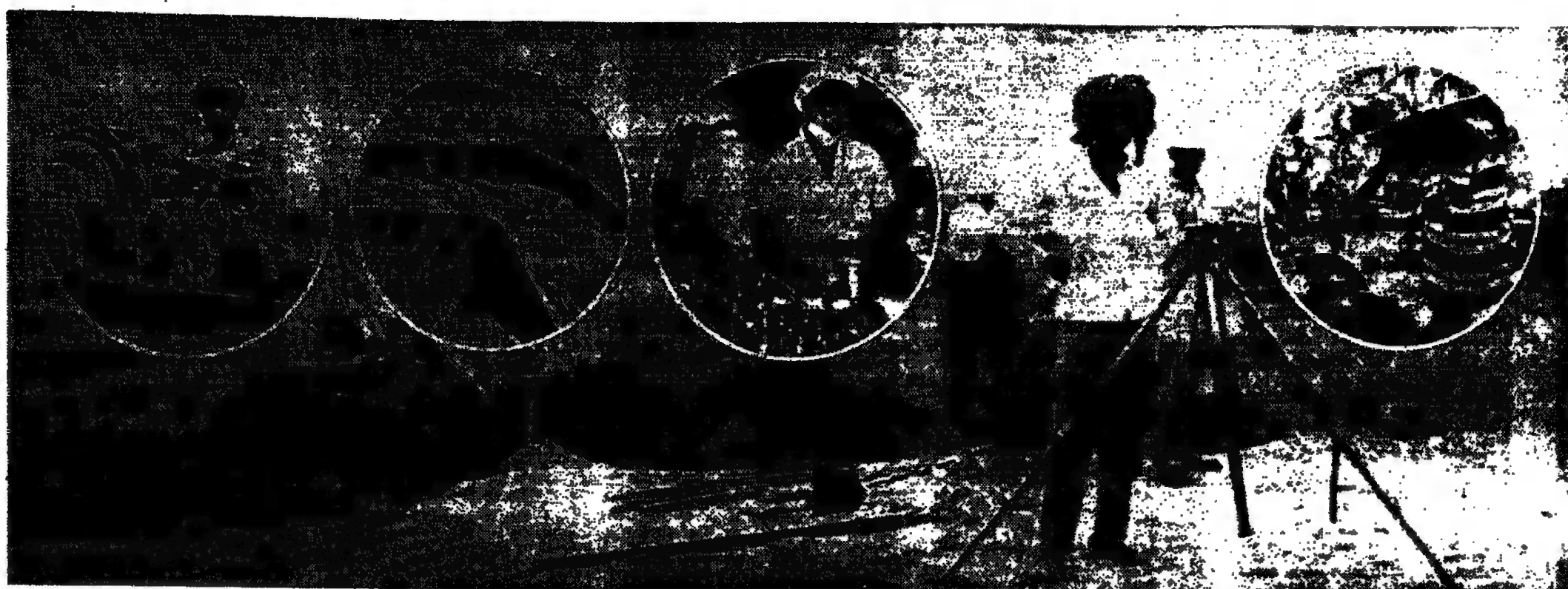
ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE
62, route de Chêne
1208 GENEVE (Suisse)
Tél. : 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse)
Tél. : 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Internat et externat pour filles et garçons de 12 à 19 ans
Sports d'été et d'hiver



(Où: A.A.A. - Photomontage Bole.)

L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE

Illusions et espoirs

Quel rôle doit jouer l'industrialisation dans l'économie d'un pays en voie de développement ? C'est à cette question essentielle que s'attache à répondre la troisième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) qui s'est ouverte le 21 janvier à New-Delhi et poursuit ses travaux jusqu'au 8 février.

Les conditions internes et internationales d'un vrai «décollage»

DANS le climat créé par la crise de l'économie mondiale, l'industrialisation du tiers-monde est rangée parmi les causes, sinon de la crise, du moins de son aggravation (1). Les pressions protectionnistes et les pressions exercées sur certains pays pour les inciter à réduire volontairement leurs exportations, les pressions prises dans certains milieux syndicaux sociaux, à juste titre, des déplacements d'activité et du dumping social à l'échelle mondiale, renforcent l'idée que l'industrialisation du tiers-monde est en crise ou mal orientée.

Cette industrialisation est aussi critiquée au nom des besoins essentiels de la population, et on écrit, dans certaines organisations internationales, qu'elle s'est faite au détriment du développement agricole, qu'elle n'a pas substantiellement accru l'emploi et a favorisé la concentration des revenus. Cette thèse est particulièrement reprise par les critiques du développement dépendant, selon lesquels l'industrialisation a hâté l'urbanisation et défavorisé le développement rural et agricole. Ces mouvements d'opinion, diversifiés au plan idéologique, sont renforcés par l'accroissement de la dépendance alimentaire du tiers-monde, qui a été l'absence ou l'insuffisance de l'intérêt accordé dans ces pays à la politique agricole, et plus particulièrement à la croissance des cultures vivrières. Au total, si l'industrialisation du tiers-monde n'est plus combattue au plan des principes (chaque pays a le droit de s'industrialiser), le mouvement est fortement critiqué dans son orientation, ses moyens, ses résultats.

Pour prendre une juste mesure des choses, il convient de se demander quelle est l'ampleur et quelles sont les caractéristiques principales de l'industrialisation actuelle du tiers-monde, quelles devraient être ses orientations et quelles sont les probabilités de son développement au profit des peuples.

L'industrialisation actuelle dans le tiers-monde est limitée, commercialement instable, financièrement fragile et technologiquement dépendante. La part des pays du tiers-monde dans la production industrielle mondiale est de 9 % (2). On ne peut démentir que dix-sept pays du tiers-monde (sur cent vingt-cinq) dans lesquels l'activité manufacturière réalise plus de 20 % du produit intérieur brut et plus de 20 % des exportations globales : Brésil, Argentine, Mexique, Colombie, Égypte, Corée du Sud, Thaïlande, Singapour, Philippines. On ne peut démentir que dix-sept autres pays dans lesquels cette activité manufacturière occupe entre 15 % et 20 % du P.I.B. Un nombre très réduit de pays exportent l'essen-

tiel des produits industriels en provenance du tiers-monde : ce sont le Brésil, le Mexique, Hongkong, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour et l'Inde.

Pour la très grande majorité des pays du tiers-monde, l'industrialisation reste un phénomène très marginal : en Afrique noire, par exemple, on ne peut citer que quatre pays (Kenya, Tunisie, Côte-d'Ivoire et Nigeria) dans lesquels le processus a une relative importance.

L'industrie alimentaire, les textiles et la confection, les boissons et les tabacs constituent souvent la majeure partie des productions industrielles du tiers-monde. Dans un faible nombre de pays, la structure industrielle est effectivement diversifiée et inclut la production de biens intermédiaires et de biens d'équipement.

Cette industrialisation, limitée dans son ampleur, est fragile au plan de ses débouchés. Nous sommes en présence de deux types d'activité, même si l'un est né de la crise de l'autre : les industries tournées vers l'exportation, les industries de substitution aux importations. Les premières ont effectivement connu des taux de croissance substantiels au cours des quinze dernières années, mais leur fragilité commerciale a été révélée par la véritable crise des débouchés, qu'elle subissent à des degrés variables du fait de la stagnation des économies capitalistes développées et du protectionnisme qui en résulte. Le rapport de la Banque mondiale pour 1979 met clairement en évidence ce fait : « 71 % le risque de voir les pays semi-industrialisés se voir retirer sur des politiques de substitution aux importations pour maintenir leur croissance industrielle face à la plus faible croissance de l'économie mondiale. » Un deuxième aspect de la fragilité de ce type d'industrialisation réside dans le fait que les firmes transnationales jouent un rôle actif dans la conduite du cours d'industrialisation.

Trois faits principaux méritent d'être rappelés :

a) Les firmes transnationales investissent de préférence dans les pays fortement exportateurs, où la part des investissements étrangers passe de 86,5 % à 40,8 % du total des investissements ; celle qui se dirige vers les paradis fiscaux passe de 7 % à 13 % entre 1967 et 1975 ; b) Les firmes transnationales investissent de préférence dans les industries manufacturières, qui attirent une part croissante de l'investissement étranger, surtout en Asie et en Amérique latine. Le Japon, la R.F.A., le Royaume-Uni et les États-Unis consacrent respectivement 50,8 %, 60,4 %, 47,8 % et 30,1 % de leurs investissements dans les

Si nul ne remet plus en cause la nécessité d'industrialiser le tiers-monde, en revanche le type même de développement industriel le plus souvent adopté par les pays pauvres suscite bien des critiques. De fait, il a eu notamment pour effet d'accroître l'écart économique et social entre villes et campagnes, provoquant souvent une régression de l'agriculture. Il n'a pas contribué à assurer dans les pays concernés un véritable progrès social.

L'effort d'industrialisation, il est vrai, a été jusqu'à présent laissé à l'initiative quasi exclusive des firmes multinationales dont les objectifs — expansion, diversification, profits — ne sont pas nécessairement compatibles, tant s'en faut, avec les préoccupations plus générales, sociales notamment, des pays sous-développés. En outre, la stratégie de redéploiement industriel mise en place par les multinationales crée

l'illusion d'une divergence d'intérêts entre la classe ouvrière des pays développés et les travailleurs du tiers-monde.

Il faudra bien que, pendant la décennie qui s'ouvre, la communauté internationale se dote des moyens de contrôler l'activité de ces grandes sociétés. Mais tous les codes de conduite ne sauraient y suffire. Le réaménagement des échanges commerciaux et du système monétaire international, que réclament avec insistance les pays sous-développés, offrirait en revanche un solide point d'appui aux États qui, au Nord comme au Sud, souhaiteraient se donner les moyens de lutter contre les géants transnationaux de l'économie. L'article de José Echeverría publié page 12 montre qu'un tel réaménagement passe obligatoirement par un renouvellement du droit international qui tienne davantage compte des intérêts des pays sous-développés.

Pour un développement populaire et autonome

Devant les limites du plus en plus évidentes de l'acheminement d'industrialisation, en particulier dans les domaines de l'emploi et du revenu, on se voit naturellement à se passer la question d'un développement au service des peuples. Priorité devrait être donnée, dans les choix de chaque pays, aux rapports entre l'État et l'ensemble de la société civile, et non plus la seule classe moyenne.

Par
ABELLATIF BENACHENHOU *

Le tiers-monde au secteur manufacturier. La part des secteurs industriels dans les investissements étrangers, en 1975-1976, est de 100 % à Hongkong, 92 % en Inde, 80 % en Corée du Sud, 77 % au Mexique et au Brésil, 65 % en Argentine et 60 % à Singapour ;

c) Les firmes transnationales investissent dans les secteurs exportateurs : en Corée du Sud, en 1976, leur part dans les exportations industrielles est de 31,4 %, et de 30 % pour les machines et l'appareillage électriques et les composants électroniques. En conséquence, le niveau, l'orientation et la valorisation de la production industrielle dépendent de la stratégie commerciale globale des

firmes, et non des potentialités et des besoins du pays d'accueil. Mais la fragilité commerciale des industries de substitution aux importations est aussi nette : dans des conditions variant évidemment selon la taille du pays, elles se heurtent, en dernier lieu, à l'étriquetage des marchés urbains déterminés par une croissance irrégulière des revenus et de la consommation des ménages (y compris ceux des classes moyennes) et des surcoûts industriels liés à des choix technologiques et des performances productives limitées ; mais aussi à l'étriquetage des marchés ruraux, en raison de la faiblesse des revenus de la majorité des ruraux, situation liée au caractère inégalitaire de la terre et au faible niveau de la productivité de l'agriculture.

En Afrique noire, par exemple, l'accès à la consommation des produits industriels locaux (industrie alimentaire, confection, textiles, bois, tabac) est réservé à une couche très faible de la population urbaine (fonctionnaires, employés, ouvriers qualifiés). Le revenu monétaire de l'immense majorité de la population est insuffisant pour lui permettre d'accéder à ces produits industriels, aux médicaments, aux textiles, etc., et la production industrielle est organisée pour satisfaire les besoins de la frange supérieure des fonctionnaires, des employés, des ouvriers. Cette industrialisation est le résultat de la dynamique du développement social postcolonial et des rapports privilégiés entre les classes moyennes et l'État.

Un coût social élevé

La dépendance technologique des L'industrialisation du tiers-monde est fondée sur l'importation répétitive des connaissances, des compétences et des équipements. En 1977, les pays du tiers-monde ont importé quatre fois plus de produits mécaniques et électriques qu'ils n'en ont exportés, et si on exclut quatre gros exportateurs de ce type de biens (Singapour, Corée du Sud, Hongkong, Brésil), le rapport s'élève à 200 (3). Ces pays ont, en valeur, importé plus de machines textiles qu'ils n'ont exporté de textiles vers les pays du Nord. Certains pays sont exportateurs de biens d'équipement après avoir réalisé une politique de substitution partielle aux importations de biens d'équipement (Brésil, Singapour, Thaïlande, Argentine, Mexique, Inde). La dépendance technologique est d'autant plus aiguë que,

souvent, la création des équipements, des connaissances, des compétences se fait à l'intérieur des firmes transnationales lorsqu'elles conduisent le mouvement d'indus-

trialisations. L'opacité du marché technologique est, dans ce cas, quasi totale : équipements et produits intermédiaires proviennent, le plus souvent, du pays d'origine de la firme transnationale, sinon de ses filiales : le commerce capif développe la pratique des prix de transfert.

Au plan financier, enfin, il n'est pas certain que les pays du tiers-monde les plus industrialisés aient trouvé la voie de l'indépendance financière : parmi les plus endettés, figurent en bonne place le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Corée du Sud.

(1) Le tiers-monde assure 7,6 % des exportations globales de produits manufacturés. Cependant, ces exportations constituent 14 % des exportations globales des pays du tiers-monde et 28 % de leurs exportations non énergétiques. Elles ne comptent que pour 10 % des importations totales de produits manufacturés par les pays industrialisés à économie de marché et pour 5 % seulement de leur consommation de produits. De plus, ces importations portent sur un nombre limité de produits (textiles, calculatrices, récepteurs, articles de voyage, chaussures, transmissions, tubes électroniques).

(2) L'objectif fixé par la déclaration de Lima (25 %) est actuellement réalisé en hautes des lors que, dans les conditions actuelles de commerce international, cet objectif entraînerait des tensions insupportables (30 % du commerce des produits manufacturés reviendrait au tiers-monde pour atteindre cet objectif). On parle alors de 14 ou 15 %.

(3) La part des pays du tiers-monde dans les exportations globales de produits mécaniques et électriques est passée de 0,6 à 2,2 % entre 1963 et 1977. Entre ces deux dates, leurs importations en provenance des pays à économie de marché passent de 30,7 % à 52 % de leurs importations globales de ces produits. Volonté aussi que les performances exportatrices en biens mécaniques et électriques sont souvent liées à la présence des firmes transnationales dans ces branches.

(Lire la suite page 12.)

Lire pages 18 à 21 :

PAGES 18 et 19. — Suite de l'article d'Abellatif Benachenhou. — Le retard de l'Afrique peut être rattrapé, par Edem Kodjo. Une stratégie pour les années 80, par Abd-El Rahman Khoua.

PAGES 20 et 21. — Les syndicats ne sont pas encore à l'heure mondiale, par Marie-Claude Gillet. L'exemple de la Convention de Lomé, par Georges Spornoux.

* Professeur agrégé à l'université d'Alger.

Abellatif Benachenhou

(Suite de la page 17.)

La dette extérieure du Brésil et du Mexique constitue 25 % de la dette globale des pays du tiers-monde. En 1977, il s'agit là, selon les experts de la Banque mondiale, d'un obstacle majeur au développement de leur industrialisation (4). Les raisons de cet endettement cumulé sont connues :

— La détérioration des termes de l'échange ;

— Le mécanisme de financement des investissements étrangers : une part croissante de ces investissements est financée par le réinvestissement des profits ou le recours aux marchés locaux. En conséquence, les entrées nettes de capitaux sont faibles lorsqu'on prend en considération les achats effectués par les firmes transnationales à l'étranger. On admet généralement que le bilan des investissements des transnationales dans le tiers-monde est négatif en raison du financement local des investissements, de l'exportation des profits et des prix de transfert ;

— La dépendance technologique des appareils de production.

Cet endettement excessif a eu des effets négatifs sur l'orientation de la production agricole, puisque des productions exportables sont devenues nécessaires pour financer la poursuite du développement industriel dépendant. Le coût social de l'industrialisation est excessif : la croissance de l'emploi industriel a été moins importante que celle de la production dans les pays qui ont connu une croissance industrielle

soutenue. Ainsi, même pour ce « type idéal » qu'est la Corée du Sud, la croissance industrielle est de 17 %, et la croissance de l'emploi n'est que de 11 %. Dans le cas de l'Inde, la croissance industrielle, entre 1961 et 1976, a été de 20 %, tandis que celle de l'emploi industriel n'a été que de 7 %. Les politiques technologiques des firmes transnationales tendent à comprimer les coûts unitaires salariaux, grâce à un équipement identique à celui utilisé dans les pays développés.

Les niveaux de salaire sont restés faibles pour des productivités du travail souvent comparables à celles des pays développés (5). Dans le cas de l'Inde, on a assisté à une baisse significative des salaires réels dans l'industrie manufacturière entre 1961 et 1976. Le fameux « effet percolateur » (*trickle down effect*) n'a pas joué pleinement tant ont été résistances les barrières sociales au progrès : après quinze ans de croissance industrielle rapide, des fractions importantes de la population restent pauvres, sinon misérables au Brésil, au Mexique et en Corée du Sud. Les taux de croissance industrielle extrêmement rapides qu'ont connus certains pays n'ont pas été suivis par une diffusion du progrès à l'échelle nationale : on admet que la répartition des revenus est pire actuellement qu'il y a quinze ans au Brésil et au Mexique.

Au total, si l'industrialisation de substitution aux importations n'est pas orientée vers les marchés extérieurs, ne peuvent résoudre de manière durable l'industrialisation de la population la question de l'emploi et du revenu, c'est-à-dire la socialisation du développement.

Le rôle prioritaire du marché intérieur

L'expérience industrielle des pays du tiers-monde révèle la vanité de la conception abstraite et élitiste des économistes qui affirment que le développement industriel nécessite a) des marchés, b) de la technologie et c) des capitaux, sans spécifier le dynamisme et la stabilité des marchés, le contrôle de la technologie ou la source des capitaux. C'est précisément une analyse concrète des conditions de marché, des conditions technologiques et des conditions financières de l'industrialisation qu'il faut tenter en vue de déterminer les caractéristiques d'une industrialisation au profit des peuples.

En premier lieu, l'industrialisation doit être principalement orientée vers les marchés intérieurs. Le dynamisme durable de la demande interne est étroitement lié à la croissance des revenus de la majorité de la population constituée par les ruraux. De ce fait, l'industrialisation doit contribuer à la croissance de la productivité de l'agriculture en adaptant ses produits et ses techniques dans ce sens, à condition que l'accroissement de productivité ne soit pas confiné au fait d'un contrôle inégalitaire de la terre ou d'une politique inadéquatement des prix et de la distribution (6). L'industrialisation doit conduire nécessairement à la transformation des structures agraires au profit des paysans pauvres et sans terre (7). La croissance des marchés est aussi liée à la demande urbaine dont la structure sociale, fortement influencée par les classes moyennes d'industrialisation, des politiques d'importation puis de production locale contribue à une industrialisation populaire et soumise à l'extension du modèle occidental de consommation centré sur les biens durables. Enfin, le dynamisme

de la demande interne dépend beaucoup de la maîtrise des coûts de l'industrialisation dont les effets sur la demande sont essentiellement négatifs.

Mais alors se pose la question de la technologie. Les problèmes technologiques du tiers-monde se posent en termes de coût et de reproduction. Sur la base d'une technologie importée en permanence, le coût de l'industrialisation ne peut être qu'excessif. De ce fait, l'ampleur des actions de développement possibles ne peut être que limitée et la modernisation il y a, elle se fera pour une fraction de la population et non pour sa totalité (8). Mais, au-delà de la question du coût de la technologie, celle de sa reproduction est essentielle : la formation de capacités nationales d'ingénierie, le développement de la recherche industrielle, la mise en place progressive d'une industrie de biens d'équipement constituent les éléments minimaux d'une politique technologique pour contraindre l'abandonnement à l'obsolescence. Il y a un écart considérable entre les sommes dépensées par les pays du tiers-monde pour acheter des connaissances, des compétences, des équipements, et celles qu'ils consacrent à la recherche industrielle, interne, à l'industrie des équipements, etc. Ce triomphe de la vision instrumentale de la technologie, qui symbolise la notion de « transfert de technologie », constitue le danger essentiel qui gâche les industrialisations du tiers-monde, fussent-elles orientées essentiellement vers les marchés intérieurs et juridiquement contrôlées par les États. Une démarche technologique cohérente consistera alors à contrôler et à coordonner les achats de technologies à l'étranger et à promouvoir une innovation technologique large dans les

payes. Cette démarche est malheureusement impossible pour ceux des pays dans lesquels l'industrialisation est menée et contrôlée par les firmes transnationales puisque celles-ci ont une logique propre de production, de circulation et de consommation des techniques.

La question des ressources financières pour l'industrialisation est, elle aussi, importante (9). Elle se pose différemment selon que les pays disposent ou non de ressources naturelles importantes. Pour les premiers, le moyen le plus sain est le contrôle et la valorisation des ressources naturelles dont ils disposent, selon

Des choix politiques

L'ENONCE sommaire de ces caractéristiques d'une industrialisation populaire et autonome indique une croissance substantielle de l'emploi et du revenu dans les pays du tiers-monde. De plus, cette généralisation du modèle « Corée du Sud » conduit à une concurrence par les prix, et donc par les salaires, socialement intolérable au détriment de tous les travailleurs du tiers-monde (10).

De ce fait, le danger d'une alliance industrielle — qui n'exclut pas des conflits — entre les firmes transnationales, les bourgeoisies et les élites locales industrialistes est réel, celle-ci ayant pour des raisons évoquées, un rôle nécessairement subordonné.

Dès lors, on assistera à une transformation de la géographie industrielle du monde mais non pas à un développement industriel du tiers-monde. Les « modernisations industrielles » qui auront lieu excluront par essence de larges fractions de la population (dans les campagnes, mais aussi dans les villes) de l'accès au bien-être. La régularisation politique

et sociale rendue nécessaire par cette exclusion appellera l'autoritarisme comme c'est déjà le cas dans des pays à forte croissance industrielle (11).

L'industrialisation populaire et autonome (qui n'est pas au service des relations économiques extérieures mais met celles-ci à son service) appelle, dans chaque pays, des conjonctures politiques particulières. Un rôle politique plus actif de la paysannerie pauvre, sans terre et souvent sans travail, est nécessaire pour que l'industrialisation soit mise au service de l'agriculture, économiquement et spatialement. Une émergence politique plus forte des couches populaires urbaines est nécessaire pour que l'industrialisation ne soit pas confiné par les classes moyennes entretenues par l'État, au-dessus des peuples. C'est en définitive dans les rapports entre l'État et la société civile populaire que se joue l'avenir de l'industrialisation du tiers-monde, y compris dans sa dimension internationale. On doit, dans ce cadre, examiner avec beaucoup de précautions la thèse selon laquelle l'industrialisation dans le tiers-monde, publique ou privée, produit nécessairement les forces nécessaires à sa transformation et à son orientation au profit des peuples. Cette conception linéaire du développement historique est contredite par les faits. Dans beaucoup de cas, le développement industriel, du fait des contradictions et des difficultés qu'il a engendrées, a conduit à plus d'autoritarisme politique pour assurer la docilité des travailleurs. La démocratie n'est pas un produit inévitable de l'usine.

ABELLATIF BENACHENHOU.

Un film de Théo Robichet

« La Faim du monde »

« Si vous voulez que d'autres pays dépendent de vous, le meilleur moyen est qu'ils dépendent de vous pour leur alimentation. » Cette suggestion cynique, faite en 1960 par le sénateur américain Humphrey, a été entendue et, semble-t-il, largement mise en pratique ; pas seulement par les États-Unis.

Dans un passionnant film-essai, Théo Robichet expose dans leur complexité les méthodes pratiquées par les pays développés pour établir avec le tiers-monde des liens de dépendance alimentaire. Il montre, avec un sens didactique certain, les conséquences pour les peuples du Sud, de la substitution des cultures vivrières traditionnelles par des cultures d'exportation. D'autre part, la déforestation intensive, la pêche industrielle et l'urbanisme côtier désordonné constituent autant de facteurs négatifs qui dégradent l'écosystème, favorisent le pillage des pays pauvres et ruinent leurs ressources pour l'avenir.

L'auteur a sollicité le témoignage et la participation directe de quelques personnalités qui, depuis longtemps, analysent le phénomène de l'exploitation du tiers-monde : l'économiste Samir Amin, l'ingénieur René Dumont,

l'historien Joseph Ki-Zerbo, le fonctionnaire européen Claude Chaysson et le sociologue Edouard Le Cain démontrent, à l'aide d'exemples concrets, que la famine en Afrique n'est point une calamité naturelle mais, dans une large mesure, le résultat d'une politique agricole imposée par les pays du Nord et les firmes de l'agro-business. Le film rappelle, par exemple, que 93,2 % des exportations de l'Afrique vers l'Europe sont des matières premières tandis que 38 % des exportations (de produits manufacturés) européennes sont destinées aux pays en voie de développement.

Dans ces conditions, évoquer, comme on l'entend parfois, l'« aide humanitaire » de l'Occident comme solution aux problèmes alimentaires des pays pauvres relève du cynisme : selon René Dumont, « l'aide est un instrument de recolonisation économique du tiers-monde ». Le film de Théo Robichet en est une excellente démonstration.

L. R.

POUR DES PROJECTIONS-DEBATS : Le Film du monde, 241, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. : 206-61-03.

(4) Faut-il imposer de ce type d'industrialisation, on trouve le rôle contradictoire que l'agriculture doit jouer : exporter pour procurer des devises et produire pour le marché intérieur afin de permettre une alimentation et un revenu plus décent pour la majorité de la population et ainsi élargir le marché intérieur.

(5) Voir sur ce problème l'étude bien documentée de Folker, Fröbel, Jürgen Heinrichs et Otto Kreye : *The New Industrial Unemployment in Developing Countries and Industrialization in Developing Countries*, Reinbeck bei Hamburg, septembre 1977.

(6) Les experts de la Banque mondiale recommandent explicitement que la solution de rechange réside à la croissance industrielle d'exportation, est constituée par la transformation des structures agraires.

(7) Telle a été l'expérience négative des révolutions agraires.

(8) C'est le mythe rationnel de la théorie des technologies intermédiaires qui insiste beaucoup sur le coût en capital d'un emploi et mal négative l'essence. Elle dit que le « transfert de technologie » est le « transfert de technologie ». De même, elle prend comme donnée naturelle la rareté du capital dans les pays du tiers-monde alors que cette rareté est historique comme le prouve l'expérience récente des pays de l'OCDE. Il faut remarquer la différence essentielle qu'il y a entre une théorie de l'autonomie technologique et la théorie des technologies intermédiaires.

(9) Mais elle n'est pas la seule. On est trappé par le fait que l'ONUDI axe principalement son effort de réflexion, à propos de l'industrialisation du tiers-monde, sur les capacités financières à réunir pour permettre cette industrialisation alors que l'histoire prouve que l'absence financière est une condition nécessaire mais non suffisante du développement industriel.

(10) Il est curieux que les rédacteurs du rapport de la Banque mondiale pour 1979 admettent implicitement l'impossibilité de cette généralisation mais écrivent des paragraphes entiers pour la soutenir.

(11) Voir, à titre d'exemple, l'ouvrage récent *Human Rights in the Republic of Korea*, C.O.E., Genève, 1979.

Nouveaux mécanismes pour stimuler l'essor industriel

UNE STRATÉGIE POUR LES ANNÉES 1980

ABD-EL RAHMAN KHANE*

Au cours des trente dernières années, de nombreuses tentatives sur le plan national ou international ont essayé de réduire l'écart entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Bien généralement admis que les politiques de développement n'avaient guère permis d'atteindre les objectifs poursuivis, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, il y a neuf ans, une stratégie internationale du développement prévoyant un taux moyen de croissance annuelle de 6 % pour l'ensemble des pays en voie de développement pendant la « décennie décisive » des Nations unies pour le développement (1971-1980), taux qui impliquait une expansion moyenne annuelle de 4 % pour la production agricole et de 8 % pour la production industrielle. Effort majeur de la communauté internationale pour créer des conditions de stabilité et de bien-être pour l'humanité tout entière.

Au sein de la troisième décennie du développement, un regard en arrière permet de constater que la communauté mondiale n'a apparemment pas été à la hauteur des tâches et des possibilités. La stratégie inter-

nationale du développement n'a pas eu d'effet majeur sur le tiers-monde, la réaction des nations riches ayant été terriblement laide en regard de l'ampleur des problèmes qui se posaient aux pays en voie de développement.

L'un des points faibles est la conception selon laquelle l'expansion économique du monde industrialisé profiterait plus ou moins automatiquement aux pays en voie de développement grâce au transfert de technologie et aux mécanismes de financement du développement. On ne tenait pas suffisamment compte du fait que les relations économiques entre pays industrialisés et pays en voie de développement étaient de plus en plus dominées par les activités des sociétés transnationales. On acceptait l'hypothèse selon laquelle la croissance économique, prise dans le sens de l'expansion du produit brut, déclencherait le développement dans une occupation plus large qui englobe les transformations qualitatives et structurelles de la société.

A ces hypothèses erronées, et d'autres encore, il faudrait désormais substituer une nouvelle philosophie qui s'attache surtout aux changements de structure et aux réformes institutionnelles, ainsi qu'à l'harmonisation potentielle de la volonté d'autonomie collective représentée pour une nouvelle stratégie internationale dynamique du développement.

Dès 1973, la situation des pays en voie de développement fut aggravée par le choc de l'énergie, l'instabilité monétaire, l'inflation et d'autres problèmes économiques sévissant dans les pays développés à l'économie de marché. C'est dans ce contexte que l'Assemblée générale de l'ONU a donné suite à la demande pressante des pays en voie de développement d'instaurer un nouvel ordre économique international et qu'elle a adopté plus tard une charte des droits et devoirs économiques des États, définissant pour la première fois un ensemble de principes devant régir le comportement économique. Plusieurs pays développés formulèrent de fortes réserves au sujet de la charte et votèrent contre, mais la majorité approuva les principes directeurs devant servir de base aux efforts tendant à instaurer un nouvel ordre économique international.

Un nouvel ordre économique international suppose une restructuration des relations politiques, économiques et sociales, en vue d'assurer à tous les hommes une vie dans la dignité, la justice et le bien-être matériel et spirituel. La structure actuelle des relations économiques

internationales est, en effet, comme l'a dit M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, manifestement inadéquante aux besoins de la communauté mondiale. Dans le passé, on a pu reprocher à cet ordre de ne fonctionner qu'à l'avantage des riches et au détriment des pauvres ; maintenant on ne peut même plus prétendre qu'il fonctionne à l'avantage des riches. Il est incompatible avec le développement réel, puisqu'il perpétue des rapports de domination, qu'il engendre en permanence un état de déséquilibre et un gaspillage des ressources.

Au cours de la dernière décennie, les pays en voie de développement ont demandé aux nations industrialisées de démontrer clairement leur volonté de coopération pratique ; ils attendent une réponse sans équivoque à la question de savoir quel genre de monde la communauté internationale entend réellement construire et quel avenir elle entend réserver aux générations futures.

Toute stratégie pour les années 80 doit aller au-delà d'une simple déclaration d'aspirations ou de bonne volonté. Elle doit notamment comprendre des engagements politiques négociés et les instruments nécessaires pour donner effet aux mesures convenues.

Un financement important

La dernière conférence générale de l'ONUDI, tenue à Lima en mars 1975, a constitué un événement majeur dans le cadre plus général des négociations concernant le nouvel ordre économique international. Elle déboucha sur l'adoption d'une déclaration et d'un plan d'action qui ont pour objectif premier la réduction de la redistribution de l'industrie mondiale.

La déclaration et le plan d'action contiennent des recommandations tendant à encourager la transformation plus poussée des matières premières dans le pays où elles sont obtenues, à promouvoir l'adaptation et le transfert des techniques, à élaborer des mesures spéciales en faveur des trente pays classés parmi les moins avancés, à stimuler la coopération économique entre pays en voie de développement et à faciliter le redéploiement des capacités industrielles grâce à un système de consultations. Le résultat final devrait être de porter la part des pays en voie de développement dans la production industrielle

mondiale à au moins 25 % du total d'ici à l'an 2000, alors qu'à l'heure actuelle ils ne contribuent que pour 9 % à la production mondiale.

Pour permettre à l'ONUDI de jouer son rôle central de coordination, la conférence a instamment demandé que l'on renforce l'Organisation en la transformant en institution spécialisée de l'ONU et que l'on crée un nouveau Fonds pour le développement industriel chargé de financer ses opérations. Un nouvel acte constitutif, adopté en avril 1979, lui permet de devenir la sixième institution spécialisée des Nations unies. Cependant, il n'entrera en vigueur que lorsque quatre-vingt États l'auront ratifié.

Existent depuis janvier 1977, le Fonds pour le développement industriel doit accroître l'autonomie de l'ONUDI et la mettre en mesure de répondre avec promptitude et souplesse aux besoins des pays en voie de développement. Les contributions au Fonds, certes en accroissement constant, sont encore loin d'atteindre le montant de 50 millions de dollars qui a été considéré comme niveau satisfaisant lors de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale et approuvé par l'Assemblée générale. Certaines des contributions continuent à être versées en monnaie non convertible ou réservées à des fins spéciales, ce qui empêche l'ONUDI de les utiliser librement pour ses programmes d'assistance technique sans l'assentiment préalable des pays donateurs.

Pour ce qui est des investissements à réaliser dans le secteur manufacturier afin d'aider les pays en voie de développement à atteindre l'objectif fixé à Lima, les besoins annuels avoient de l'ordre de 450 à 500 milliards de dollars en l'an 2000 (aux prix de 1975). Selon cette estimation, la part allouée à l'industrie dans le total des investissements devra passer de 18 % en 1975 à 22-25 % à la fin du siècle.

Les apports de capitaux étrangers nécessaires pour satisfaire les besoins d'investissement dans l'industrie pourraient s'élever à une somme de l'ordre de 100 à 150 milliards de dollars. Les investissements étrangers directs devraient probablement être dix fois supérieurs à leur niveau actuel pour simplement conserver leur position relative dans l'industrie manufacturière.

La politique internationale du développement industriel a atteint un point où

* Directeur adjoint de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

Immenses possibilités
vastes besoins
nombreux obstacles

Le retard de l'Afrique peut être rattrapé

Par EDEM KODJO *

L'industrie de l'Afrique est la conséquence d'une stratégie inadéquate de développement industriel : la plupart des grands projets d'industrialisation sont, que de simples transpositions des procédures d'industrialisation de l'étranger ; ils rendent l'Afrique de plus en plus dépendante du monde extérieur industrialisé, qui accepte de transférer sur le continent des industries polluantes et des industries de substitution profitant de la main-d'œuvre abondante et à bas coût, pour satisfaire non pas les besoins de marchés nationaux faibles mais ceux de grandes zones de consommation situées parfois dans les pays industrialisés de l'hémisphère Nord ; cette dépendance se manifeste également par le fait que ce sont des groupes privés étrangers qui financent et contrôlent toutes les chaînes de production et de distribution des articles manufacturés. La plupart de ces entreprises étrangères, filiales de sociétés multinationales, sont fondamentalement conçues et motivées pour tirer le maximum de profit de leurs investissements en Afrique, et elles semblent peu disposées à promouvoir une véritable intégration industrielle, synonyme de progrès industriel réel.

Un effort collectif

Elaborées pour la décennie qui vient de s'achever, n'ont pas encore réussi à décoller l'économie et l'industrie malgré les progrès accomplis, et il demeure par excellence le continent du sous-développement. L'utilisation de ses ressources naturelles considérables est largement en dessous des possibilités, alors que l'insuffisance alimentaire s'aggrave, que les moyens de communication indispensables à la libre circulation des biens et des personnes font défaut, que le secteur industriel, déjà insignifiant — loin de reculer — se maintient et même progresse par endroits, rendant impossible la diffusion des progrès scientifiques et techniques. La mortalité, dans certaines régions, s'aggrave par manque d'équipements sanitaires de base ; toutes les statistiques s'affirment, l'Afrique connaît toujours de sérieuses difficultés ; son produit national brut ne représente que 2,7 % du

* Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), Addis-Abeba.

P.N.B. mondial : son revenu annuel par tête d'habitant — 365 dollars — est le plus bas du monde ; son taux de mortalité infantile, avec cent trente-sept pour mille, le plus élevé ; un chômage alarmant touche 45 % de la population active. L'Afrique doit relever le défi que lui lance la pauvreté et la misère. La bataille à mener pour son industrialisation est partie intégrante d'une stratégie globale, celle d'un véritable développement, qui embrasse tous les secteurs de la vie économique et sociale des peuples africains.

C'est ce que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A. ont décidé de faire en adoptant, au sommet de Monrovia (juillet 1978), la « Déclaration d'engagement sur les principes et les mesures propres à assurer l'indépendance nationale et collective en matière de développement social et économique en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique ». Cette déclaration avait été minutieusement préparée par le colloque de Monrovia (juillet 1978) et la réunion du conseil des ministres de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.).

Cette stratégie pour un développement endogène et autocentré, tournée vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre, met l'accent sur les valeurs humaines fondamentales et sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaire. Mais cela est tout le contraire d'une volonté de « pastoralisation » de l'économie africaine.

Bien au contraire, la nouvelle stratégie met également l'accent sur la volonté politique d'industrialiser le continent. Ce ferme engagement des pouvoirs publics doit se manifester par l'augmentation, lorsque cela est possible, des crédits affectés à l'industrie dans les budgets nationaux des divers pays et la décision de fabriquer en Afrique l'essentiel de la production des biens manufacturés ; pour ce faire l'Afrique a besoin de connaître ses ressources naturelles, de disposer de capitaux et de personnel scientifique et technique compétent. Un inventaire rigoureux des ressources naturelles s'impose. De plus, les Etats doivent, outre les allocations budgétaires à l'industrie, orienter les investissements privés (nationaux et étrangers) et les investissements publics étrangers vers les branches d'industries prioritaires. De même, la formation du personnel industriel et technique devra être encouragée dans le cadre de systèmes d'enseignement rénovés.

En tout état de cause, la nouvelle stratégie africaine de développement industriel d'orientation vers l'industrie de base, c'est-à-dire les industries développées par opposition à l'industrie « sauvage », fruit d'arbitrages de sociétés multinationales, sans effet réel sur la promotion des pays d'accueil.

nos micro-nations. La coopération régionale, interrégionale et continentale, est indispensable ; elle permettra l'établissement de vastes marchés intérieurs disposant de ressources naturelles considérables, d'une main-d'œuvre abondante, d'un débouché vaste pour les produits manufacturés et pourra mobiliser des moyens financiers importants ; il va sans dire que ces vastes marchés intérieurs, suivant l'exemple de la Communauté économique européenne, seront des unions douanières avec suppression de toutes les entraves aux échanges entre les pays membres et l'établissement de tarifs extérieurs identiques, des marchés communs réalisant la libre circulation des biens, des hommes et des capitaux dans les pays membres, et enfin de véritables communautés économiques avec l'harmonisation des législations nationales et la création d'institutions à caractère transnational, déterminant des politiques communes dans tous les secteurs économiques : énergie, transports, agriculture, industrie, etc.

En attendant d'atteindre cette phase ultime — la création de véritables communautés économiques — les Etats africains doivent favoriser les investissements communs à plusieurs d'entre eux pour permettre leur intégration industrielle ; ils doivent ordonner des centres régionaux ou sous-régionaux, de formation technique, de gestion d'études, de recherche, d'information dans le dessein de réaliser l'intégration du personnel industriel et technique, et l'harmonisation des techniques de production industrielle. Des entreprises multinationales africaines (2), communes à plusieurs Etats africains, appartenant à des Africains ressortissants de différents pays, doivent constituer pour contrôler les branches industrielles essentielles. Enfin, une politique africaine de planification de la production industrielle doit être dégagée, dans le cadre régional ou sous-régional, et elle aura pour objectif de préciser les branches industrielles prioritaires, les zones de localisation industrielle les plus favorables, les liens entre l'industrie et les autres secteurs économiques, le rôle respectif des capitaux publics, privés et étrangers, les institutions et organismes destinés à promouvoir les entreprises africaines, à adapter les techniques étrangères et à régler le choix et l'orientation des investissements étrangers.

En définitive, la nouvelle stratégie de développement à l'horizon de l'an 2000 prévoit, pour l'Afrique, un cadre de développement communautaire, et c'est uniquement dans cette optique collective qu'un véritable développement économique et un véritable essor industriel se réalisent.

(1) Moins l'Asie soviétique, la Chine et le Japon.
(2) Des exemples existent dans ce domaine : notamment l'expérience OMOA (Groupe de l'Afrique de l'Ouest) qui réunit la Côte-d'Ivoire, la Ghana et le Togo, où existent de riches gisements de calcaire.

MALGRE les efforts accomplis, les progrès effectués, la situation économique du continent africain demeure précaire tant dans le domaine agricole, reconstruit par tous, que dans le domaine industriel.

L'Afrique, dans le domaine des potentialités naturelles, n'a rien à envier aux autres continents. Elle dispose d'abondantes sources d'énergie ; ses réserves en hydrocarbures, sans être fabuleuses, sont relativement importantes : 270 millions de tonnes de pétrole par an, représentant 10 % de la production annuelle mondiale, tandis que la production et la découverte de gaz naturel s'accroissent dans toutes les régions du continent. Les réserves et la production du charbon de terre (80 millions de tonnes par an) sont faibles pour les besoins d'une industrie sidérurgique importante. L'énergie hydro-électrique, encore peu développée, peut s'accroître très largement. L'Afrique disposant à elle seule de 40 % des potentialités hydro-électriques mondiales, l'énergie nucléaire non encore exploitée offre des perspectives non négligeables grâce aux riches gisements miniers qui permettent à l'Afrique d'assurer aujourd'hui 15,2 % de la production mondiale. Dans le domaine de l'énergie solaire dont le monde commence à mesurer l'importance, l'Afrique est hautement avantagée.

L'Afrique ne manque ni de fer, ni de métaux non ferreux, ni de métaux rares, ni de produits chimiques indispensables à la naissance et au développement d'une industrie diversifiée. Selon les statistiques publiées par le Conseil économique et social des Nations unies pour l'année 1978, se part dans la production mondiale de certains produits de base est importante : 5,4 % du minerai de fer, 22,9 % de l'antimoine, 10,3 % du chrome, 45,3 % du cobalt, 17,5 % du cuivre, 14,8 % du zinc, 17,6 % du manganèse, 15,7 % de la bauxite, 57,5 % de l'or, 22,5 % des phosphates, 66 % du diamant, sans oublier l'argent, le mercure, la potasse, le plomb, l'étain et d'autres métaux rares tels le tungstène, le vanadium, le cadmium, etc.

En plus de ces sources d'énergie et de ces minerais, l'Afrique produit en quantités considérables des matières premières d'origine agricole : toujours selon le Conseil économique et social des Nations unies, en 1978, elle a produit 66 % du cacao mondial, 10 % du café, 39,2 % de l'huile de palme, 27,8 % des arachides, 11 % du thé, 7,9 % du coton, 6,5 % du caoutchouc naturel, sans compter les fruits tropicaux, le sisal, la laine, le coprah, le bois.

Au cours de la décennie 1960-1970, le rythme annuel de croissance industrielle en Afrique, comparé à celui des autres régions en développement, est faible : pour la production d'électricité le rythme est de 11,5 % contre 12,5 % pour l'Asie (1), 8,6 % pour l'Amérique latine, 18,3 % pour le Proche-Orient ; le rythme annuel de croissance pour l'acier reste également bas : 2,1 % contre 7,5 % pour l'Amérique latine, 8,5 % pour l'Asie, 11,3 % pour le

Proche-Orient ; le taux annuel de croissance des industries de transformation est également peu élevé : 6 % contre 7,2 % pour l'Asie, 5,5 % pour l'Amérique latine, 18,6 % pour le Proche-Orient ; la part de la production industrielle dans la formation du P.N.B. a faiblement progressé, tout en restant inférieure à 10 %, alors qu'elle a augmenté en Amérique latine de 16 % à 30 % et en Asie de 10 % à 20 %. Entre 1970 et 1978, le rythme de croissance de ces différents secteurs industriels n'a pas considérablement augmenté, car la croissance moyenne actuelle de la valeur ajoutée des produits fabriqués dans les pays africains se situe à 6 % pendant la période 1970-1977. Cette faible croissance industrielle entraîne inévitablement une progression insignifiante de la part africaine dans la production industrielle mondiale, part qui n'est que de 0,9 % alors que celle des autres régions en développement s'est accrue pour atteindre 9 % de la production mondiale. Ce taux de croissance est de loin inférieur à l'objectif de 8 % fixé dans la stratégie internationale du développement et demeure insuffisant si l'on veut que la production industrielle de l'Afrique atteigne, en l'an 2000, 2 % de la production mondiale comme le souhaite la déclaration de Lima. Le commerce africain de produits industriels, découlant de cette situation alarmante, est caractérisé par un déséquilibre de plus en plus grand entre les importations et les exportations : rares sont les pays africains qui exportent des machines ; certains commencent à vendre des articles d'industrie de transformation légère (textiles, chaussures, conserves, etc.), mais, comparés aux importations des produits sidérurgiques, des biens d'équipement, des produits pétroliers, des denrées alimentaires, ces exportations sont négligeables.

Cette faiblesse de la production

Le succès mitigé, sinon l'échec relatif, des politiques d'industrialisation est imputable également à l'absence de conditions nécessaires à un réel essor industriel : groupements économiques disposant d'un vaste espace géographique, équipés de réseaux de communication et disposant d'une main-d'œuvre abondante et compétente pouvant servir de marché de consommation pour les produits manufacturés. La déclaration de Lima, à ce sujet, exprime clairement que les principaux facteurs permettant d'atteindre les objectifs de l'industrialisation sont la coopération régionale et interrégionale reposant sur l'harmonisation des politiques et l'encouragement d'une action collective ; des efforts en ce sens sont déployés dans certaines sous-régions africaines, mais l'harmonisation réelle des politiques nationales d'industrialisation et la coordination effective des programmes d'action restent à faire.

Le continent africain, après deux décennies d'indépendance, et malgré les différentes stratégies de développement

s'impose une réorientation complète des stratégies poursuivies. La troisième conférence générale de l'ONU, qui se tient actuellement, permet à la communauté internationale d'examiner des questions de principe concernant les nouvelles stratégies et les nouveaux mécanismes d'industrialisation. Les participants à la conférence entendront faire le point de la situation dans le monde en ce qui concerne plus spécialement l'industrialisation du tiers-monde et examiner les moyens de poursuivre l'industrialisation au cours des années 1980 et au-delà, ainsi que les dispositions institutionnelles intéressant l'ONU.

Un vaste système de consultations

Le principal problème est de définir la ligne d'action et de déterminer les délais dans lesquels la communauté internationale peut satisfaire aux exigences du nouvel ordre économique international et opérer les changements requis. Au moment où se réunit cette troisième conférence générale de l'ONU, les relations économiques internationales ont commencé à se modifier sous l'influence de la nouvelle interdépendance mondiale qui se manifeste dans les courants commerciaux Nord-Sud et dans les préoccupations communes à propos de l'énergie. Comme des événements récents l'ont montré, c'est le pouvoir d'achat soutenu du tiers-monde qui, au six derniers années, a permis d'atténuer considérablement les effets de la récession dans le Nord.

D'après des estimations de la Communauté économique européenne, il y aurait en, en effet, trois millions de chômeurs supplémentaires — neuf millions au lieu de six — si les pays en voie de développement exportateurs ou non-producteurs de pétrole n'avaient pas maintenu leurs importations de produits manufacturés en provenance des pays de l'Occident. Dans un autre rapport, l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a noté que les échanges avec les nouveaux pays industrialisés avaient entraîné, pour les pays du Nord, un gain net de neuf cent mille emplois au cours de chacune des années de la période 1973-1977.

On ne peut plus désormais considérer le Sud comme le bénéficiaire passif d'une aide institutionnalisée, ni comme un figurant dans les relations mondiales. Il contribue activement à façonner l'économie internationale. La

système de consultations de l'ONU offre « la possibilité de regarder l'avenir ensemble », en ce qui concerne les plans, stratégies, problèmes et perspectives dans certains secteurs industriels qui sont d'une importance cruciale pour les pays en voie de développement.

Des études ont été déjà en lien sur les engrais, le sidérurgie, le cuir, les huiles végétales, le pétrole et le mécanisme agricole, d'autres consultations consacrées aux mêmes secteurs et à d'autres sont prévues pour 1980 et 1981. Ce système offre la meilleure possibilité de progresser vers la reconstruction de l'industrie à l'échelon international et, par conséquent, vers la création de nouvelles installations industrielles dans les pays en voie de développement. En confiant une commission permanente à ce système qui réunirait des représentants des gouvernements, des milieux industriels, des syndicats, des groupements de consommateurs et des organismes financiers, bénéficie d'un appel général, on stimulerait la coopération internationale. Le système a notamment permis d'engager un dialogue portant sur divers secteurs industriels, de réduire ainsi certains antagonismes procédant de la méfiance et de substituer la coopération à l'affrontement.

Huit propositions concrètes

L'ONU présente à New-Delhi huit grandes propositions appelant d'importantes initiatives. Elles relèvent des domaines suivants : coopération internationale de capitaux ; coopération internationale de technologie ; commerce. On espère que l'adoption de stratégies internationales judicieuses permettra à l'industrie de devenir un instrument majeur d'amélioration des conditions de vie dans les pays en voie de développement où vivent 70 % de la population mondiale.

Les propositions présentées à New-Delhi

portent sur la création : — d'une agence internationale du financement industriel ayant pour mandat de faire progresser la coopération entre les pays du Sud en transformant les surplus financiers dont disposent certains pays en voie de développement en investissements à long terme dans les pays du tiers-monde ; — d'un fonds mondial d'encouragement à l'industrie pour susciter des transferts monétaires de ressources vers les pays en voie de développement ;

— d'une commission du droit international du développement industriel chargée de définir de nouveaux concepts juridiques, d'analyser et de diffuser l'information relative aux pratiques internationales en matière de contrats industriels et de contribuer à la formulation de normes contractuelles, de contrats modèles, de clauses uniformes et de conventions multilatérales ;

— d'un système de règlement des différends industriels à trois niveaux, qui répondra à la nécessité d'un arbitrage satisfaisant et auquel les pays en voie de développement puissent avoir recours selon leurs besoins ;

— d'un institut international des techniques industrielles ayant pour mandat de fournir des services aux entrepreneurs et aux entreprises des pays en voie de développement, de susciter d'améliorer leurs techniques industrielles ;

— d'un centre international pour le groupement des achats de techniques chargé de négocier des contrats-cadres avec les fournisseurs de procédés concernant le transfert, l'industrialisation collective, de techniques aux pays en voie de développement ;

— d'un centre international d'étude des brevets chargé d'aider les pays en voie de développement à adapter les lois ou pratiques relatives à la propriété industrielle appliquées dans les pays industrialisés ou héritées de l'époque coloniale.

Par sa huitième proposition, l'ONU

demande à la conférence d'adopter un objectif concernant les exportations de produits manufacturés provenant des pays en voie de développement afin d'équilibrer les échanges entre ces derniers et les pays développés.

Les rapports entre l'industrie et l'agriculture

NEUF programmes sont présentés pour étayer ces propositions. Ils intéressent des domaines comme le système de consultations, l'information pour le financement industriel, la promotion des investissements à long terme liés aux accords de troc ou de règlement en produits, etc., qui ont trait aux attributions actuelles de différentes organisations internationales et peuvent être mis en œuvre rapidement.

La prédominance du secteur agricole frôle à une certaine époque considérée comme la caractéristique structurelle du retard d'un pays quant au revenu par habitant, à la répartition du revenu, à la croissance économique, etc. Le fait que les pays développés aient traversé des périodes marquées par un recul de la production agricole par rapport à la production des industries manufacturières et des autres secteurs constitue un argument de poids à l'appui de la thèse selon laquelle les pays en voie de développement ne pourraient connaître un essor économique rapide qu'au prix d'une refonte radicale de leurs structures.

Bien des pays en voie de développement ont d'abord pensé que cette évolution se ferait soit par un transfert des ressources économiques du secteur agricole au secteur industriel, soit par une « expropriation » des surplus agricoles, dont le produit servirait à subventionner l'infrastructure industrielle et le secteur manufacturier. Dans un certain sens, on considérerait alors le secteur agricole comme le lieu de départ de l'effort d'industrialisation et d'une croissance économique rapide.

Dans les années 1970, on a commencé à envisager le développement économique selon une théorie nouvelle qui insistait sur l'interdépendance de tous les secteurs de l'économie et voyait dans leur croissance — dirigée vers la réalisation d'un certain nombre de grands objectifs économiques et sociaux — la condition sine qua non de tout développement global. Les deux théories sont valables, selon les circonstances. On ne peut, cependant, en apprécier la valeur que d'après la précision avec laquelle elles décrivent et prédisent le mouvement des variables économiques mesurables.

De point de vue de la politique globale, le problème crucial réside dans l'investissement dans les différentes branches d'activité économique ; à cet égard, la distinction entre politique « agricole » et politique « industrielle » n'a pas grande valeur. Même dans les cas limites, il s'agit de choisir non pas entre industrie et agriculture, mais entre projets et ensembles de projets dont plusieurs, tels que ceux qui ont trait au traitement des matières premières locales, sont à cheval sur l'industrie et l'agriculture. Il faut accorder la priorité à une forme d'industrialisation compatible avec une stratégie de transformation rurale.

ABD-EL RAHMAN KHANE

Abdel Rahman Khane

Les salariés du Nord industrialisés devant les exploités des pays pauvres

La troisième décennie du développement risque de mettre à rude épreuve la solidarité internationale. D'ici, l'émergence de nouvelles nations industrielles dans le tiers-monde a suscité de l'avis même de la plupart des dirigeants syndicaux, de véritables réactions d'autodéfense, voire de xénophobie, au sein de la classe ouvrière des pays développés.

Or, selon l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), « les importations provenant des pays en développement ne représentent qu'une proportion négligeable des ventes sur les marchés intérieurs des pays développés » (1). Ce taux est actuellement de 8 % à 9 %. A une exception près, le commerce de produits manufacturés des pays en voie de développement avec les Etats développés à économie de marché se serait en particulier soldé, au cours des dernières années, par un déficit croissant, passant de 6 milliards à 28 milliards de dollars entre 1964 et 1975.

Que se passera-t-il si, au cours des prochaines décennies, et conformément aux objectifs fixés par la deuxième conférence générale de l'ONUDI, la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale devait passer de 9 % actuellement à 25 % ? Comment préserver la solidarité des travailleurs au sein du mouvement syndical international face à ce qui pourrait apparaître à certains comme des conflits d'intérêts entre la classe ouvrière des pays en voie de développement et celle des Etats industrialisés ? Ces questions figurent sans doute en bonne place à l'ordre du jour de la conférence syndicale mondiale destinée à examiner « les problèmes grandissant autour du nouvel ordre économique international » qui se tiendra en avril à Belgrade.

Les syndicats occidentaux et internationaux ne manquent pourtant pas une occasion de réaffirmer leur solidarité avec les travailleurs des pays en voie de développement. Ainsi, dans une allocution prononcée lors d'un séminaire sur l'éducation du développement, le 30 octobre 1979 au Luxembourg, le président de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), M. Wim Kok devait notamment déclarer : « Bien que la compétence de la C.E.S. soit, par définition, limitée à la défense des travailleurs d'Europe, nous devons veiller à ce que la politique européenne ne soit pas préjudiciable mais, au contraire, bénéfique au tiers-monde. »

On retrouve l'affirmation de

préoccupations similaires notamment dans la charte du développement des syndicats libres (C.I.S.L.) : « Les syndicats des pays industrialisés ont une tâche importante à assumer, notamment l'éducation de leurs adhérents concernant la nécessité de leur solidarité avec les travailleurs des pays en voie de développement... La formation syndicale devrait viser à mettre en relief l'interdépendance des travailleurs du fait de l'industrialisation du capital. »

En fait, dans les documents et discours officiels tout au moins, aucun syndicat international ou européen ne remet en question le droit du tiers-monde à l'industrialisation.

Certains d'entre eux, dont en France la C.G.T., soulignent même le fait que l'existence dans la convention de Lomé d'un chapitre sur la coopération industrielle entre la C.E.S. et leurs partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) constitue un progrès par rapport à la convention de Yaoundé qui, elle, n'en faisait pas mention. Mais, rappelant que des proportions modestes (2) des ressources du Fonds européen de développement (FED) ont été consacrées à l'industrialisation, la C.G.T. déplore que celle-ci soit jusqu'à présent restée une préoccupation « marginale » (3). Et, selon M.C. De Angeli, représentant permanent de la F.S.M. (Fédération syndicale mondiale) auprès de l'Office des Nations unies à Genève et du Bureau international du travail (BIT), « la convention de Lomé, même revue, ne saurait assurer une diversification des structures économiques des A.C.P. ».

Certains syndicats, tels la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) reprennent volontiers, dans leurs publications, les conclusions d'études récentes selon lesquelles le développement industriel du tiers-monde aurait été, jusqu'à présent, plus bénéfique que préjudiciable pour les pays développés.

Les dirigeants syndicaux auront sans doute été plus particulièrement sensibles aux considérations relatives à l'emploi. Or, selon le rapport du groupe de travail présidé par M. Yves Berthelot, directeur de la recherche au Centre de développement de l'O.C.D.E. (4), les échanges de produits industriels entre les Etats en voie de développement et la France ont permis la création nette de cent mille emplois dans ce pays entre 1970 et 1976. Une étude plus récente de l'O.C.D.E. (5) arrive à des conclusions de même nature pour l'ensemble des Etats membres.

Les syndicats ne sont pas encore à l'heure mondiale

Dans les pays riches frappés par la « crise », la plupart des organisations de travailleurs reconnaissent maintenant que l'aggravation du chômage, chez eux, n'a guère de rapport avec l'accroissement de la production industrielle dans certains pays du tiers-monde. Pris dans le piège de la restriction, repliés sur la défensive, ils n'ont cependant pas encore renoué l'alliance de fait avec les sociétés multinationales.

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

Le réalisme aura sans doute joué un rôle au moins aussi important que la solidarité dans les prises de position officielles des syndicats occidentaux et internationaux à l'égard de l'industrialisation du tiers-monde. Une réduction des importations en provenance des

Etats industrialisés de la part des pays en voie de développement — notamment en guise de représailles contre les mesures protectionnistes dont leurs propres exportations sont l'objet sur les marchés de l'hémisphère Nord — aggraverait en effet le chômage dans les pays riches. Selon M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, responsable du développement, « si les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole continuent d'économiser sur leurs importations pour compenser la hausse des prix pétroliers, cela aurait significatif, en Europe, trois millions de chômeurs supplémentaires » (6).

On note en fait qu'en 1975 les exportations de la C.E.E. vers les pays en voie de développement ont accusé une hausse de 25 % alors que, dans le même temps, leurs ventes aux Etats-Unis et aux membres de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) fléchissaient, elles, respectivement, de 17 % et de 3 %.

solidarité prolétarienne ne suffit pas, à elle seule, pour résoudre les difficiles problèmes qui secouent le monde. En effet, l'affirmation globale de notre solidarité, en tant que syndicat, suffit-elle pour empêcher la réaction des travailleurs de cette usine française qui ferme ses portes parce que ruinée par des importations sauvages en provenance de Hongkong ou de Tunisie ? Empêcher-elle l'immense, notre hostilité, vis-à-vis du tiers-monde, de ces travailleurs licenciés parce que le groupe dont ils dépendent investit massivement dans de nouveaux établissements en Amérique latine ou en Asie ?

De nombreux ouvriers occidentaux ont en fait le sentiment d'être victimes d'une « concurrence déloyale » de la part des pays en voie de développement qui, pour attirer les capitaux étrangers, toléreraient ou même encourageraient la violation, sur leurs territoires, des « normes internationales de travail » définies par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), et notamment celles relatives aux conditions de travail, aux droits syndicaux et aux salaires.

Un grand nombre de pays en voie de développement ne sont effectivement pas exempts de critiques en la matière. Le Bureau international du travail (BIT) vient en particulier de publier un rapport édifiant sur le travail des enfants (7). Selon cet ouvrage, en 1979, au moins cinquante-deux millions d'enfants de moins de quinze ans travaillaient dans le monde, dont la plupart dans les pays du tiers-monde.

Si certains de ces derniers estiment avoir de bonnes raisons, notamment sociales et économiques, d'abaisser comme la convention n° 182 et la recommandation 148 de l'O.I.T. les y autorisent d'ailleurs — cet âge minimum d'admission à l'emploi, l'utilisation de jeunes de huit ans (et moins) à des activités souvent pénibles et dangereuses est difficile à justifier. Or cette pratique est, semble-t-il, assez répandue dans plusieurs pays latino-américains notamment, et en particulier l'Argentine.

Dans les fabriques de verre, note entre autres dans le rapport du BIT, les enfants souffrent beaucoup de la très forte chaleur et sont exposés notamment aux risques de brûlures et de blessure par coupure. Dans les ateliers de fabrication de tapis, ils respirent toute la journée des poussières de laine. Les outils, les machines et, de façon générale, les postes de travail ne sont pas adaptés à la stature des caractéristiques et des possibilités physiques des enfants, ce qui pose

Solidarité ouvrière ou concurrence déloyale ?

EN outre, les pays du tiers-monde — ou tout au moins, comme le souligne M. Abdelatif Benbouhrou (voir page 17), un nombre limité d'entre eux — n'ont pas été les seuls à améliorer leurs performances en matière de production et de commerce d'articles manufacturés au cours des dernières années. Ainsi la part des Etats industrialisés à l'économie de marché dans la production mondiale de chaussures est effectivement passée de près de 60 % en 1965 à moins de 50 % en 1975 alors que celle du tiers-monde et des pays de l'Europe de l'Est accusaient, dans le même temps, des hausses respectives de 7,5 % et 2,5 % ; mais le recul enregistré par le premier groupe de pays ne concerne qu'un certain nombre d'Etats. Ainsi, entre 1965 et 1975, la production italienne de chaussures est passée de 222 millions à 388 millions de paires et celle de l'Espagne de 93 millions à 188 millions de paires. Et, s'il est vrai que les importations de chaussures ont représenté 8 % de la consommation nationale de cet article en République fédérale d'Allemagne en 1976 contre 14 % en 1963, la balance du commerce de chaussures en cuir de l'Italie a enregistré un solde positif de 143 millions de paires en 1975 contre 42 millions seulement en 1963 ; pour l'Espagne, les chiffres correspondants étaient de 58 millions contre 2 millions de paires.

M. Gérard Fonteneau, secrétaire général adjoint de la C.M.T., consi-

dère donc que rendre le développement industriel du tiers-monde responsable du chômage dans l'hémisphère Nord relève de « l'imposture » et du « mythe ». Les campagnes incriminant le tiers-monde ont, selon lui, un objectif politique : elles viseraient à « acculer les travailleurs des pays industrialisés et leurs organisations à la défensive » et à semer la discorde entre la classe ouvrière des Etats riches et celle du tiers-monde.

Certains dirigeants d'organisations européennes, tels M. Karl Tapiola, secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'O.C.D.E. qui avoue d'ailleurs de « méfier des chiffres pioupiou » utilisés pour prouver que le développement industriel du tiers-monde ne constitue pas une menace pour les Etats industrialisés — reconnaissent pourtant que les démonstrations d'experts n'ont pas dissipé toutes les craintes des travailleurs des pays développés.

Ces appréhensions sont évidemment plus vives chez les travailleurs employés dans les secteurs où le tiers-monde a sensiblement amélioré ses performances au cours des dernières années, et notamment ceux du textile, de l'habillement et des cuir. En France, M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint responsable du département international de la C.F.D.T., a traduit une opinion assez répandue dans les pays développés en déclarant lors d'un colloque, les 20 et 21 octobre 1979 à Paris : « La réaffirmation, fut-elle solennelle, de la



Portée et limites de la coopération

L'EXEMPLE DE LA CONVENTION DE LOMÉ

Par GAETANO SPERANZA *

Le bilan d'ensemble des dernières grandes conférences des Nations unies de portée économique n'est guère encourageant : Les vœux d'une coopération internationale plus équilibrée des ressources et des activités de production, ainsi qu'une participation plus équilibrée à la gestion du système économique international.

La part des pays en voie de développement dans la production manufacturière mondiale n'a pas progressé d'une façon significative au

cours des dernières décennies ; elle est restée relativement stable, autour de 7 %, depuis la fin de la guerre mondiale jusqu'en 1970, et elle a légèrement augmenté depuis 1970, mais cette augmentation est autant le résultat d'un ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés que d'une accélération du courant d'industrialisation du tiers-monde.

L'objectif de 25 % défini par la conférence de Lima en 1975 ne semble pas pouvoir être facilement atteint. Les études présentées à la veille de l'actuelle réunion de l'ONUDI montrent que des taux de croissance comparables à ceux du passé pour l'industrie manufacturière des pays industrialisés et des pays du tiers-monde pourraient faire augmenter cette part jusqu'à 15 % à 16 % dans l'hypothèse de la poursuite d'une croissance ralentie dans les pays industrialisés, cette part pourrait s'élever à 20 %. Seule une hypothèse de reprise d'une croissance rapide dans les pays industrialisés et d'une accélération très sensible dans les pays en voie de développement permettrait de s'approcher de l'objectif fixé à Lima. Cette hypothèse implique une multiplication par dix des investissements dans les pays en voie de développement d'ici à l'an 2000.

Globalement insuffisants, les progrès de l'industrialisation du tiers-monde se limitent à un petit nombre de pays dont les exportations se concentrent sur quelques lignes de production. Ainsi, ceux qui disposent aujourd'hui d'une base industrielle significative forment une petite dizaine, concentrés en Asie et en Amérique latine ; sept pays couvrant 70 % du total des exportations industrielles des pays en voie de développement.

Toutes les prévisions existantes laissent penser que, dans l'hypothèse d'une croissance rapide, le nombre de pays en voie de développement disposant d'une base industrielle significative pourrait atteindre la vingtaine

— sur un total dépassant la centaine. Enfin, les exportations industrielles des pays en développement sont très concentrées sur un petit nombre de secteurs : textiles, confection, chaussures, cuir, produits de consommation courante ou produits d'équipement standardisés. Pour certains de ces produits, les pays en voie de développement ont pu prendre une place décente sur le marché mondial. Ainsi, les importations en provenance des pays en voie de développement représentent, pour les vêtements, 40 % des importations totales des pays de l'O.C.D.E. ; pour les chaussures et articles en cuir, plus de 30 % ; pour les textiles, plus de 15 %.

Les problèmes qui sont posés — en des termes plus difficiles qu'au cours des décennies précédentes du fait du ralentissement de l'économie mondiale et du renchérissement de l'énergie — sont, d'une part, celui d'une plus grande diversification sectorielle des productions et des exportations des pays en voie de développement, d'autre part, celui d'une intégration beaucoup plus importante de ce grand nombre de pays pour l'instant en marge ou à l'écart des grands circuits de production et d'échanges internationaux.

Les pays en voie de développement d'Afrique, situés au sud du Sahara, figurent parmi ceux qui sont les plus concernés par ce dernier aspect du problème.

Pour le plupart, ils sont à l'écart ou au seuil du courant d'industrialisation. Bon nombre d'entre eux se trouvent classés parmi les pays à revenu par habitant le plus faible, et les progrès enregistrés sont minimes au regard des besoins et des aspirations qui restent à satisfaire. Un véritable décalage industriel de ces pays se réalisera difficilement par la seule mobilisation des ressources nationales : une impulsion doit être donnée par l'aide et la coopération internationale. Il est donc intéressant d'examiner sur un

exemple concret comment peut s'établir, entre pays développés et pays en développement, une coopération concourant à un plus grand effort d'industrialisation.

Laboratoire d'une politique mondiale

DEPUIS 1975, la coopération industrielle entre la C.E.E. et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) s'est inscrite dans le cadre plus vaste d'un contrat : la convention de Lomé (1) régissant pour cinq ans tous les aspects des relations économiques entre les deux zones : coopération commerciale, technique, financière, stabilisation des recettes d'exportations.

L'idée de départ était de rassembler différents instruments afin d'aider à la création d'un contexte favorable à l'éclosion d'une base industrielle, et d'agir directement pour stimuler l'investissement dans l'industrie et les exportations de produits manufacturés vers la Communauté :

— le Fonds européen de développement (FED), à côté de ses actions de développement rural, intervenait dans le domaine des infrastructures de base : infrastructures de transport, de santé, d'éducation, de formation professionnelle.

— le STABEX, ou système de stabilisation des recettes d'exportations, permettait d'assurer aux pays exportateurs de matières premières agricoles une stabilité des revenus tirés de ces produits. Cette sécurité devait permettre une meilleure programmation de leurs investissements, notamment dans la transformation sur place de leurs matières premières.

— en plein commercial, la première convention de Lomé instituait, sans restrictions et sans réciprocité, l'accès de tous les produits industriels et agricoles des Etats A.C.P. — à

* Directeur de la politique générale du développement à la direction générale du développement de la C.E.E.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : l'U.R.S.S. oppose son veto à l'adoption de sanctions contre l'Iran

RUMI depuis le 29 décembre à la demande des États-Unis, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté le 31 décembre par 11 voix sans opposition, mais avec 4 abstentions (U.R.S.S., Tchétchoukova, Koweït et Bangladesh), la version révisée d'un projet de résolution sur l'Iran présenté par les États-Unis. Dans ce texte, il déplore le maintien des otages en détention à l'encontre d'une résolution précédente à ce sujet et de l'urgence de la Cour internationale de justice en date du 15 décembre. Il demande à nouveau au gouvernement iranien de les libérer immédiatement et d'assurer leur protection tout en leur permettant de quitter le pays. Le secrétaire général est prié de prêter ses bons offices et de rendre compte de sa mission projetée en Iran. Enfin le Conseil envisage de se réunir à nouveau le 7 février pour adopter des mesures efficaces conformément aux articles 39 et 41 de la charte de l'ONU en cas d'insubordination de la résolution.

M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a alors, dès le 31 décembre, quitté New-York pour Téhéran où il a eu des entretiens avec les autorités iraniennes, notamment M. Gholizadeh, ministre des affaires étrangères, sans toutefois pouvoir rencontrer l'ayatollah Khomeiny. Le rapport du secrétaire général résumant ces entretiens a été publié le 6 janvier à New-York, à l'attention du Conseil de sécurité. Il consigne notamment le point de vue des autorités iraniennes concernant la libération des otages et précise que, parmi les possibilités envisagées entre le secrétaire général et le ministre iranien des affaires étrangères pour faciliter cette libération, « l'idée de constituer une commission internationale d'enquête (déjà explorée lors d'un précédent entretien) a été mentionnée ». Le secrétaire général a « déclaré que les otages devaient être libérés avant la constitution » de cette commission, « ou, au moins, en même temps ». Mais « le ministre des affaires étrangères a dit toutefois que la libération des otages serait l'une des conséquences de cette procédure ». Le rapport précise aussi que M. Waldheim n'a pu rencontrer les otages détenus à l'ambassade des États-Unis. Cependant le secrétaire général conclut dans ce rapport qu'il contient « un certain nombre d'éléments et d'idées qui peuvent fournir une base au Conseil de sécurité pour poursuivre l'examen de la crise actuelle ».

Le problème iranien a ensuite fait l'objet d'une nouvelle session du Conseil de sécurité, comme prévu mais avec quelque retard. Les 11 et 13 janvier, en effet, il s'est réuni pour examiner un projet de résolution présenté par les États-Unis et préconisant l'imposition de sanctions contre l'Iran jusqu'à la libération des otages, à l'exception toutefois de sanctions contre les envois de produits alimentaires, médicaux et pharmaceutiques. Dix États ont voté en faveur du texte (la Chine ne participant pas au vote), mais la République démocratique allemande et l'U.R.S.S. ont voté contre. Cette dernière disposant d'un droit de veto, le texte n'a pas été adopté.

Nouveau veto soviétique à propos de la situation en Afghanistan

A la demande de cinquante et un États membres, le Conseil de sécurité s'est aussi réuni le 5 janvier à pour examiner la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Il était saisi d'un projet de résolution présenté par le Bangladesh, la Jamaïque, le Niger, les Philippines, la Zambie et la Tunisie et qui déplorait la récente intervention armée en Afghanistan, demandant le « retrait immédiat et sans conditions de toutes les troupes étrangères ». Le 7, ce texte a été repoussé à l'issue d'un scrutin dans lequel l'U.R.S.S. fit usage de son droit de veto. Le projet de résolution avait recueilli 13 voix, la R.D.A. et l'U.R.S.S. votant contre. A la suite de ce vote, le Conseil a adopté le 9 janvier une résolution dans laquelle il convoquait une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale pour examiner la question à son tour, le Conseil ayant été « empêché de s'acquiescer de la responsabilité

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES À VOCATION MONDIALE

principale qui lui incombe pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales » (procédure d'urgence dite « United for Peace »). Présentée par les Philippines, par ailleurs appuyée par le Mexique, la résolution a recueilli 12 voix contre 2 (U.R.S.S. et R.D.A.), avec une abstention (Zambie). Pour décider de l'application de cette procédure, on sait qu'un vote affirmatif de sept membres du Conseil de sécurité est suffisant.

Sixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale de l'ONU s'est donc réunie le 10 janvier en session extraordinaire d'urgence (la session du genre) pour débattre de la question afghane. Le 14, elle s'est prononcée par 104 voix contre 18 et avec 18 abstentions en faveur d'un projet de résolution présenté par vingt-quatre pays non alignés et demandant le « retrait immédiat, inconditionnel et total » des troupes étrangères d'Afghanistan afin de permettre au peuple afghan de « décider lui-même de la forme de son gouvernement et de choisir son système économique, politique et social sans ingérence, subversion, coercition ou contrainte de l'extérieur sous quelque forme que ce soit ». Dans le même texte, l'Assemblée demande à tous les États de fournir une aide humanitaire aux réfugiés afghans en coordination avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Le Conseil de sécurité est prié d'étudier les moyens qui pourraient faciliter l'application de cette décision d'ensemble.

Fin de la trente-quatrième session de l'Assemblée générale : élection du Mexique au Conseil de sécurité

L'Assemblée générale a mis un terme le 8 janvier à sa trente-quatrième session (qui avait commencé le 13 septembre) en élisant le Mexique au siège resté vacant de membre non permanent du Conseil de sécurité. Cuba avait retenu sa candidature le 6 janvier, et la Colombie le 7, aucun de ces deux États n'ayant obtenu la majorité requise des deux tiers. Le Mexique a obtenu 133 voix sur 159¹ pour de scrutin (Cuba en a encore obtenu 53).

Les principales résolutions adoptées durant les dernières semaines portent sur les questions suivantes :
DESARMEMENT. — Trente-huit textes ont été adoptés le 11 décembre. Ils concernent aussi bien l'interdiction de nouveaux types d'armes de destruction massive ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques produisant des effets particulièrement traumatiques que l'éventuelle conclusion d'une convention interdisant les armes radiologiques ; ou encore la démolition des armes chimiques, de l'Afrique, du Proche-Orient et de l'Asie du Sud ; l'océan Indien ; le rapport entre dépenses militaires et dépenses de développement ; l'entrée en vigueur souhaitée du traité SALT 2 ; le thème plus vaste du désarmement et de la sécurité internationale, etc. Par 126 voix contre 0 et avec 13 abstentions, l'Assemblée a décidé d'entreprendre une étude détaillée sur « les mesures propres à accroître la confiance ».

DISCOLONISATION. — Deux nouvelles résolutions sur ce thème ont été adoptées le 13 décembre. L'une réaffirme les principes de la lutte anticoloniale et condamne toute collaboration avec l'Afrique du Sud et la « minorité raciste en Rhodésie du Sud ». L'autre concerne la diffusion d'informations sur la décolonisation.

RHODESIE. — Dans une résolution votée le 18 décembre, au lendemain de la conclusion de l'accord de Lancaster House, l'Assemblée s'est félicitée de cet accord et elle a tenu à rappeler que la résolution du Conseil de sécurité imposant des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud ne pouvait être révoquée que par une décision du Conseil.

Ce dernier était invité à « suivre attentivement la situation jusqu'à l'accession du peuple du Zimbabwe à l'indépendance véritable et à l'instauration d'un gouvernement de la majorité ».

INFORMATION. — L'Assemblée a notamment prié le directeur général de l'UNESCO d'envisager la possibilité de créer un fonds international pour le développement des communications. Dans un autre texte, elle décide de reconduire le comité chargé de réexaminer les politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information, qui désormais portera le nom de « comité de l'information ». En même temps, l'UNESCO est invité à présenter à la prochaine session de l'Assemblée générale un rapport intermédiaire sur l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT. — Une résolution a été adoptée sans vote, le 14 décembre, sur les négociations concernant la coopération économique internationale pour le développement (dialogue Nord-Sud). Elle décide d'ouvrir, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée en 1980, une série de négociations devant déboucher sur une « approche cohérente et intégrée » des problèmes. Ces négociations devraient « débiter » dans le cadre des Nations unies » et porter sur les « grands problèmes » en matière d'énergie, de commerce et de développement, et en matière monétaire et financière.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES. — Parmi les textes adoptés le 19 décembre, une résolution porte sur les préparatifs de la session extraordinaire de 1980 où l'Assemblée devrait prendre des mesures « appropriées » en vue de promouvoir le développement du tiers-monde. Cette session se tiendra « à un niveau politique élevé » à un moment « approprié » entre le 15 août et le 15 septembre 1980. Ce sera, on le sait, l'occasion de proclamer la troisième Décennie des Nations unies pour le développement. Dans un autre texte, l'Assemblée prévoit également une conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, qui aurait lieu, elle, en 1981. Par ailleurs, une résolution demande qu'une suite soit donnée aux décisions de la cinquième session de la CNUCED, M. Gamaliel Corea a été confirmé comme secrétaire général de la CNUCED pour un nouveau mandat de trois ans, du 1^{er} avril 1980 au 31 mars 1983.

D'autre part, un comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement a été institué. Tous les États pourront y participer et il se réunira une fois l'an. Un Centre pour la science et la technique au service du développement sera mis en place au secrétariat de l'ONU, pourvu d'un fonds intérimaire qui financera ses activités en attendant que soit défini son système de financement.

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Dix résolutions ont été adoptées le 17 décembre sur le rapport du Conseil économique et social (ECOSOC). Elles concernent notamment le droit à l'éducation ; la protection des droits de l'homme ; les produits chimiques ou pharmaceutiques dangereux ou d'emploi dangereux ; l'aide aux réfugiés sud-africains dans les pays limitrophes ; la lutte contre la drogue, etc. Un texte spécial porte sur des « mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter le droit de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants ». Une autre résolution, enfin, concerne les droits de l'homme au Chili, invitant la commission des droits de l'homme à suivre de près la situation dans ce pays.

CONDITION DE LA FEMME. — Parmi les nombreux textes votés sur la condition ou l'année internationale de la femme, figure une convention sur l'élimination de toutes les

formes de discrimination à l'égard des femmes (130 voix pour, 11 abstentions).

TRAITEMENTS CRUELS OU DÉGRADANTS. — A ce chapitre, figurent des résolutions sur la torture (un projet de convention sur la torture devra être présenté à la trentième session de l'Assemblée), sur le projet de code d'éthique médicale, et encore sur le code de conduite pour les responsables de l'application des lois, qui a été adopté : les gouvernements sont invités à en tenir compte dans la législation ou la pratique.

PROBLÈMES JURIDIQUES. — Le 17 décembre, par 118 voix et avec 22 abstentions, l'Assemblée a adopté une résolution relative aux mesures visant à prévenir le terrorisme international : elle y condamne sans équivoque tous les actes de terrorisme international, ainsi que les actes de répression et de terrorisme du fait de régimes coloniaux, racistes et étrangers et prend note de l'étude des causes sous-jacentes du terrorisme international.

Egalement le 17 décembre, l'Assemblée a adopté par consensus une convention internationale contre la prise d'otages ; l'article 9, qui a fait l'objet d'un vote séparé, traite des situations dans lesquelles il ne sera pas fait droit à une demande d'extradition (notamment risque de poursuites ou de punition en considération de la race, de la religion, de la nationalité, de l'origine ethnique ou des opinions politiques). Enfin, dans un texte voté le 14 décembre, l'éventuelle élaboration d'une convention internationale contre les activités des mercenaires est envisagée.

LEVÉE DES SANCTIONS CONTRE LA RHODESIE. — Le Conseil de sécurité a demandé le 21 décembre la levée des sanctions contre la Rhodésie, le formant de la signature, à Londres, de l'accord de paix sur la Rhodésie. La résolution du Conseil a été votée par 13 voix, avec deux abstentions (Tchécoslovaquie et U.R.S.S.).

Dans sa résolution, le Conseil décide, en outre, de dissoudre le comité chargé de veiller à l'application des sanctions, créé en 1965, et d'inviter les États à l'accorder d'urgence une assistance à la Rhodésie du Sud et aux États de « première ligne », notamment pour faciliter le rapatriement en Rhodésie du Sud de tous les réfugiés et personnes déplacées. La présence administrative (Grande-Bretagne) est invitée, pour sa part, « à ainsi que toutes les parties intéressées à observer et à appliquer intégralement, de bonne foi, la Grande-Bretagne est invitée à s'assurer que qu'aucune unité régulière ou composée de mercenaires des forces sud-africaines ou d'autres forces étrangères ne restent ou ne pénètrent en Rhodésie du Sud », à l'exception, bien entendu, des forces prévues dans l'accord de Lancaster House.

CODE DE CONDUITE DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES. — Le groupe de travail intergouvernemental du code de conduite des sociétés transnationales a tenu sa huitième session du 7 au 18 janvier. Ses travaux ont porté notamment sur la mise en application de ce code à l'échelon national et international.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE. — Au cours de sa cinquante-septième session, tenue du 23 novembre à Genève, la commission des problèmes de l'Europe de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) a adopté un projet de déclaration de politique de prévention de la pollution des eaux et de la lutte contre cette pollution, y compris la pollution transfrontalière.

Le comité pour le développement du commerce, réuni du 3 au 7 décembre à Genève, a constaté un développement accru du commerce Est-Ouest en 1979 et au cours du premier semestre de 1980.

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE. — M. James P. Grant, nouveau directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF, ou FISE), a déclaré à l'issue de l'année 1979, dans une conférence de presse à New-York, que la distribution des secours du Programme alimentaire mondial au Cambodge a été interrompue à la suite d'incidents de sécurité. Les détails de l'incident à partir de Kampong-Som et de Phnom-Penh étaient si longs que les procédures d'accusation dans les entités, de sorte que l'UNICEF et le C.I.C.E. avaient jugé utile d'attirer l'attention des autorités de Phnom-Penh sur la situation. L'accusation de transport. Selon l'UNICEF, les principales difficultés tiennent au manque de personnel qualifié et à la poursuite de la guerre.

HAUT COMMISSARIAT POUR LES RÉFUGIÉS. — Paul Hartling, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a tenu en effet le 14 janvier pour que soient doublées les ressources prévues pour 1980 (initialement fixées à 250 millions de dollars), en raison de l'augmentation considérable du nombre des réfugiés au Pakistan, en Thaïlande, en Somalie et au Zimbabwe.

Recherches universitaires

JEUX DE L'HEXAGONE

L'ANALYSE d'une élection présidentielle au suffrage universel permet-elle une sorte de radiographie de la société politique française ? Sylvie Collard en est convaincue. Elle a consacré son mémoire de diplôme d'études supérieures à la campagne de M. François Mitterrand en 1974. Une recherche dont elle publie aujourd'hui les résultats (1) — une enquête précise, nourrie d'informations de première main, enrichie d'une réflexion sur les nouvelles règles non écrites autour desquelles s'ordonne le combat politique en France.

L'électorat entend choisir à la fois un homme, un « projet », une équipe. Mais quelles sont les parts respectives prises par l'homme, le parti, le programme ? L'étude s'organise à partir d'un triple constat.

Rapports avec les forces politiques. S'il s'était désigné lui-même en 1965, M. François Mitterrand est au contraire, en 1974, pratiquement le seul des candidats démocratiquement investi par son parti. L'organisation de sa campagne n'en est pas moins très « personnelle » : Sylvie Collard décrit avec minutie l'état-major de la tour Montparnasse et ses ramifications au province, et ne cache pas le rôle très subalterne assigné au parti socialiste et aux autres formations de gauche. Souci d'élargir la superficie électorale du candidat au-delà des clientèles naturelles des partis qui le soutiennent. Volonté de ne pas apparaître comme le commis des partis, l'instrument d'un retour à la IV^e République décriée. La logique du présidentialisme imprègne ici la démarche de celui qui fut, seize ans plus tôt, l'un des plus vigoureux pourfendeurs de la nouvelle Constitution.

Nature du « projet ». En 1965, M. François Mitterrand avait conclu, avec le parti communiste, un accord sur la méthode du contrat d'adhésion, et sur une procédure de simple information. En 1974, le candidat de la gauche s'appuie sur le programme commun de gouvernement — mais, de ce programme, il ne défend que les « options fondamentales »... tout en y ajoutant le souci de l'efficacité économique. Nouvelle manifestation des progrès de la logique « présidentielle » : comme ses concurrents, le premier secrétaire du parti socialiste n'attend pas être libéré dans le détail de l'action gouvernementale ; le programme commun lui semble destiné au combat législatif — dans le contexte de la compétition présidentielle, il serait un véritable carcan.

Personnalisation du débat. Est-il vrai que, en France aussi, le « message complet plus que le message » ? Le candidat de la gauche s'est plus efforcé que la télévision : il a « compris la bête ». L'auteur décrit la tentation du marketing qui s'empare de la tour Montparnasse (mailing limité de celui du candidat McGovern aux États-Unis ; détermination par sondages des « segments critiques » de l'électorat). Mais des limites précèdent de la sensibilité même du « peuple de gauche » : attachement aux organisations et aux luttes collectives plus qu'à l'action individuelle ; répugnance à la mise en scène du spectacle politique.

Par CHARLES ZORGBIBE

L'étude de Sylvie Collard laisse transparaître un intérêt chevronné à l'endroit de l'action de M. François Mitterrand, mais ne tourne jamais à l'hagiographie. Elle n'est pas exempte d'appréciations critiques : ainsi des commentaires sur l'impulsivité du candidat de la gauche à déléguer des responsabilités, sur la confusion qui s'installe au sein de son état-major dans la délimitation des fonctions de chacun, sur les jalousies qui apparaissent et tiennent une atmosphère de « petite Cour ». Nous formulons cependant une importante réserve — qui s'abîmera sans nos lecteurs : le discours « international » du chef de file de la gauche n'est guère analysé ; les lacunes qu'il comporte sont très brièvement évoquées... à travers une allusion à un unique article de revue (2).

A L'AUTRE bout de l'échiquier politique, le député Jean-Claude Masclet avait d'abord songé à étudier les méthodes de travail parlementaire ; mais comment les apprécier sans référence à la nature du débat ? Sa thèse porte donc, finalement, sur le rôle du député (3). Un livre de plus sur le déclin des Parlements et l'altération du mandat représentatif ? Non, car l'auteur s'élève, dans une double perspective juridique et sociologique, les dépendances entravées du député, ses attaches avec le parti dont il est membre, avec la circonscription dont il est élu.

Le parti a, le plus souvent, beaucoup contribué à faire élire le député, la boutade britannique : « Most MPs are selected, not elected » est vraie aussi de la classe politique française d'aujourd'hui. Le groupe parlementaire, dont les prérogatives officielles vont croissant, influence considérablement l'élu dans l'exercice de son mandat — les élus ne sont-ils pas peu ou prou considérés comme le patrimoine du groupe ? Mais la densité des liens du député avec l'électorat de sa circonscription n'est pas moins impressionnante ; et le phénomène du cumul des mandats, s'il n'est pas nouveau, connaît depuis 1958 un regain de faveur, encore accru du fait de la création de nouveaux mandats locaux (conseiller régional, membre du conseil d'une communauté urbaine...).

Localisme et dépendance partisane se renforcent l'un l'autre : accrues par les démarches qui incombent à l'élu local, par les contraintes qui procèdent du service de ses électeurs, le député moyen se heurte de s'en remettre au groupe parlementaire et aux chefs de file du parti pour l'examen des dossiers nationaux et la définition d'une ligne politique. Dénaturation morale qui contribue à l'actuel affaiblissement du Parlement... L'auteur appelle de ses vœux une double évolution de la fonction parlementaire qui aurait gagné à être plus longuement exposée, et qui n'emportera pas toujours l'adhésion (mais c'est là le propre d'une thèse au bon sens du terme...) : limiter le cumul des mandats afin de libérer le député de l'excès des contraintes locales ; mais aussi, accentuer l'aspect collectif du travail du député et le poids des groupes parlementaires dans le débat politique. Car l'événement d'une démocratie parlementaire organisée serait la condition de la liberté du parlementaire. Paradoxe ou prophète ?

(1) S. Collard, La Campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974. Presses universitaires de France, Paris, 1979, 143 pages + annexes.

(2) Sur la place accordée à la politique étrangère dans les campagnes électorales, voir notamment le Monde diplomatique d'octobre 1976 et février 1978. Voir aussi l'article d'Alain Brouillet « Le Parlement français et la politique étrangère », dans le Monde diplomatique de mai 1978.

(3) J.-C. Masclet, Le Rôle du député et ses attaches institutionnelles. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1978, 392 pages + annexes.

financer un programme de développement de l'enseignement technique :

— Au Costa-Rica (6 décembre) : deux prêts d'un montant total de 22,9 millions de dollars pour la seconde phase d'un programme de développement des routes secondaires ; 200 millions de dollars provenant du Fonds d'opérations spéciales (pour trente ans à 2 %) et 10,4 millions de dollars des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans à 7,5 %).

— Au Jamaïque (6 décembre) : 7,5 millions de dollars (à l'aide des ressources du Fonds d'opérations spéciales) pour financer un plan d'expansion des exportations de produits non traditionnels ;

— Au Brésil (6 décembre) : deux prêts d'un montant de 66,4 millions de dollars pour le développement de l'industrie du sucre. Le premier prêt, d'un montant de 52,4 millions de dollars, a été consenti à l'aide des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans à 7,5 %) ; le second, accordé à l'aide du Fonds d'opérations spéciales (pour vingt ans, à 3 %), s'élève à 14 millions de dollars ;

— Au Pérou (6 décembre) : deux prêts d'un montant de 41 millions de dollars pour financer des travaux d'irrigation dont bénéficieront environ six mille quatre cents familles de paysans ; le premier (27,1 millions de dollars, pour vingt ans, à 2 %) provient du Fonds d'opérations spéciales ; le second (13,9 millions de dollars, pour vingt-cinq ans, à 7,5 %), des ressources ordinaires de la Banque ;

— À la République dominicaine (6 décembre) : 7,5 millions de dollars (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 %) pour financer la mise en état du secteur industriel dont les installations ont été considérablement endommagées par les ouragans Dennis et Frederic ;

— Au Salvador (12 décembre) : 27 millions de dollars destinés à financer la deuxième phase d'un programme visant à améliorer les services de santé ; le même jour, se pose un prêt de 15,5 millions de dollars pour un programme de crédit en faveur de l'agriculture et de l'agro-industrie ; deux contributions ont été attribuées à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'un pendant les dix premières années et 2 % ensuite ;

— À Haïti (12 décembre) : 4,1 millions de dollars (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour vingt ans, à 1 %) pour financer la construction de réseaux d'adduction d'eau potable ;

— À la Colombie (12 décembre) : 50 millions de dollars (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour trente ans, à 2 %) affectés à la réalisation d'un programme d'électrification dans les zones rurales ; le 6 décembre, ce pays avait déjà reçu un prêt de 44 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7,5 %) destiné à financer un programme de crédit visant à régulariser le cours du fleuve Cauca ;

— À la Barbade (12 décembre) : 4,4 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7,5 %) pour financer la construction de deux tronçons routiers ;

— Au Honduras (12 décembre) : 27,4 millions de dollars (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 %) pour financer la construction ou la remise en état d'une partie du tronçon routier ;

— À la Banque de développement des Caraïbes (12 décembre) : 10 millions de dollars (à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans, à 7,5 %) destinés au financement de programmes de crédit en faveur de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme.

RELEVÉ DES OBLIGATIONS SUR LE MARCHÉ AUTRIEN. — La Banque Interaméricaine a lancé

le 10 décembre sur le marché autrichien une émission d'obligations de 400 millions de schillings autrichiens. Ces bons, d'une durée de dix ans, cotés à 98,5 %, portent intérêt à 8 %. L'émission est datée du 10 décembre 1979 et intitulée « Émission de 1979 en schillings autrichiens », à 8 %, elle viendra à échéance en 1989.

• BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT. — La Banque asiatique de développement a annoncé l'octroi de nombreux prêts au cours des dernières semaines :

— À la République de Corée (23 novembre) : 30 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7,5 %) consentis à la Korea National Housing Corporation pour le financement de logements à loyers modérés ; ce pays a reçu le même jour un second prêt, d'un montant de 15 millions de dollars (pour quinze ans, à 7,5 %) destiné à l'institut de science et de technologie de Corée ;

— À Malaisie (23 novembre) : 53,8 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7,5 %) pour financer en partie la construction du port de Bintulu, dans l'est du pays, afin de faciliter les exportations en produits agricoles et industriels de cette région ;

— Aux Philippines (27 novembre) : 60,7 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-cinq ans, à 7,5 %), destinés à accroître les ressources en énergie de Mindanao, afin de réduire l'indépendance de cette région au pétrole. Le projet comprend la construction d'une centrale près de la ville de Marikina, sur la rive du Palawan ;

— Au Bangladesh (28 novembre) : 11,8 millions de dollars (à l'aide des ressources du Fonds spécial, pour vingt-cinq ans, à 1 %) pour financer la construction de deux sous-centrales et de deux importants réseaux de transmission reliant les centrales de Surajay et de Dikarita ; cette contribution est la plus importante que la Banque ait consentie depuis sa création ;

— Au Sri-Lanka (6 décembre) : 10,9 millions de dollars, pour le financement de crédits en faveur du secteur rural ; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique de 200 000 dollars. D'autre part, le 10 décembre, ce pays a obtenu un second prêt de 12,5 millions de dollars destiné à financer un programme d'électrification des zones rurales ; le Fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a également financé la construction sous la forme d'un prêt de 6 millions de dollars. Ces deux prêts ont été attribués à l'aide des ressources du Fonds spécial, pour quarante ans, à 1 % l'un ;

— À Tonga (10 décembre) : 1,2 million de dollars (à l'aide des ressources du Fonds spécial, pour quarante ans, à 1 %), pour la réalisation de plusieurs petits projets du secteur public intéressant différents domaines : transports et communication, industrie, santé, approvisionnement en eau ; ce prêt est le premier que la Banque accorde, à l'aide du Fonds spécial, au titre d'un « programme d'assistance multiple » ; les dix autres pays du Pacifique sud à réaliser des projets trop importants pour faire l'objet de crédits séparés.

O.C.D.E.

Perspectives pour le début de 1980

SELON le numéro 26 de Perspectives économiques publié le 20 décembre par l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), « les perspectives plus favorables qui s'ouvrent à la fin de l'année 1979 et à l'économie mondiale ont été assombrées par les événements survenus sur le marché international et par l'aggravation de l'inflation dans certains pays de l'O.C.D.E. Le retour à la stabilité des prix et à un niveau élevé d'emploi se trouve ainsi retardé. Le moment où des progrès en ce sens pourront reprendre dépend, pour une part, de l'évolution de la situation à l'intérieur des pays de l'O.C.D.E. mais aussi des développements du marché pétrolier mondial et de la réponse des politiques économiques des pays de l'O.C.D.E. à ces développements ».

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — Le Comité d'aide au développement (C.A.D.) de l'O.C.D.E. a procédé le 11 décembre à l'examen de l'effort et de la politique d'aide au développement des États-Unis. Le 12, il a aussi examiné le bilan de l'aide apportée par la République fédérale d'Allemagne aux pays du tiers-monde.

PRISE DE DÉCISION EN MATIÈRE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE. — Dans un rapport publié le 4 janvier sous le titre « Science et technologie », la participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie, l'O.C.D.E. publie un document qui sera soumis à l'examen des gouvernements des pays de l'O.C.D.E. Le rapport passe en revue un certain nombre de grands débats publics, notamment ceux qui portent sur l'énergie, la protection de l'environnement et la santé publique.

RECENTE PUBLICATION. — Belgique-Luxembourg, dans la série Études économiques, 75 pages, 1980.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

À la conférence de Caracas : priorité aux problèmes du tiers-monde

LA cinquante-cinquième session de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est tenue à Caracas, du 17 au 20 décembre. D'après le communiqué publié à l'issue des travaux, elle s'est avant tout consacrée aux problèmes des relations entre les membres et les autres États du tiers-monde.

Ainsi les participants ont-ils décidé le principe d'une nouvelle contribution supplémentaire de 1,6 milliard de dollars au Fonds spécial de l'OPEP, contre 1,2 milliard de dollars en 1979. 300 millions de dollars ont déjà été versés en juin dernier à Genève. Au total, le Fonds spécial aurait ainsi accumulé 1 milliard de dollars de ressources depuis sa création. L'augmentation récente des contributions des États-Unis, comme une mesure transitoire et urgente pour soutenir la coopération financière avec les autres pays en voie de développement en attendant la mise sur pied d'un mécanisme de financement

qui fonctionnerait sur des bases plus permanentes. À cet égard, la conférence a d'ailleurs pris la décision de principe de transformer le Fonds spécial en une agence de développement dotée de sa propre personnalité juridique. Le comité de stratégie à long terme a été chargé de préparer à cet effet un texte de recommandation dont sera saisie une conférence extraordinaire convoquée dès que possible.

Les participants ont décidé, d'autre part, d'accorder la priorité aux pays en voie de développement pour approvisionner leurs marchés intérieurs sur la base du prix officiel, tout en s'engageant à ne pas dépasser ce seuil. Ils ont aussi discuté de la création d'une agence d'information de l'OPEP, confiée à une unité spéciale au sein du secrétariat et demandant qu'il soit mis à exécution « aussitôt que possible » cette année.

Enfin, pour ce qui concerne le marché pétrolier et le problème des prix, la conférence était saisie d'un rapport de la commission économique mais n'a pris aucune décision à ce sujet. Elle est convenue de se réunir en session extraordinaire pour étudier les diverses attitudes adoptées par les pays membres quant aux prix du pétrole.

Le budget de l'Organisation pour 1980 a été approuvé. La prochaine réunion ordinaire devrait se tenir le 9 juin à Alger.

SESSION DES MINISTRES DES FINANCES. — La commission financière de l'OPEP s'est réunie en cinquante-cinquième session à l'échelon ministériel, le 16 janvier, à Vienne. Ses travaux ont été consacrés à l'examen des problèmes de financement des fonds d'opérations, dont il avait précédemment été décidé à Caracas, la cinquante-cinquième session de la conférence. Elle a approuvé l'accroissement de contributions de 300 millions de dollars décidé en juin 1979 et réparti les charges entre les différents pays membres. La plus récente décision d'apporter 1,6 milliard de dollars supplémentaires au Fonds spécial sera soumise à une prochaine réunion de la commission, le 27 mai.

D'autre part, les ministres ont décidé d'élargir l'accord établissant le Fonds spécial de l'OPEP pour le transformer en une agence internationale d'aide au développement dotée de la personnalité juridique.

MARCHÉ COMMUN DES CARAÏBES. — Le conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes a tenu sa cinquante-cinquième session à Castries (Saint-Lucie) les 5 et 6 décembre. À l'ordre du jour : la révision de l'article 26 de l'annexe au traité de Chaguaramas concernant la faculté pour les pays membres d'avoir recours en cas de difficultés temporaires des balances de paiements à des mesures de contingence ; à l'encouragement des importations en provenance de leurs partenaires ; à l'examen des mesures spéciales d'aide en faveur des pays les moins développés de la zone ; c) le relèvement des cours de certains produits agricoles à la suite de la chute de la production agricole dans les Caraïbes. Le conseil a approuvé, après avoir pris connaissance du rapport de la commission de l'équilibre des comptes et du corps principal de la demande d'autorisation d'importation de produits de l'extérieur de Dominique pour lui permettre de maintenir l'équilibre de son marché intérieur à la suite de la chute de la production agricole par les typhons David, Enita, le conseil a examiné deux questions de politique extérieure : les résultats de la première réunion de la commission mixte Caraïbes-Canada et la deuxième convention de Lomé.

ALLIANCE DES PAYS PRODUCTEURS DE CACAO. — À la suite de l'échec des négociations à l'Organisation internationale du cacao (O.I.C.) pour la tenue d'un accord international sur le cacao, l'Alliance des pays producteurs de cacao (qui a son siège à Lagos) a annoncé en début de décembre que les producteurs étaient mis d'accord sur un prix de vente commun. L'accord international doit expirer le 31 mars.

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Etat des négociations sur le programme intégré pour les produits de base

Le comité intergouvernemental spécial chargé de suivre l'application du programme intégré pour les produits de base s'est réuni les 17 et 18 décembre à Genève. Il a décidé de procéder à un examen d'ensemble de l'état du programme lors de la session, la dernière sans doute, qu'il tiendra en juin 1980. À partir de la fin de 1980, conformément à la décision prise par le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, c'est en effet la commission des produits de base (l'une des grandes commissions du mécanisme permanent de la CNUCED), qui poursuivra les travaux au titre du programme intégré.

Le président du comité a souligné les liens étroits existant entre les deux éléments principaux du programme intégré pour les produits de base : négociations sur le fonds commun et négociations sur les accords de produits. En ce qui concerne ce dernier point, il a fait observer que « la plupart des groupes préparatoires n'avaient pu développer des conclusions claires et généralement acceptées sur les mesures qui semblent possibles... Le fonds commun risque de n'être qu'une coquille vide s'il n'est pas complété par des accords de produits ».

Sur les dix-huit produits intéressés, il existe des accords pour le cacao, le café, l'huile, le caoutchouc, le sucre et l'étain. Le caoutchouc est le seul de ces produits qui ait fait l'objet d'un nouvel accord (à ne pas confondre avec un accord négocié depuis la création du fonds commun). Quant au projet de Fonds commun, le comité intermédiaire chargé de rédiger les statuts du Fonds lui a consacré deux semaines de travaux en décembre. À l'issue de la session, le 14 décembre, il y avait des tentatives de synthèse pour dix des douze articles (à l'origine, il y avait trois versions distinctes pour chaque article, une du groupe B, une du groupe des « 77 », et une du secrétariat de la CNUCED).

Parmi les articles de fond pour lesquels on en est aux textes de synthèse figurent ceux qui concernent les objectifs et fonctions, les membres, l'association d'accords de produits avec le fonds, l'organisation et la gestion. Les deux articles pour lesquels il n'a pas été possible d'aller aussi loin, « traitent des questions capitales de la structure financière du fonds commun et de son mode d'opération ». L'effort déployé pour limiter l'étendue des divergences n'aurait « obtenu qu'un succès limité ».

La quatrième session du comité intermédiaire, qui se tiendra du 18 au 22 février, « devrait absolument être la dernière ». La conférence de négociation doit en effet se réunir en avril pour examiner les statuts, plus d'un an après l'accord réalisé, en mars 1979, sur les éléments essentiels du fonds commun.

TEX. — Les experts de quarante pays producteurs et consommateurs de thé se sont réunis du 3 au 12 décembre à Genève, sous les auspices de la CNUCED, pour examiner les éléments d'un accord international sur le thé. Une proposition des producteurs de thé concernant un accord international fondé essentiellement sur des contingents d'exportation a suscité quelques réactions mais beaucoup de pays ont demandé un délai de réflexion pour étudier la proposition, ainsi qu'un complément d'information.

Groupe Andin

Vingt-huitième session de la Commission

LA Commission du Groupe andin a ouvert les travaux de sa vingt-huitième session ordinaire, qui a eu lieu à Lima du 6 au 15 décembre, par l'examen des rapports du Comité sur les normes sous-régionales d'origine et le tarif extérieur commun ; il a pris connaissance à ce propos des conclusions des récentes réunions du groupe d'experts gouvernementaux et du conseil du commerce extérieur.

La Commission a aussi approuvé une décision sur l'accord commercial avec les États-Unis et a décidé de placer sous l'autorité du Comité les groupes de travail qui seront chargés des négociations sur le commerce, le financement, la science et la technologie, le développement de l'agriculture, l'industrie et de l'infrastructure sous-régionale.

Quant aux relations extérieures du Groupe andin, la Commission a décidé de convoquer une nouvelle réunion à haut niveau afin de définir l'attitude des cinq pays dans les négociations sur la reconstruction de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) prévue pour le mois de mars. Elle a en outre souligné l'importance, pour les cinq pays membres, de coordonner leurs positions dans la troisième conférence de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

Avant de clore ses travaux, la Commission a enfin adopté le programme de travail du Comité et procédé à l'examen du budget pour 1980.

TROISIÈME RÉUNION DE COORDINATION. — Du 17 au 20 décembre ont eu lieu les États-Unis, le système de coordination groupant le Comité — organe technique de l'accord de Cartagena — la Corporation interaméricaine de développement et les accords d'intégration « André Bello » (éducation, science et culture), « Hipólito Yrigoyen » (travail) et « Simon Rodríguez » (santé). Les travaux ont porté sur l'interaction du secteur privé, le programme sous-régional de diffusion, la formation professionnelle, les dispositions relatives aux migrations de travailleurs, les projets technologiques dans les domaines de la production alimentaire et de l'agriculture et la définition de politiques nationales et sous-régionales de l'emploi.

CONCLUSION DE L'ACCORD COMMERCIAL AVEC LES ÉTATS-UNIS. — Après trois mois de négociations, le Groupe andin et les États-Unis ont conclu le 14 décembre un accord commercial défini par M. Sebastian Alegría, président de la commission, comme un « événement sans précédent dans l'histoire des relations commerciales de ce pays avec le sous-continent ».

L'accord, qui devra favoriser les échanges entre les deux parties ainsi qu'une relative croissance des centres de produits manufacturés, le Groupe andin aux États-Unis, se caractérise notamment par l'établissement d'une procédure de consultation préalable à tout retrait des concessions et par l'acceptation du principe de la réciprocité relative, les montants consentis devant correspondre aux différences de niveaux de développement des deux régions. Il prévoit aussi une coopération des régions d'origine, qui devra favoriser les exportations de la sous-région et un développement des systèmes des préférences octroyées. En outre, il met fin à l'exécution de l'Étude et du Venezuela de ce système, la reconnaissance à leur opportunité par l'OPEP cessant d'être une condition préalable.

ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST. — Une délégation du secrétariat de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, dirigée par M. Moussa Niam, a conclu avec le comité de l'accord de Cartagena, le 5 décembre à Lima, un accord de coopération concernant notamment l'agriculture, l'industrie et la technologie.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Les prévisions des ministres des finances pour 1980

M. MICHAEL O'KENNEDY, ministre irlandais des finances, qui présidait, le 17 décembre à Bruxelles, le conseil des ministres des finances de la C.E.E., a estimé que les prévisions économiques pour 1980 de l'Europe des Neuf devaient être corrigées vers le bas, à la suite de la forte hausse des prix du pétrole annoncée par les pays producteurs. Selon lui, la croissance économique de la C.E.E. ne devrait pas dépasser 1 % à 1,5 % en 1980 et l'inflation atteindrait en moyenne 10 % à 10,5 %.

Mais les prévisions qui ont été adoptées formellement par les ministres envisagent encore pour 1980 une croissance économique de 2 %, contre 3,1 % en 1979, une inflation de 9 % contre 8,9 % en 1979 et un taux de chômage de 6,2 % de la population active, soit 6,8 millions de sans-emploi contre 6 millions à l'heure actuelle.

Les grands arguments de la C.E.E., en particulier celui de la Grande-Bretagne, voudraient également contrôler étroitement les dépenses de l'Europe verte et se sont finis rendez-vous pour le 11 février.

Enfin, les ministres ont entendu un rapport du Comité monétaire européen sur la mise en œuvre du Fonds monétaire européen, une des pièces maîtresses du système monétaire européen (S.M.E.), qui doit être opérationnel en 1981. De nombreux problèmes restent à régler portant sur la compétence, la gestion et le contrôle de ce fonds.

Les ministres des affaires étrangères et la crise budgétaire

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. se sont accordés une pause de réflexion le 18 décembre à Bruxelles après le rejet, par le Parlement européen, du budget de la C.E.E. pour 1980. Ce délai devait être mis à profit par la Commission européenne pour présenter un nouvel avant-projet de budget. La France estime, notamment, qu'il ne faut pas précipiter les choses et que la C.E.E. peut parfaitement fonctionner pendant quelques mois avec le système des douzièmes provisoires, qui lui permet en particulier de faire face à ses engagements dans le secteur de l'Europe verte.

Les observateurs soulignent que le conflit budgétaire avec le Parlement européen risque de ne pas être réglé avant le mois de mai ou juin. Il faudra, en effet, deux nouvelles sessions du conseil des ministres des finances de la C.E.E., ainsi qu'une session spéciale du Parlement européen, avant que les quatre cent dix députés puissent se prononcer sur une nouvelle loi sur l'ensemble du budget.

La position de la C.E.E. dans l'affaire d'Afghanistan

La Commission de la C.E.E. s'est engagée, le 9 janvier, à ne pas se substituer aux États-Unis pour livrer des céréales à l'Union soviétique à 3 millions de tonnes par an les ventes de céréales à Moscou.

Les treize commissaires européens ont décidé en effet de contrôler plus étroitement les ventes de céréales à destination de l'Union soviétique,

qui n'ont pas dépassé 200 000 tonnes en 1979. Toutefois, la Commission n'a pas décidé de suspendre les ventes de céréales européennes à Moscou, si elles restent dans un cadre « normal ». Ces ventes sont effectuées sous forme d'adjudications et bénéficient de subventions à l'exportation octroyées par les autorités communautaires. Ces contrats, potons les observateurs, sont restés peu importants au cours des dernières années et n'ont pas dépassé en moyenne 300 000 à 400 000 tonnes par an.

La Commission de la C.E.E. a officiellement décidé, le 11 janvier, de suspendre provisoirement l'exécution de l'aide alimentaire européenne accordée à l'Afghanistan.

La suspension de cette aide, qui porte sur 3 millions de tonnes de céréales et 300 tonnes de poudre de lait, a été décidée comme une mesure de précaution. En outre, la Commission devait examiner incessamment une demande d'urgence du Haut Commissariat aux Nations unies pour les réfugiés concernant une aide d'urgence pour les réfugiés afghans au Pakistan.

La Commission avait déjà octroyé en novembre dernier une aide portant sur 600 tonnes de poudre de lait et 280 tonnes de beurre-oli à ces réfugiés.

Une « déclaration commune » à propos de l'intervention soviétique en Afghanistan

À l'occasion de leur réunion du 15 janvier, les ministres des affaires étrangères des Neuf ont débattu de l'intervention soviétique en Afghanistan. Ils ont adopté à ce sujet une « déclaration commune » soulignant que l'intervention « constitue une ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un pays non aligné du monde islamique ainsi qu'une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité de la région, y compris le sous-continent indien et le Proche-Orient et le monde arabe ». Les ministres ont réitéré leur attachement à la détente, tout en demandant à l'U.R.S.S. de permettre au peuple afghan de déterminer lui-même son avenir sans ingérence étrangère. Dans le même texte, les ministres manifestent leur « grande préoccupation » à la suite du veto opposé par l'U.R.S.S. à une résolution sur la crise afghane « parrainée par des pays non alignés et appuyée par une large majorité de membres du Conseil de sécurité ». Ils demandent enfin à l'Union soviétique de se conformer à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies exigeant le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes étrangères d'Afghanistan.

Le conseil des ministres des affaires étrangères a décidé, le même jour, d'annuler le programme d'aide alimentaire de la C.E.E. à l'Afghanistan, programme que la Commission avait précédemment décidé de suspendre. Il a tenu à plus tard la décision sur le montant de l'aide d'urgence à accorder, par le biais du E.C.R., aux réfugiés afghans se trouvant dans les pays voisins. Enfin, à propos des mesures prises par les Américains pour limiter leurs ventes de céréales à l'U.R.S.S., les ministres des affaires étrangères ont confirmé que la C.E.E. ne se substituerait pas, « directement ou indirectement », aux États-Unis pour les livraisons de céréales sur le marché soviétique.

En cours de la même session, le conseil des ministres a aussi chargé la Commission de préparer d'ici au 10 février (date de leur prochaine réunion) un nouveau mandat qui per-

Le Monde
UNE ÉDITION
ION MÉR

INTERROGATIONS

Où nous le dit de toute part, de Paris et des régions, d'outre-Rhin et d'outre-Atlantique, d'ici bas et d'ailleurs : l'homme moderne est responsable de sa dégradation pour s'être cru capable de rendre raison du monde par la rationalité et avoir créé une civilisation où il se perd en perdant le contact avec ce qui l'entoure — la nature et ses voisins, — croyant pouvoir, pauvre Prométhée béotien, rompre avec ses racines. L'homme doit reconnaître qu'il n'est pas une « bête politique » mais une plante fragile qui réclame sol nourricier et sèves chaudes.

La quête des origines, d'une raison et d'une action humaines rendues à leurs limites naturelles indique l'itinéraire d'une humanité qui doit être ramenée à l'humilité et retrouver, sinon le chemin de la terre, du moins les vertus des terroirs. La révolution du deuxième millénaire sera un retour, retour sur soi, retour aux valeurs éternelles des cultures, aux éthiques des ethnies.

Il n'est rien à dire ici sur la revendication culturelle et régionale, mais je me méfie de l'usage qu'en font certains qui ne paient de libération que pour nous libérer de la liberté. Comment peut-on ne pas voir que l'ensemble des nouveaux moralistes, des chevaliers de la Bretagne granitique ou des défenseurs de la cause des peuples (tous ces malheureux) n'est pas l'accomplissement de l'uniformisation et la perte d'identité culturelle, mais bien, derrière le jacobinisme ou ce qui est présenté comme tel, la démocratie, qui n'est et ne peut être que politique.

Peut-on oublier, dans un pays comme la France, que l'opposition entre pays réel et pays idéal, homme réel et citoyen n'est qu'une charge hypocrite contre la politique, la République, la citoyenneté, la liberté ? Et que le particulier culturel n'est pas, une fois encore, que pour réduire ce qui fonde la démocratie et la liberté politique, c'est-à-dire la reconnaissance de l'universel dans l'homme, dans tout homme. On ne peut opposer culture et politique, engagement culturel et citoyenneté, à moins de se poser en ennemi de la démocratie. Car la nature — ou la culture, comme l'entendent les moralistes du folklore, qui n'est qu'une manière culturelle de vivre sa nature — est indissociable. Et la loi de la nature, c'est la loi de la jungle, la mort du faible dans le silence des nécessités biologiques. L'égalité des hommes dans la citoyenneté repose sur l'universel, l'universel est le contraire de l'exceptionnel, puisqu'il reconnaît en tout homme l'égal d'un autre sans lui demander d'être son pareil ; l'universel est le contraire de l'indivisionnisme, c'est la reconnaissance des différences culturelles et politiques. Et la meilleure garantie des différences, c'est l'égalité dans la citoyenneté. Quel que soit l'usage, parfois contraire à ces principes mêmes, qui a pu en être fait, ces mythes sont fondateurs de la démocratie. Y renoncer sous prétexte de libération ou d'émancipation, c'est en appeler au totalitarisme.

L'IDENTITE culturelle, dont le concept remonte à Barrès, à Maurras, n'est que le masque d'une volonté d'assignation à résidence culturelle, puisque, pour ces derniers et leurs épigones, la culture n'est rien d'autre qu'un folklore : l'homme, pour ces entomologistes de la nature humaine, se définit par ce qu'il mange, par ce qu'il boit, par les outils qu'il fabrique, par les danses et les chants qu'il invente, par sa manière de vivre et sa manière de mourir, par tout ce qui est secondaire et ce par quoi on désigne comme subalterne ce peuple qu'on prétend magister et dont on ne magnifie qu'une prétendue vocation à être dominé. Une telle conception de la culture n'est qu'un ultime déguisement, qu'un discours du maître qui veut diviser pour régner, qu'un discours de la culture contre ce qui nous unit, la liberté dans la citoyenneté, pour produire des différences, dissoudre l'universel dans les micro-communautés objectives et reconnaître à des signes extérieurs élevés au rang d'identité spirituelle. Derrière l'idéalisme apparent de ces thèses se cachent le plus bas déterminisme, le mécanisme le plus lamentable, l'économisme le plus dangereux.

A-t-on réfléchi qu'une telle conception de la culture ne sert qu'à diviser, à opposer, à désigner, à assigner, l'identité culturelle n'est pas un droit, mais bien un devoir, celui de la culture, celui de l'appartenance (1). L'homme réel, délivré de la citoyenneté que lui ont conférée 1789 et l'Etat moderne, n'a que des devoirs et d'abord celui d'être identique à ceux qui d'autres — les détenteurs de la vérité culturelle — lui ont désigné comme ses pareils. C'est bien là la marque de l'organisme de ceux qui rêvent d'un corps social reconnu sur la mesure rime de la liberté, qui veulent nous enfermer dans la quêtée chaleur de communautés natu-

relles, où l'on est entre soi, délivrés de la politique et de la liberté, libres seulement de se comporter conformément à notre nature culturelle, préservés dans les ghettos de la transparence quotidienne, par la police des familles ou des quartiers, dans l'autosurveillance et la délation mutuelle.

LES différences, toutes les différences, sont affaire privée, et nul n'a le droit d'y envoyer quiconque, fût-ce pour y trouver matière à charité ou à fraternité, ces nobles dispositions d'âme qui enferment le faible dans sa faiblesse, l'heure dans sa différence et les livres pieds et poings liés au bon vouloir de ceux qui sont — par nature peut-être — en position d'être charitables, fraternels... Et je crains fort que ce prétendu droit à la différence, que l'on invoque si fort de tous côtés, ne soit qu'un droit bien peu démocratique, qu'un droit de dire qui est différent, ne soit qu'un devoir d'identité édicté et négé-

précisément à la culture naturelle du Moyen Age, âge d'or du consensus spatial, où, avant Clavel, Berdseff puis Drien souhailèrent nous ramener, et que R. Rosenzweig et Y. Bourdet nous présentent — sans rire — comme société contractuelle (4).

Cela fait quelque temps déjà que de bonnes âmes chargent l'Etat moderne de toutes les vilenies et volent dans Robespierre le père spirituel de Staline auprès duquel Hitler n'est qu'un amateur ingénu. Mais sont-ils tous innocents ceux qui prétendent ainsi nous garder du totalitarisme, en particulier de celui qui nous menace, un nouveau fascisme, en nous délivrant du seul rempart contre lui, c'est-à-dire l'Etat moderne qui repose sur la citoyenneté ?

Car le fascisme ce n'est pas seulement — et même peut-être pas nécessairement — pussions-nous ne pas en faire l'expérience — la dictature. « L'Etat total

nature et des cultures naturelles, de la terre et des ethnies. Or la morale de la nature, c'est l'économisme absolu, l'anti-humanisme intégral, la soumission aux lois des maîtres de la mort et du danger ; c'est la fantasme du retour à la pré-humanité, à l'ordre cannibale par excellence. Car voilà qu'après l'euthanasie délicate suggérée par les pourfendeurs de l'échecement thérapeutique et les défenseurs de la « mort naturelle », repointe le mufler de l'eugénisme, forme ultime sans doute du « mieux vivre » : « Notre produit le plus important, c'est l'être humain. Je crois que le progrès essentiel, c'est le progrès dans l'homme. (...) Des sociétés plus avancées doivent naturellement assigner un objectif d'un degré plus élevé que la production d'une quantité de successeurs : c'est la qualité de ses successeurs (7). »

La nation sans la politique, les peuples sans la République, l'Etat sans la démocratie, c'est l'utopie maurrasienne. Ne pas le savoir, l'oublier, ne pas le voir, c'est se préparer à donner dans tous les pièges. Car la crise de l'Etat glacéardien est grosse d'une étonnante mais dérangeante synthèse où l'antidémocratie d'une certaine nouvelle gauche — ces écologistes qui « n'aiment pas la politique », qui veulent « la disparition des partis, du vote, de la délégation de pouvoir et des hiérarchies, donc de l'Etat » ou qui ne voient dans la politique qu'un théâtre formé de « tréteaux violemment éclairés où une troupe de politiciens professionnels passent leur temps à se faire élire » (8) ; et ces expérimentateurs d'un nouvel ordre moral qui vibrent « de l'espérance de changer leur vie et celle des autres » (9) — et l'effritement de réaction nobiliaire des petits aristocrates de la nouvelle droite précipitent un nouvel organisme mais tordant proprement son cou à la politique : où la reconnaissance (connaissance et acceptation) des différences — de toutes les différences : il y a des riches et des pauvres, des Noirs et des Blancs, des idiots et des surdoués, des supérieurs et des inférieurs — légitimerait les hiérarchies et déterminerait le partage des pouvoirs ; où l'Etat appartiendrait à l'élite, les titulaires d'aptitudes inférieures s'affairaient à leur niveau dans l'ombre d'un Etat mélière qui ne serait plus ni étonnant ni méfiant, pour la bonne raison qu'il repasserait sur la coupe radicale — parce que naturelle — entre gouvernants et gouvernés ; où la loi ne serait plus uniformisatrice et négatrice des « différences » pour la bonne raison qu'il n'y aurait plus de lois mais des franchises, plus de droits mais des privilèges ; où le citoyen s'émanciperait dans l'antagonisme des penuries quotidiennes ; où l'harmonie culturelle et la quête des racines constitueraient les minorités, délimiteraient les frontières du corps social et désigneraient les invisibles et universels coupables puisque le « secret de la reconnaissance culturelle d'Europe » permettrait d'avancer dans la crise occidentale en découvrant l'ennemi introuvable (10) ; où le devoir d'identité nous délivrerait enfin de la liberté.

Certes, les hommes libres ont besoin des esclaves du tiers-monde. Mais faut-il, pour libérer le monde, commencer par asservir les hommes libres ?

(1) « Sans culture, c'est-à-dire sans appartenance à une communauté avec ses valeurs, l'homme n'est plus qu'un être humain. »

Henri Gobard, *Le Cœur culturel, logiques du désastre*, Copernic, Paris, 1978, cité par Alain de Benoist : « Le grand espoir des cultures populaires », in *la Figaro-Magazine*, 13 juillet 1979.

(2) Et non « manière singulière de réinventer l'universel », comme le voudrait Michel de Certeau, *Le Discours de l'Autre*, le Nouvel Observateur, n° 733, 11-17 décembre 1979.

(3) Voir W. Laqueur, *Wormar, une histoire culturelle de l'Allemagne des années 1920*, Laffont, Paris, 1978, notamment le chapitre 3.

(4) Voir Y. Bourdet, *L'Espace de l'auto-gouvernement*, Gallimard, Paris, 1978, page 94. Ce livre vient, évidemment, d'être réédité en français (livre de poche, Paris).

(5) R. de Jouvenel, *La Révolution du nihilisme*, Gallimard, Paris, 1939, page 84.

(6) A. Hitler, cité par R. Baechling, *Hitler m'a dit*, Gallimard, Paris, 1939, page 94.

(7) R. de Jouvenel, *La Révolution du nihilisme*, Gallimard, Paris, 1939, page 84.

(8) B. Lalonde, préface à Philippe Lebrat, *Les chemins de l'écologie*, Denoël, Paris, 1978, pages 13 et 14.

(9) F. Fourmès, *Pas à pas pour l'écologie*, Le Livre de Poche, Paris, 1978, page 138, cité par L. Jourdain, *Les idées politiques du moment*, L'Esprit, Paris, 1979, pages 220-224.

(10) J.-C. L. Davies, « Ce fut l'annonce de la fin de l'histoire politique », *le Monde*, Observateur, mai 1979.

(11) H. Gobard, op. cit.

Le devoir de liberté

Par PATRICK ALLARD

teur de la liberté et du politique. A qui fera-t-on croire que le racisme est refus des différences, alors qu'il est constitution des différences culturelles — privées — en principe de différenciation des hommes, de partage entre citoyens et ceux qui ne le sont pas. En France, c'est par Vichy qu'une partie de la population a été constituée en minorité et dotée d'un statut spécial, c'est-à-dire privée de citoyenneté et du droit de vivre. Exemple à méditer, peut-être.

Les discours, trop à la mode dans une intelligentsia revenue des idéologies, sur l'acculturation et le déracinement ne sont bien souvent que larmes de crocodile soulignant, plus qu'elles ne dissimulent, un mépris du peuple. Il est inapte de prétendre qu'on cesse d'être Breton parce qu'on mange sur une table de formica, qu'on cesse d'être occitan parce qu'on boit du coca-cola et qu'on parle français. A moins de dissimuler, sous une proposition anodine, « il n'est de Breton qu'en Bretagne », une proposition moins anodine : « Il ne doit être que des Bretons en Bretagne », ou des Français en France, des Allemands en Allemagne. Car une culture n'est pas réductible à un site, aux rapports entre des hommes et une terre, à des rites, à une langue, à l'âme d'un peuple. Une culture est, à proprement parler, philosophie d'un peuple, manière d'exprimer l'angoisse de l'existence humaine, la peur, la joie, la souffrance. Elle est conception du monde, conception de l'homme dans le monde, conception de la liberté humaine. Elle est manière singulière de produire de l'universel (2). Elle sait se régénérer à chaque période, en puisant en elle-même, en empruntant au-delà de nouveaux éléments quelle reformule et intègre. Chaque génération peut ainsi reproduire une culture, toujours identique, toujours différente, avec n'importe quel rite, n'importe quel objet, pourvu qu'on lui en laisse les moyens. Car s'il n'est pas d'ethnocide, il est des génocides, par le feu et par la faim, par la mort et la misère. On ne tue pas un peuple en lui ôtant son âme. On tue un peuple en lui ôtant la vie.

QU'ON le veuille ou non, toute pensée en termes d'origine, d'enracinement, d'espace, d'assignation culturelle est une pensée réactionnaire, un avatar de la pensée contre-révolutionnaire, antibérale et antisocialiste, dont l'acheminement s'est laboré à la fin du neuvième siècle, entre le Parti du boulangisme et de l'affaire Dreyfus et l'Allemagne du *Kulturkampf* (3). Retrouver Spengler, Jünger, Heidegger, répéter leurs critiques de la civilisation technicienne, du capitalisme, de la ville, de la massification, de la rationalité, de la science, c'est réactiver une philosophie politique qui résonne des thèmes schizophréniques de la pré-histoire, qui s'inspire de la mythologie de l'aristocratie petit-bourgeoise, d'effritement.

Et le mythe du retour à la culture n'est que le mythe d'un retour à la nature, plus

ne tolère pas de différence entre droit et morale », disait Hitler. Le fascisme, c'est la morale constituée en politique, la vie privée devenue affaire d'Etat, les affaires d'Etat devenues affaires privées de l'élite. Et ce ne serait pas la première fois que des gens venus des horizons politiques les plus éloignés de la droite et de l'extrême droite prêteraient appui à des entreprises antidémocratiques, et cela au nom même des valeurs qui les situent à gauche. C'est la position par rapport à la démocratie politique, à la République et à ses principes fondateurs — la loi et la citoyenneté — qui constitue la ligne de partage des positionnements politiques, qui trace la frontière mouvante entre la gauche et la droite. C'est par l'incompréhension du contenu démocratique de la République en tant qu'héritière de 1789 que des syndicalistes révolutionnaires d'avant 1914, des planistes de la S.F.I.O. ou de la C.G.T. des socialistes, des communistes sont devenus pétainistes, fascistes, collaborateurs.

Le conflit est bien entre morale et politique. Car la politique est l'expression de la liberté humaine. De la liberté de l'homme qui se donne sa loi. Le premier des espaces en liberté à conquérir, à reconquérir toujours, c'est l'espace national, parce que la nation est la figure du peuple souverain. A trop l'oublier, n'aurait-on pas une préférence pour l'Etat sans politique, l'Etat administrateur des choses, qui n'était pas seulement le rêve de Saint-Simon mais aussi celui de Proudhon, qui voulait remplacer l'Etat par l'atelier, et de quelques autres, comme E. Jünger, qui souhailait avant guerre qu'à la « Constitution se substitue le plan de travail » (5). N'aurait-on pas aussi une secrète préférence pour la nation hors la politique, pour la nation organique, soudée par une croyance commune, une éthique, une âme ? Mais fonder une société sur une morale collective, mettre une société au service d'une éthique quelle qu'elle soit, faire de la morale une politique, c'est tuer la politique et avec lui la démocratie, puis, l'avant-garde, l'élite, définissent la bonne croyance, les bonnes valeurs, le bon modèle de vie et en imposent le respect. La morale constituée en politique, c'est la morale de l'asservissement à une morale, quelle soit religieuse ou antireligieuse, asservissement à la morale des justes, de l'élite des idées ou du sang. La révolution, dans ces conditions, n'est qu'une révolution de l'esprit, une révolution culturelle, une révolution conservatrice, une conversion forcée du grand nombre. « Je sais que je dois me montrer un éducateur inflexible. (...) En effet, il me faut d'abord former le peuple avant de songer à résoudre les problèmes devant lesquels notre nation se trouve placée aujourd'hui (6). » Et la morale la plus étouffante, celle qui risque fort d'être la morale du second millénaire finissant, c'est la morale de la

• Economiste.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

LE PRESIDENTIALISME EN ACCUSATION, par Henri Callavat. — Dans les revues.

PAGE 3 :

Suite de l'article de Ferdinando Scianna sur les lois d'exception en Italie.

PAGES 4 et 5 :

Le Brésil à l'épreuve de la libéralisation, suite de l'article de Julia Jurnau. L'Eglise catholique, de la résistance à l'opposition, par Charles Antoine.

PAGES 6 et 7 :

AFGHANISTAN : L'EVIL DES NATIONALITES, par Alexandre Dastarac et M. Levent.

PAGES 8 et 9 :

LE POUVOIR ISLAMIQUE FACE AUX ASPIRATIONS AUTONOMISTES EN IRAN, par Ahmad Faroughy. — La révolution des imams, par Yama Richard.

PAGES 10 et 11 :

DANS LES PAYS DU GOLFE : RICHESSE ET FRAGILITE, par Sâlim Turki. — Suite de l'article de Yama Richard.

PAGE 12 :

Suite de l'article de Claude Julien : L'ENGRENAGE.

PAGE 13 :

Pour un renouvellement du droit international : Pillage du tiers-monde et crimes d'Etat, par José Echeverría.

PAGES 14 à 16 :

L'ENCHEVETREMENT DES CONFLITS ET LE JEU DES TROIS GRANDS : Israël, Palestine (S. T.) ; Iran, Afghanistan ; Golfe, détroit d'Ormuz (S. T.) ; mer Rouge, corne de l'Afrique (Philippe Leymarie) ; Inde, Pakistan (Gérard Viretelle) ; Indochine, Thaïlande, Birmanie (Patrice de Beer). Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGES 17 à 21 :

L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE : Pour un développement populaire et autonome, par Abellés Benachéou. Une stratégie pour les années 1980, par Abd-El Rahman Khana. — Le retard de l'Afrique peut être rattrapé, par Edouard Kodja. — Les syndicats ne sont pas encore à l'heure mondiale, par Maria-Claudia Céléste. — L'exemple de la convention de Lomé, par Gaetano Sparanza.

PAGE 22 :

Les livres du mois.

PAGE 23 :

Caméras politiques : De la France, par Ignacio Ramonet, Jean-Pierre Jeancolas, Noëlle de Chambrun et Alain Malassinat.

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales. — Recherches universitaires : De l'Hexagone, par Charles Zorgebille.

Le numéro de janvier 1980 du « Monde diplomatique » a été tiré à 118 000 exemplaires. Il a été interdit à la vente au Maroc, probablement pour avoir publié un article sur le conflit du Sahara occidental. Le numéro de novembre 1979 avait, pour sa part, été interdit à la vente en Uruguay (à cause de l'annonce de la réparation, au Mexique, de « Cauderos de Marcho » ?).

Février 1980